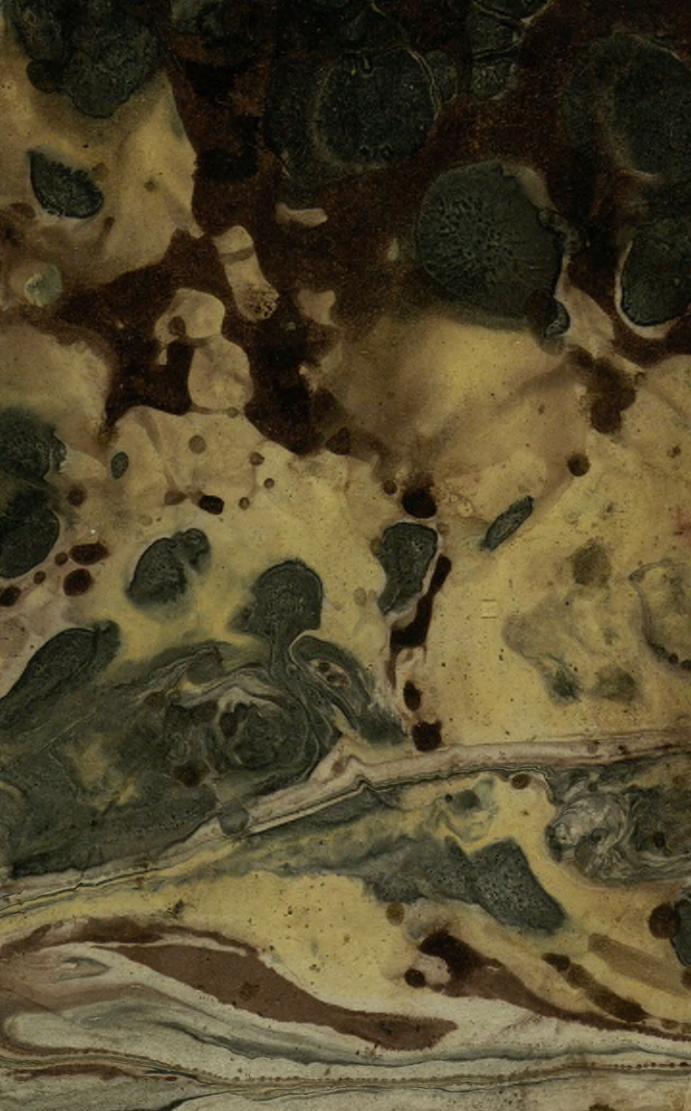


ARC

MS

1-

MS

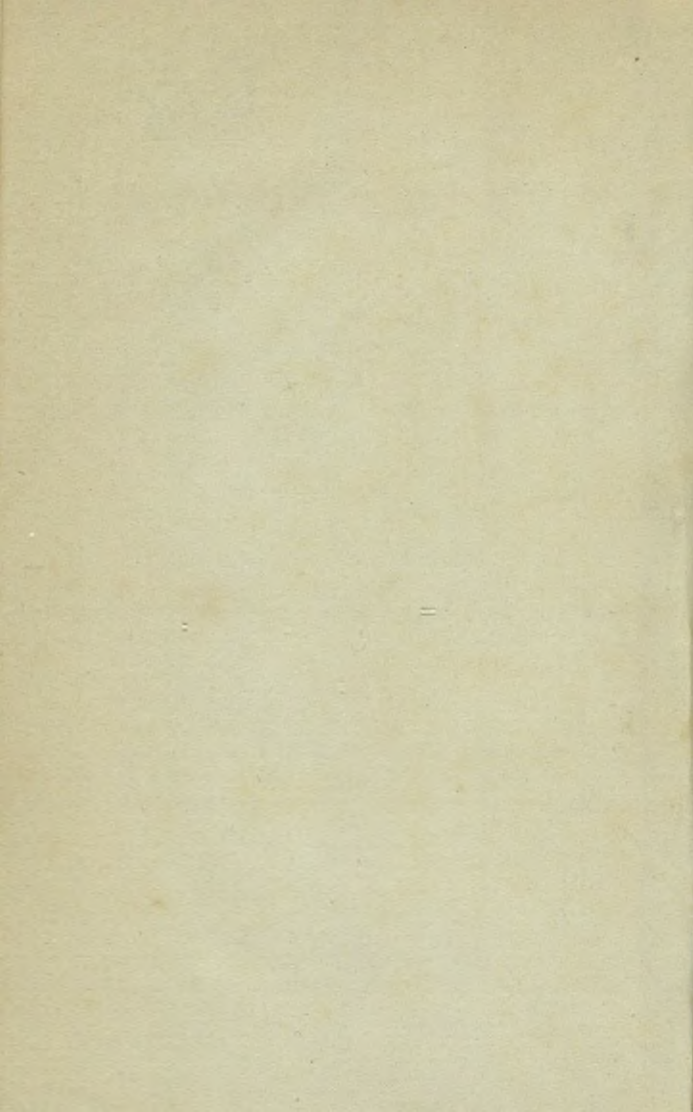








B-176



En 190 p H

# **Espartero.**

## **ÉTUDES BIOGRAPHIQUES**

Nécessaires à l'intelligence des faits

QU'IL ONT PRÉPARÉ ET DÉTERMINÉ LA DERNIÈRE

### **RÉVOLUTION**

### **D'ESPAGNE.**



**PARIS.**

**BOHAIRE,**  
BOULEVART DES ITALIENS,  
N° 10,

**G.-A. DENTU,**  
PALAIS-ROYAL, GALERIE  
D'ORLÉANS, N° 13.



1841.

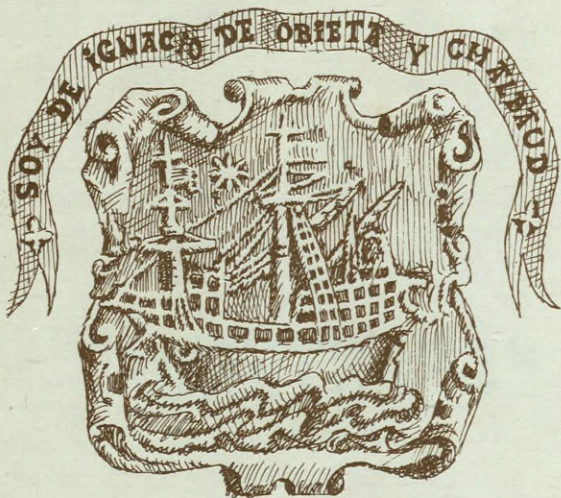
1<sup>re</sup> 50

J

Au Grand Buffon.  
Boulevard des Italiens, N. 7,  
en face des passages de l'Opéra.  
**SAINT-JORRE**, Libraire, etc.  
Achat, Vente et Échange de Livres.



# ESPARTERO.



Faubourg Montmartre, N° 11.

N-436878

221  
8667

# Espartero.

## ÉTUDES BIOGRAPHIQUES

Nécessaires à l'intelligence des faits

QUI ONT PRÉPARÉ ET DÉTERMINÉ LA DERNIÈRE

## RÉVOLUTION

D'ESPAGNE.



PARIS.

BOHAIRE,  
BOULEVART DES ITALIENS,  
N° 10.

G.-A. DENTU,  
PALAIS-ROYAL, GALERIE  
D'ORLÉANS, N° 13.



1841.

Deputé.

# ÉTUDES BIOGRAPHIQUES

Nécessaire à l'Intelligence des faits

QUI ONT FORMÉ ET DÉVELOPPÉ LA RÉVOLUTION

## RÉVOLUTION

DE FRANCE

PAR

BOHAIFF,	G. A. DENT,
BOUTILLIER DES LIAISONS,	IMPRIMERIE ROYALE, DÉPARTEMENT
N° 10.	N° 10.

1844



## AVANT-PROPOS.

---

Un grand nombre de journaux se sont empressés de reproduire, tant à l'étranger qu'en France, les *Etudes biographiques sur Espartero*, publiées dans la *Presse* des 29 juin, 2, 5, 8, 14 et 18 juillet derniers.

L'auteur, qui n'a eu garde de voir un ouvrage à la hauteur du sujet, dans de simples notes uniquement destinées d'abord à l'éphémère publicité d'un journal quotidien, est loin de se faire un mérite de leur succès. Aussi, conserve-t-il le voile de l'anonyme, qui, du reste, est loin de le cacher aux yeux de ceux dont il pourrait avoir lieu de redouter le ressentiment.

Le succès des articles de la *Presse*, — l'auteur le sait bien, — n'a constaté qu'une chose : une vive curiosité dans le public, pour tout ce qui tend à l'éclairer sur la situation plus que jamais anormale de l'Espagne.


C'était assez pour nous suggérer l'idée de la brochure que nous publions, et pour nous engager à y donner, sur les points les plus essentiels du travail déjà connu, des éclaircissements fort importants qui n'ont pu trouver place dans le cadre d'une feuille quotidienne. Nous avons renvoyé à la fin du volume les nouvelles notes dont ces éclaircissements sont l'objet, afin de les distinguer de celles qui ont accompagné le texte publié par *la Presse*.

On se fait généralement, en France, des idées si fausses sur ce qui se passe dans la Péninsule, et l'attitude qu'a fini par y prendre l'Angleterre rend aujourd'hui si nécessaire une étude sérieuse de la vérité, que nous avons cru rendre à notre pays un service réel en rassemblant sous ses yeux des renseignements qu'il trouverait difficilement ailleurs.

L'auteur a séjourné pendant quinze ans en Espagne, dans une position parfaitement indépendante des hommes et des choses, qu'il s'est attaché à y étudier. Sans intérêt dans la lutte déplorable dont il a suivi le spectacle, il a pu juger sans passion les différentes vicissitudes qu'elle a amenées. En rapport intime et fréquent avec les principaux cham-

pions politiques et militaires de cette lutte, il a pu éclairer ses jugements d'une lumière qu'on rencontre rarement dans les documents livrés à la publicité.

Si, comme lui, le lecteur se dépouille de ses opinions françaises pour aller au fond des questions qui s'agitent chez nos voisins, il ne tardera pas à reconnaître qu'aucune solidarité ne saurait raisonnablement s'établir entre nos partis politiques et ceux qui les singent de l'autre côté des Pyrénées, et que pour choisir en Espagne nos alliances, c'est désormais sur nos intérêts que nous devons, à l'exemple de l'Angleterre, nous régler, et non sur les trompeuses sympathies qui trop souvent ont égaré chez nous et les ministres et l'opposition.



pour politiques et militaires de cette sorte,  
il a pu éclaircir ses jugemens d'une manière  
qu'on reconnoît facilement dans les docu-  
mens tirés de la bibliothèque. Mais comme  
il est, comme lui, le lecteur se dégoûte de  
ses opinions françaises pour aller au fond  
des questions qui agitent chez nos voisins,  
il ne tardera pas à reconnaître qu'aucune  
solidité ne sauroit raisonnablement s'éle-  
ver contre nos partis politiques et ceux qui  
les dirigent. L'autre côté des Pyrénées, et  
qui pour choisir en Espagne nos alliés,  
c'est de nous sur nos intérêts que nous  
devons à l'exemple de l'Angleterre, nous  
régler, et non sur les trompeuses appa-  
rences qui trop souvent ont séduit chez nous  
et les ministres et l'opposition.



# ESPARTERO.

## ÉTUDES BIOGRAPHIQUES.

---

### I.

---

Début d'Espartero sur le théâtre de la guerre des provinces basques. — Singularité du moyen employé par lui pour se faire nommer maréchal-de-camp. — Profusion des grâces qu'il obtint en moins d'un an, comme simple commandant d'une division de l'armée. — Sa bravoure, ses fautes, ses revers. — Indiscipline habituelle de sa division. — Décimation d'un de ses bataillons. — Accusation capitale portée contre lui aux cortès. — Conduite généreuse du général en chef Cordova à son égard. — Intrigues pour renverser Cordova. — Premières séditions, d'un caractère politique, éclatant à leur suite dans la division d'Espartero. — Rivalité des deux généraux. — Chute de Cordova. — Arrivée d'Espartero au commandement en chef. — Circonstances notables qui l'y poussèrent.

Que le général Espartero soit fils d'un charron de village; qu'un de ses oncles, moine influent, l'ait placé à l'école militaire improvisée sous les

murs de Cadix lorsque les troupes de Napoléon occupaient le reste de l'Espagne, et à une époque où l'on faisait bon marché des conditions d'admission à cette école; que son incapacité l'ait fait échouer dans les examens auxquels il se présenta d'abord pour entrer dans l'arme du génie, et qu'il ait dû par suite se contenter d'une épaulette de sous-lieutenant d'infanterie; qu'ayant passé en Amérique avec les premières troupes qu'y envoya Ferdinand, il ait profité pour arriver au grade de brigadier (1) des avantages et, si l'on veut, du désordre (2) des promotions qui y étaient en usage; que la fortune qu'il en a rapportée ait été le fruit de ses économies ou le produit des faveurs dont le sort l'avait, dit-on, comblé au jeu effréné qui absorbait au Pérou les loisirs des officiers:

(1) Le grade de brigadier est en Espagne, comme il l'était en France avant la révolution, le premier degré du généralat, et n'exclut pourtant ni le titre, ni les fonctions de colonel d'un régiment.

(2) Dans le Pérou, où servait Espartero, l'avancement était abandonné aux pouvoirs discrétionnaires du vice-roi. Depuis le jour où l'honorable vice-roi Pezuela avait été si scandaleusement déposé par ses officiers, l'autorité suprême était demeurée incertaine et toujours disputée ou partagée. Le plus grand désordre dans les promotions s'ensuivit, et quand les troupes royales, après la honteuse défaite d'Ayacucho, rentrèrent en Espagne, peu d'officiers étaient en mesure de justifier, par titres réguliers, des grades qu'ils s'attribuaient. Ils y suppléèrent par des actes de notoriété dans lesquels ils se servirent les uns aux autres de témoins. On conçoit toute la facilité que bien des officiers *ayacuchos* (a) y trouvèrent pour se faire réciproquement la courte-échelle qui de puis leur a si largement profité,

tout cela importe peu. Ce qu'il importe de connaître et d'étudier, dans la vie politique et militaire du nouveau régent, ce sont les faits qui ont préparé et qui peuvent expliquer sa prodigieuse fortune. Il suffit donc de la prendre au jour où elle commença à recevoir la lumière de la publicité.

Au commencement de la guerre des provinces basques, le brigadier Espartero fut appelé à Bilbao avec le régiment de Soria (8<sup>e</sup> de ligne) dont il était colonel. Outre son régiment, il commandait militairement la province de Biscaye. A la suite d'une escarmouche à peu près insignifiante contre un rassemblement de paysans insurgés, il adressa au gouvernement un de ces bulletins napoléoniens dont il a tant abusé depuis, et après avoir fait les plus grands éloges du brigadier Benedicto, qui, sous ses ordres, avait concouru à ce qu'il appelait la victoire, il demanda pour cet officier supérieur le grade de maréchal-de-camp. Comme on était au début de la guerre, et d'une guerre civile, il y avait, pour le gouvernement, nécessité de se laisser aller à d'encourageantes largesses. On en passait toujours, même quand on était tenté de les désapprouver, par les propositions de récompenses qui venaient à la suite des bulletins de l'armée. On ne pouvait guère refuser l'avancement formellement demandé pour le brigadier Benedicto; mais, d'un autre côté, on pouvait bien moins encore laisser en arrière Espartero, principal auteur de l'œuvre militaire qu'il s'agissait de récompenser, lorsqu'on avançait son lieutenant qui n'avait fait que l'y aider. On les créa donc, tous les deux, maréchaux-de-camp.

Ce premier trait mérite d'être remarqué, en ce sens qu'il peint à merveille Espartero. L'homme



qui a tout obtenu en Espagne n'a jamais rien exigé ni demandé pour lui ; il a toujours eu l'adresse de s'arranger de façon que les choses qu'il ambitionnait lui fussent offertes de gré ou de force. C'est ainsi qu'il accapara , en moins d'un an, sous le commandement en chef de Cordova , pour sa femme , le grand-cordon de l'ordre des dames *nobles* de la reine Marie-Louise , et pour lui , outre le grand-cordon de Saint-Herménégilde , auquel son grade et son ancienneté lui donnaient des droits , le grand-cordon d'Isabelle-la-Catholique , le grand-cordon de Saint-Ferdinand , le grand-cordon de Charles III , le grade de lieutenant-général , et , un peu plus tard , la clé de *gentilhomme* ordinaire de la chambre. Quoiqu'il commandât alors une division active dans l'armée , il n'avait eu , certes , ni assez d'occasions , ni assez de temps pour justifier tant et de pareilles faveurs. Il s'était , à la vérité , toujours distingué par une grande bravoure personnelle , et avait honorablement vaincu à l'affaire d'Unza ; mais on était autorisé à lui imputer la perte de Valmaseda et de Plencia , ces deux places ayant été enlevées par les carlistes alors que la surveillance et le maintien de l'aile gauche des lignes christines lui étaient commis , et que le général en chef opérait à cinquante lieues de là , sur la droite ; mais on pouvait lui reprocher de n'avoir pas atteint et battu Gomez à quelques marches du point où il avait passé sur le ventre à la division Tello , avec laquelle il lui avait été recommandé , à lui Espartero , de combiner ses opérations , pour tenir en échec la droite de l'ennemi pendant que le général en chef était allé opérer sur sa gauche ; mais il avait souvent été malheureux , comme à Arrigorriaga et à Descarga , à Descarga surtout , où par sa



faute un seul bataillon carliste avait mis sa division dans la plus épouvantable, dans la plus honteuse déroute. Un grief bien plus grave encore s'élevait contre ce général qu'on accablait d'honneurs. Dans sa division avaient éclaté les premiers germes de l'indiscipline qui plus tard gagna toute l'armée, mais qui alors n'était tolérée que là. Ce reproche est sans doute de nature à étonner ceux qui, sans examen, ont admis l'éloge que valurent à Espartero les efforts entrepris par lui, vers la fin de 1837, pour rétablir la discipline dans l'armée. Mais ceux-là ne remarquent pas qu'Espartero n'a travaillé à la répression du désordre que lorsque, devenu général en chef, il a eu plus que personne besoin de l'ordre; ceux-là ignorent ou ont oublié qu'Espartero, simple général de division, s'étant dès les premiers jours posé comme rival et futur successeur de son général en chef Cordova, et se croyant intéressé à flatter les soldats pour en faire au besoin les instruments de son ambition, leur laissait le champ libre dans les déprédations auxquelles il les encourageait en n'y voyant que des gentillesques dont il aimait à rire le soir au bivouac, en fumant avec ses officiers et même avec des sergents. Le désordre avait été poussé si loin que bientôt Espartero lui-même eut lieu de s'en effrayer, et sentit la nécessité d'une répression exemplaire. Il fit un jour décimer, pour cause de pillage, le bataillon de volontaires connu sous le nom basque de *chapelgorri*. Comme cette épouvantable mesure avait enveloppé plusieurs innocents, et entre autres l'honnête alcade (maire) d'un village guipuzcoain, qui n'avait pris les armes que momentanément et par dévouement à la cause de la reine, un long cri d'indignation s'éleva dans toute la Péninsule. Ce cri trouva bientôt

un redoutable écho dans les cortès, où la tête d'Espartero fut demandée par ce même Ferrer qui depuis l'a triomphalement couronnée à Madrid, au nom des municipalités insurgées ; par ce même Ferrer, devenu ministre de la couronne et co-régent provisoire du royaume, sous les auspices de l'adroit général échappé à ses énergiques poursuites.

Les défenseurs d'Espartero, fort rares alors, s'efforçaient de lui faire un titre de cette sanglante exécution du bataillon Chapelgorri, qu'on lui reprochait à tort, selon eux, puisqu'elle témoignait d'un grand zèle pour la discipline, cette première condition du succès à la guerre. Mais ses nombreux accusateurs objectaient que les désordres qui avaient abouti à la nécessité du châtimement n'engageaient pas moins que le châtimement même la responsabilité du général, attendu que dans nul autre corps de l'armée cette nécessité ne s'était jusqu'alors fait sentir, et que dans tous la plus sévère discipline avait constamment été maintenue, excepté dans la division d'Espartero, où le mal aurait dû être arrêté avant que ses progrès pussent être allégués comme excuse d'une révoltante sévérité. De fâcheux exemples étaient cités à l'appui de l'accusation dont les façons de commandement d'Espartero étaient l'objet, et si la mise en jugement que demandait Ferrer eût été obtenue, les débats auraient fort probablement établi que les inexcusables tolérances à la faveur desquelles le désordre s'était progressivement accru et enhardi, avaient été, suivant l'usage, en rapport avec la violence d'une répression tardive. L'enquête ordonnée par le ministère, à la suite des interpellations de la chambre des députés, pouvait donc être funeste à Espartero ; il le savait

bien lui-même : l'habile et chaleureuse intervention de Cordova , son général en chef , alors en possession de la plus puissante popularité , put seule le tirer de ce mauvais pas.

Depuis la leçon que les troupes et le général avaient reçue , la division d'Espartero ne se livra plus au pillage , ou s'y livra moins ; ses marches furent plus régulières , son service plus ponctuel. Encore fallut-il , pour arriver plus sûrement à cette réforme , que le général en chef privât de leur commandement quelques-uns des chefs de corps , et leur substituât de jeunes officiers qui , bien plus qu'Espartero , travaillèrent à dompter les mauvaises coutumes du soldat. Mais l'allure vagabonde des esprits subsista ; elle ne fit que changer de route. Tout le monde , autour et sous les ordres d'Espartero , devint frondeur militaire et politique ; tout le monde s'appliqua à démolir pièce à pièce la réputation du général en chef , surtout quand Mendizabal , arrivé au pouvoir , encouragea et paya ces sourdes menées pour se débarrasser de Cordova ; tout le monde fit du libéralisme en rapport avec les idées que l'insurrection provinciale de 1855 avait répandues. Des désordres sérieux , d'un caractère politique , finirent par éclater plus d'une fois sur plusieurs points occupés par les troupes soumises au commandement ou à l'influence d'Espartero , et notamment à Poncorbo et à Puente-Larra. Cordova les contint ou les reprima sans chercher jamais à remonter à leur source , s'y refusant même obstinément envers et contre tous ceux qui cherchaient à lui ouvrir les yeux sur les manœuvres de son ambitieux lieutenant , et qui lui conseillaient de le faire fusiller sur les preuves de complicité qu'ils promettaient de fournir à la première réquisition.



On conçoit aisément que le général Cordova , aussi noble de cœur que de race , et franchement , mais noblement ambitieux lui-même , n'ait pas pu reconnaître l'ambition aux signes qu'on lui révélait chez son rival , et qu'il ait repoussé avec une généreuse indignation des soupçons que les âmes fortement trempées accueillent rarement. Mais on serait , en vérité , tenté de le croire , n'y avait-il pas quelque chose de fatal dans l'attitude que Cordova avait prise vis-à-vis d'Espartero ; dans cette obstination à le défendre sans cesse , jusqu'à engager parfois sa propre responsabilité ; dans cet empressement à répondre toujours par des bienfaits à des outrages ? N'y avait-il pas quelque chose de fatal dans l'explicable aveuglement qui le poussait à conserver , à grandir , à proposer et à recommander comme son successeur , l'homme qui bientôt devait demander sa tête et l'envoyer mourir en exil ?

Voyons maintenant comment Espartero atteignit et conserva ce commandement suprême qu'il avait si long-temps et par tant de voies poursuivi. Cordova , que les calomnies de la presse révolutionnaire avaient abreuvé de dégoût , étant enfin parvenu à faire accepter par le ministère Isturiz sa démission qu'il avait si souvent offerte au cabinet précédent , fut consulté par le gouvernement sur le choix de son successeur , et avait proposé Espartero. Mais Isturiz n'avait point encore arrêté son choix au moment où la révolution de la Granja le renversa. A la première nouvelle de cette révolution , Cordova s'empressa de résigner une autorité qu'il n'avait consenti à conserver quelques semaines de plus , que pour en faire lui-même la remise à son successeur. Pressé de partir pour ne point prêter serment , à la tête de l'ar-



mée, à la constitution de Cadix qui venait d'être proclamée, il fut obligé de conférer le commandement au maréchal-de-camp don Pedro Mendez Vigo, récemment amené sous escorte au quartier-général, pour y rendre un compte sévère et y recevoir peut-être le châtiment des menées révolutionnaires qu'il était venu ourdir à Victoria, où le général en chef l'avait fait arrêter. Les derniers événements venaient de produire dans la position du général Mendez Vigo une notable péripétie ; le crime dont on l'accusait était tout-à-coup devenu une vertu, et les règlements espagnols le portaient, comme général le plus élevé en grade et le plus ancien, à l'intérimat du commandement en chef d'une armée au sein de laquelle il ne se trouvait que par hasard. Mais le gouvernement, qui redoutait l'excentricité de ses principes démagogiques, se hâta de le rappeler à Madrid, et le commandement passa dans les mains du général Oraa, qui jouissait de l'estime et de la confiance de l'armée.

Espartero était alors absent. Il avait parcouru en vain les Asturies et la Galice à la suite de l'insaisissable Gomez. Tous les journaux lui reprochaient amèrement d'avoir laissé la colonne ennemie se refaire à son aise dans la première de ces deux provinces, où, de l'avis de tous les hommes du métier, il aurait pu l'atteindre et l'anéantir. Il avait été d'autant plus sensible à ces reproches que nul ne se montra jamais plus rebelle que lui à la juridiction de la presse. Il était dégoûté autant que fatigué de son ingrate et laborieuse mission, et, soit que pour s'en débarrasser il eût cherché un prétexte dans l'état valétudinaire où le retient habituellement le mal chronique dont il est affligé, soit qu'il se fût senti aussi réellement

malade qu'il l'avait déclaré, il s'était arrêté dans un village de Castille et avait laissé à son lieutenant Alaix le soin de poursuivre, à la tête de la division, la tâche qu'il avait lui-même si malheureusement entreprise. Il avait su dans ce village et la retraite inopinée de Cordova et l'avènement d'Oraa au commandement provisoire de l'armée. Il sentait que la recommandation de Cordova, qui jusque-là avait appuyé sa candidature au commandement en chef, demeurait sans crédit dans les nouvelles circonstances, et devenait même nuisible en raison de son adresse autant que de son origine. Il sentait qu'Oraa, si on lui laissait le temps d'exécuter quelque entreprise éclatante, obtiendrait aisément la confirmation de ses fonctions, car Oraa avait la réputation de connaître mieux que personne la guerre de Navarre, et possédait, aux yeux des vainqueurs de la Granja, l'inappréciable avantage de s'être distingué, comme lieutenant de Mina, dans la guerre de l'indépendance. Il importait donc à Espartero de réparaître promptement sur le théâtre de la guerre. Logroño était la base des opérations entreprises dans ce moment-là. Le quartier-général devait bientôt y revenir. Espartero s'y fit transporter en litière, sous prétexte qu'à Logroño se trouvaient ses foyers; là demeurait en effet sa femme, fille d'un fort riche marchand de l'endroit. Les troupes cantonnées à Logroño avaient été les premières à s'insurger pour proclamer la constitution de Cadix, et donnaient, depuis lors, le ton au reste de l'armée. Le beau-père d'Espartero avait puissamment favorisé l'insurrection, en l'aidant non-seulement de son influence dans le pays, mais encore de sa bourse et de son crédit. Il lui fut donc aisé de ménager à son gendre une ovation propre à le re-

mettre en vogue, et il y réussit complètement. L'arrivée d'Espartero répandit la joie dans tous les rangs; on salua en lui le commandant de la division dans laquelle s'étaient manifestés, dans le temps, les premiers symptômes de libéralisme; on salua le compagnon, l'ami du soldat, et les hurleurs constitutionnels eurent bientôt oublié que, sous le sanguinaire comte d'Espagne, il avait servi avec zèle le gouvernement absolu de Ferdinand, et qu'il s'était battu, en 1850, contre les émigrés qui étaient venus sur la frontière de France tenter de rétablir la constitution (1). Bientôt il devint dangereux pour le ministère de songer, en de pareils moments, à conférer à tout autre général qu'Espartero un commandement auquel il se trouvait appelé par les vœux d'une soldatesque menaçante, non moins que par son grade et son ancienneté. Aussi le ministère nomma-t-il Espartero par décret du 16 septembre, bien que déjà il eût porté son choix sur le général Rodil, qui devait cumuler les fonctions de général en chef avec celles de ministre de la guerre.

Quand la nouvelle de la nomination d'Espartero arriva à Logroño, Oraa venait d'y entrer victorieux, à la suite d'une expédition de quelques jours, dans laquelle, après avoir vainement rencontré et provoqué deux fois l'ennemi, il avait fini par le forcer de l'attendre à Monte-Jurra, où il l'avait complètement battu dans une glorieuse affaire long temps et fort chaudement disputée.

(1) Espartero l'a-t-il oublié à son tour, ou a-t-il voulu se le faire pardonner, quand il a décrété, le mois dernier, l'institution d'un nouvel ordre spécialement destiné à décorer tous les émigrés qui prirent part à cette tentative ?



Espartero, parfaitement rassuré désormais par la possession de ses lettres de service, n'avait pas voulu montrer trop d'empressement à arracher l'autorité des mains d'un collègue qui revenait vainqueur, et, se fondant sur le mauvais état de sa santé, il avait ajourné son entrée en fonctions. Mais ayant appris que le ministère, qui n'avait su les succès d'Oraa que le lendemain du jour où il avait expédié le courrier extraordinaire porteur de la nomination d'Espartero, regrettait de s'être trop pressé et parlait déjà de revenir sur ce qui avait été fait, il se rétablit tout-à-coup comme Sixte V, et prit possession de son commandement le 25 septembre 1856, trois jours après avoir déclaré qu'il ne pourrait d'assez long-temps encore en supporter le fardeau.

Nous le verrons conservant, dans cette nouvelle position, ses habitudes baiseses. Nous le verrons, à la guerre comme en politique, éviter sans cesse de se trouver en face des difficultés, chercher à les tourner plutôt qu'à les attaquer, et se poser en tout cas de façon à ce que leur solution engage la responsabilité d'autrui, si elle est mauvaise, et ne profite qu'à lui si elle est favorable.

---



## II.

---

Conduite d'Espartero devant Bilbao, au début de son commandement en chef. — Son inaction après la levée du siège. — Evans et la légion étrangère; déprédations et revers de celle-ci; moyen consenti par le général en chef pour lui fournir l'occasion de rétablir l'honneur de ses armes avant l'heure prochaine de son licenciement. — Secret du plan de campagne adopté alors contre toutes les règles et malgré la probabilité de ses désastreuses conséquences. — Don Carlos aux portes de Madrid. — Intrigues politiques qui, bien plus que le soin de poursuivre l'ennemi, y amènent le général en chef. — Projets d'un 18 brumaire au petit-pied. — Point de départ de la dictature exercée depuis par Espartero.

Moins jaloux que ses devanciers de signaler son avènement au commandement en chef par quelque action d'éclat, Espartero perdit les deux premiers mois, c'est-à-dire le reste de la saison propice aux opérations, en interminables tâtonnements, qui enhardirent l'ennemi outre mesure et lui donnèrent le temps et l'audace de déployer contre Bilbao le plus formidable matériel de siège dont il eût encore disposé. Les cris d'alarme partis de cette place et les ordres formels et itératifs venus de Madrid tirèrent enfin le général en chef

de son inaction et le portèrent sur Portugaleta au secours des assiégés. L'excès même du mal auquel il s'agissait de porter remède lui était une occasion d'acquérir tout-à-coup une grande popularité. La place était en quelque façon déjà considérée comme perdue. Sa chute, on le savait, devait être pour les puissances du Nord le signal d'une nouvelle attitude qui peut-être eût donné la couronne à don Carlos. Faire lever le siège de Bilbao, c'était donc, pour Espartero, sauver en quelque sorte le trône constitutionnel d'Isabelle, comme ce l'avait été bien plus sérieusement pour Cordova que de vaincre en bataille rangée, à Mendigorria, peu de jours après son arrivée au commandement, l'armée du prétendant, que des succès récents et multipliés avaient enivrée d'audace et que le gain de cette bataille aurait infailliblement portée sur la capitale.

L'entreprise avait paru facile à Espartero, parce que, dans toutes les occasions précédentes, il avait toujours suffi à l'armée de la reine de se montrer en force vers Bilbao pour en faire lever le siège. Il s'y engagea sans prendre aucune des précautions, sans s'assurer d'aucune des ressources que la résistance de l'ennemi pouvait rendre nécessaires. Les carlistes l'attendirent dans leurs positions avec une fermeté qui déjoua tous ses calculs. Ce contretemps le plongea dans une perplexité qui, pendant les trois mortelles semaines écoulées depuis l'arrivée de l'armée à Portugaleta jusqu'à la levée du siège, faillit plus d'une fois devenir fatale à la place de Bilbao et aux graves intérêts liés à son sort.

Espartero n'a jamais montré que dans l'action même ce grand courage qu'on a tant et si justement loué en lui. Dans toutes les occasions où,

comme simple général de division, il s'est trouvé placé, par une volonté supérieure à la sienne, en face de la nécessité d'agir; dans celles encore où il a senti comme général en chef le besoin de donner de sa personne (1), il a toujours déployé cette rare, cette électrisante bravoure personnelle qui lui a valu parfois les applaudissemens de l'ennemi lui-même (2). Mais ce n'a jamais été là chez lui qu'un courage de soldat, rien de plus. Sa pensée, comme général, toujours molle, toujours paresseuse, toujours irrésolue, n'a jamais eu cette confiance, cette hardiesse de résolution qui d'ordinaire accompagnent la bravoure. Aussi a-t-il été le plus malheureux des généraux de division toutes les fois que, comme à Descarga, les soudaines combinaisons de l'esprit ont dû faire face à l'imprévu. Aussi n'a-t-il été constamment heureux, comme général en chef, que parce qu'il n'a jamais exposé à être battues que les troupes commandées par ses lieutenants détachés, que parce qu'il n'a jamais laissé de place à l'imprévu là où il a commandé en personne, en un mot, que parce qu'il n'a jamais joué qu'à coup sûr. Aussi aurait-il probablement échoué devant Bilbao par la lenteur et l'irrésolution de ses tentatives, tantôt sur la rive gauche, tantôt sur la rive droite de la rivière, si les

(1) C'était ordinairement à la tête de son escorte qu'il s'élançait sur l'ennemi. Or, comme ses bulletins ont souvent parlé des prodiges de cette escorte qu'on aurait pu supposer bornée à trente ou quarante chevaux, il est bon de noter que ce n'était rien moins qu'un corps de cavalerie composé de pelotons d'élite tirés de tous les régiments de l'armée. Sa force était à peu près de quatre cents chevaux. Kellermann n'en avait guère plus à Marengo.



conseils hardis du colonel Wilde, commissaire de l'Angleterre près le quartier-général, la coopération directe et notoire de lord John Hay, commandant supérieur des forces navales de la même nation dans ces parages, et les moyens en hommes spéciaux, en artillerie, en équipages de pont, qui furent dus à cette coopération, ne l'eussent secouru dans plus d'un de ces mouvements préliminaires ; si les dissensions intestines des assiégeants et l'héroïsme inouï des assiégés ne lui eussent donné le temps de les exécuter, et surtout si, dans la nuit du 24 au 23 décembre, le hasard n'eût fait sortir une action générale et la victoire d'un simple engagement d'avant-postes tout-à-fait inopiné et même contraire aux règles de la guerre comme aux lois de la discipline. Toujours est-il qu'à la levée du siège de Bilbao, Espartero, qui d'ailleurs, il faut le dire, avait été admirable d'intrépidité lorsque, sortant de son lit, tout malade encore, il était venu, à quatre heures du matin, conduire la dernière attaque qui avait décidé de la victoire, fut au dehors comme au dedans proclamé libérateur de l'Espagne constitutionnelle, créé comte de Luchana, du nom d'un pont sur lequel avait eu lieu l'attaque décisive, et soudainement investi d'un ascendant sans exemple dont tout autre à sa place eût tiré sur-le-champ un parti funeste à la cause de don Carlos. Comment donc demeura-t-il, au contraire, comme paralysé tout-à-coup sur le théâtre de sa gloire ? Comment ne put-il sortir de cette injustifiable inertie que pour mettre à l'essai des plans de campagne plus injustifiables encore, puisqu'ils devaient avoir pour résultat, comme on l'a vu, d'amener don Carlos aux portes de Madrid ? Ceci tint à des causes qui, trop long-temps, sont demeurées occultes et qui



méritent d'être connues, car elles jettent de vives lumières et sur le caractère d'Espartero et sur les prétendus sentiments de nationalité du parti qui, sans trop le vouloir, l'a aidé à s'emparer du pouvoir suprême.

On était alors au mois de janvier 1857. Le contrat de louage qui avait fourni à l'Espagne l'impuissant et onéreux (1) secours d'une légion anglaise était sur le point d'expirer. Cette troupe allait être licenciée avant qu'une occasion fût venue pour elle de réussir à quelque chose qui fit oublier ses nombreux revers, et surtout son récent et honteux échec de Fontarabie, subi au premier choc d'un seul bataillon de paysans guipuzcoains, et sous les yeux, aux éclats de rire, aux coups de sifflet des populations françaises, que la

(1) Les déprédations de cette légion ont laissé dans les provinces basques des souvenirs qui ne s'y effaceront de long-temps. On montre encore à Victoria la place où *furent* des maisons qui lui avaient servi de casernes, et dont les matériaux, ferrures, boiseries, pierres, moellons, ont été successivement enlevés et vendus par ces chers alliés. Chaque soldat coûtait au gouvernement cinq fois plus qu'un soldat du pays. Qu'on juge des conditions du marché par celles dont le chef de la légion avait été l'objet. Le lieutenant-colonel anglais Evans, fait lieutenant-général par la reine d'Espagne, recevait un traitement de 125,000 fr., c'est-à-dire quatre fois plus fort que celui des maréchaux espagnols, et pour deux ans de service on lui avait assuré une pension viagère de 62,500 fr. qui lui a été maintenue. Le gouvernement espagnol s'était en outre engagé à payer *les frais* de sa réélection, dans le cas où pendant son absence il viendrait à perdre la place qu'il occupait sur les bancs radicaux de la chambre des communes.

curiosité avait rendues juges du camp sur la rive opposée de la Bidassoa. Le général Evans, commandant en chef de cette légion, avait envoyé à M. Villiers, ministre d'Angleterre à Madrid, un plan de campagne qui lui livrait les moyens de rétablir, avant son départ, l'honneur des armes britanniques.

Evans commandait à Saint-Sébastien, outre les troupes anglaises, quelques corps espagnols, et voulait, suivant son plan, profiter du voisinage des principales forces de l'armée, agglomérées vers Bilbao sous les ordres du général en chef, pour marcher sur l'ennemi par la route d'Ernani et Tolosa, à la tête de la division anglo-espagnole, pendant qu'un corps christino parti de Pampelune opérerait dans la même direction par la route de Lecumberri, et qu'Espartero, avec son armée, déboucherait de Bilbao par la route de Durango. En un mot, Evans voulait qu'on lui tint l'ennemi pendant qu'il viendrait le battre. L'envoyé d'Angleterre appuya vivement ce plan de campagne. Les puritains d'indépendance nationale qui étaient alors au pouvoir avec Mendizabal n'ont jamais rien su refuser à l'Angleterre; ils étaient d'ailleurs ravis de fournir à Evans une occasion de grandir assez dans l'opinion pour que le commandement en chef pût lui être confié. Ce poste, occupé par un étranger, leur paraissait moins menaçant pour les libertés ressuscitées avec la constitution de Cadix. Leurs patriarches l'avaient livré, en 1812, à lord Wellington; ils désiraient y porter Evans. Ils prirent donc en chaude considération les projets de leur candidat occulte, et, sur la demande du ministre anglais, ils les soumirent à l'avis d'un général espagnol, irlandais d'origine, du comte de Saarsfield, qui avait commandé en chef l'ar-

mée au commencement de la guerre, et qui vivait alors obscurément retiré à Pampelune.

Saarsfield, comme on le savait d'avance, approuva l'opération projetée, sauf quelques modifications essentielles qu'il proposa, et, grâce aux sollicitations inouïes des agents de la légation anglaise et des hommes de la Granja, dont pourtant il était loin de partager les principes, il consentit même à prendre momentanément le commandement du corps qui, suivant les plans d'Evans, devait partir de Pampelune. Les ministres passèrent sous silence les modifications proposées, parce que l'Anglais les avait rejetées, et, dans une circulaire envoyée à tous les généraux de l'armée, ils firent grand bruit de l'approbation de Saarsfield, dont ils portaient aux nues la savante autorité. Espartero se montra aussi profondément blessé des éloges prodigués à Saarsfield que de la confiance que l'on accordait à Evans, et disait hautement dans son quartier-général que le ministère lui préparait, d'un seul coup, deux successeurs. Il n'en donna pas moins les mains au plan de campagne recommandé par les ministres, non qu'il s'en dissimulât entièrement les inconvénients et les dangers : ils ne pouvaient échapper à personne, et à Espartero moins qu'à qui que ce fût, puisqu'il avait assisté, comme général de division, aux fréquents conseils de guerre dans lesquels les vrais principes de la guerre vasco-navarraise avaient été fixés par Cordova avec une telle autorité, qu'ils étaient passés depuis, dans l'armée, à l'état de vérité vulgaire.

En faisant partir de la frontière de France la principale attaque, le plan d'Evans refoulait l'ennemi sur l'Ebre, d'où tout conseillait, au contraire, de l'éloigner le plus possible. En négligeant de donner à chacun des trois corps combi-



nés des forces qui le missent à même de soutenir seul le choc de l'ennemi, il laissait à celui-ci tous les avantages d'une position centrale d'où il pouvait, à la faveur de la rapidité de ses communications et de la liberté de ses mouvements, tomber, à son choix et successivement, sur les trois corps, et les battre en détail avant qu'ils eussent pu se secourir l'un l'autre. En ne portant point sur l'Ebre ou sur la Navarre le principal corps, il laissait à découvert l'intérieur de la monarchie et y appelait en quelque façon l'ennemi, qui avait le temps d'y tenter avec succès les plus hardis coups de main avant que le général en chef, engagé avec le gros de son armée dans l'impasse de Biscaye, eût pu accourir pour lui tenir tête.

Que de pareils inconvénients n'arrêtassent ni Evans ni le ministre d'Angleterre, uniquement préoccupés du soin de réparer à tout prix l'honneur des armes britanniques; qu'ils fussent bravés par un ministère asservi aux malignes influences qui lui avaient donné le jour, cela se conçoit jusqu'à un certain point. Mais qu'Espartero, que le vainqueur de Luchana eût aussi fermé les yeux, voilà ce qu'on ne comprenait pas, voilà ce qu'on n'a compris que lorsqu'on a su qu'en habile joueur il avait arrangé les cartes de façon à gagner à tout coup. Il avait commencé par déclarer formellement au ministère qu'il n'approuvait pas la combinaison projetée, et qu'il ne s'y prêtait qu'en vertu des principes d'obéissance militaire, d'obéissance aveugle qu'il professait. Il avait répondu dans le même sens à un de ses collègues dont le pays et l'armée vénérent les lumières, et qui, se trouvant alors à Paris, lui avait écrit tout à la fois pour le féliciter de l'exploit de Luchana et le blâmer de ce qu'il restait inactif dans des positions



dangereuses et se prêtait à des combinaisons absurdes. C'était, l'on en conviendra, pousser un peu loin la doctrine militaire de l'obéissance passive. C'était s'abuser que de croire y trouver au besoin l'excuse d'une complicité qu'un général en chef ne saurait en aucun cas se faire pardonner ; car si d'une part il doit obéir, de l'autre il peut donner sa démission. Mais Espartero n'en crut pas moins avoir mis sa responsabilité à couvert, en établissant à l'avance, officiellement et extra-officiellement, qu'il avait désapprouvé les plans auxquels il se prêtait. Cela fait, il crut pouvoir caresser à l'aise l'étrange dilemme que voici : « Ou l'opération d'Evans réussit, ou elle échoue. Si elle réussit, je débouche tout-à-coup en forces par la route de Durango ; une seule marche me porte sur le flanc et sur les derrières d'un ennemi déjà battu, et je recueille par une dernière et facile action d'éclat tout le fruit de la campagne. Si, au contraire, elle échoue, je demeurerai débarrassé de deux rivaux : d'Evans, qui l'a voulue et qui, à ses risques et périls, en aura exécuté la partie compromettante, de Saarsfield qui l'a approuvée ; ma réputation n'aura rien souffert, car j'ai hautement blâmé les combinaisons arrêtées ; ma propre armée n'aura point été entamée, car je n'aurai avancé que lentement et de façon à pouvoir au besoin contre-marcher sans échec. » — L'événement apprit qu'il y avait dans ce futur contingent des chances bien plus graves, que le général en chef avait eu le tort incroyable de braver ou de ne point apercevoir. Ce qu'il aurait dû calculer, ce que le général Cordova avait prédit dans les mémoires qu'il publiait à Paris, au moment où le nouveau plan de campagne commençait à être mis à exécution, c'était l'immense portée

politique et militaire que ne pouvait manquer d'avoir et qu'eut en effet un premier échec. Dès le début de l'opération combinée, et d'un seul coup, l'infant don Sébastien, qui pourtant n'était pas un foudre de guerre, mit Evans en déroute, força Saarsfield à la retraite, et contint, à Durango, le général en chef et le gros de l'armée. Les armes carlistes recouvrèrent en Espagne et dans l'Europe entière le lustre qu'elles avaient perdu sous les murs de Bilbao, et quelques mois plus tard don Carlos campait aux portes de Madrid.

Les conséquences avaient été trop loin pour ne pas engager la responsabilité du général en chef. Le ministère et l'opinion lui reprochèrent, à différents points de vue, les dangers que le trône même avait courus. Mais au lieu de chercher à réparer militairement l'échec de sa réputation militaire; au lieu de manœuvrer, comme il le pouvait, comme on le lui conseillait à ses côtés, comme on le lui écrivait de Paris, comme on le lui ordonnait de Madrid, de manière à acculer don Carlos au Tage et à lui faire payer cher les succès de son expédition, il chercha dans les intelligences secrètes qu'il entretenait depuis quelque temps avec certains membres du parti vaincu à la Granja, les moyens de conserver son commandement, et marcha droit sur la capitale quand don Carlos ne la menaçait plus. Il savait que les ministres avaient plusieurs fois délibéré en conseil sur la nécessité de pourvoir à son remplacement; il savait que la crainte seule avait ajourné jusque-là leur décision; il savait que Mendizabal avait offert à ses collègues de se rendre lui-même au quartier-général, leur répondant d'y faire exécuter le décret de destitution ou de faire fusiller le général en chef s'il osait se montrer rebelle. Il résolut de

renverser le cabinet avant que le cabinet eût acquis le courage de le renverser lui-même. Le député Seoane, son ancien compagnon d'armes au Pérou, courut, au nom des cortès, au devant de lui, pour l'arrêter dans sa marche et le pousser sur l'ennemi commun. Sourd à toutes ses remontrances, déterminé à frapper du même coup et les ministres et les cortès, dont la force morale s'était d'ailleurs épuisée dans leur mission constituante depuis long-temps terminée, le général en chef avait décidément passé le Rubicon. Et cependant, le moment venu, le courage lui faillit, et ses instincts reprirent le dessus. Ici comme ailleurs, à lui le fruit, à d'autres la responsabilité. Quarante-deux officiers de la division de la garde royale, qui se trouvait cantonnée à deux lieues de Madrid et formait la principale force de l'armée expéditionnaire, signèrent une adresse demandant le renvoi des ministres; ils y joignirent leur démission collective, et déclarèrent ne vouloir plus rentrer dans les rangs tant qu'un nouveau cabinet n'aurait pas été constitué. Espartero eut d'abord l'air de blâmer cet acte d'indiscipline; mais à peine le coup monté avait-il été suivi de la chute de Calatrava, de Mendizabal et de leurs collègues, qu'il demanda à la reine la grâce des officiers démissionnaires, les rendit à leurs corps, et prit leur défense avec chaleur, dans un manifeste qu'il publia quelques jours après, en réponse aux violentes attaques dont ces officiers et lui-même venaient d'être l'objet dans un discours furibond prononcé par le général Seoane à la tribune du congrès. Il y a plus : le principal meneur des officiers inculpés, le chef de bataillon Roncali, successivement fait lieutenant-colonel, colonel, brigadier et maréchal-de-camp, est aujourd'hui l'un des généraux en



qui le régent a placé sa plus intime confiance.

Du jour où on lui eut si malheureusement appris à renverser ainsi les cabinets et à braver les cortès, Espartero chercha, comme on devait s'y attendre, à gouverner l'Espagne avec et par les ministres, ou sans eux et contre eux. Outre la correspondance directe qu'il conservait, comme ses prédécesseurs, avec la régente, il en entretenait toujours, depuis ce moment-là, par lui-même ou par son secrétaire Linage, d'autres fort actives avec les agents dévoués qu'il sut se ménager ou imposer à Madrid dans tous les ministères, dans les chambres et dans la presse. Rien qui n'eût été commandé ou consenti par lui ne put désormais s'entreprendre avec quelque chance de succès. Les faits que nous aurons à signaler dans cette troisième période de son commandement se produisirent même avec une tendance si peu ou si mal dissimulée, qu'on se demande avec étonnement aujourd'hui comment on n'a pas aperçu plus tôt le véritable but auquel on le laissait marcher.

---



### III.

---

Alliance d'Espartero avec le parti modéré.—Sa promotion au grade de capitaine-général (maréchal). — Ses querelles avec le cabinet O'falia au sujet du général Narvaez. — Les ministres soutiennent, malgré lui, Narvaez à la tête d'une armée de réserve; ils sont renversés. — Le parti exalté se réconcilie avec le général en chef. — Formation d'un cabinet de transition, sous la présidence de M. de Frias. — Les nouveaux ministres se refusent à sacrifier Narvaez, et décrètent l'augmentation de son armée; il sont renversés à leur tour. — Espartero lance un manifeste contre le parti modéré et contre Narvaez. — Narvaez se retire. — Mouvement populaire à Séville. — Narvaez et Cordova le contiennent. — Espartero les accuse de l'avoir provoqué; il fulmine contre eux un violent réquisitoire, et demande leurs têtes. — Les deux généraux se réfugient à l'étranger. — Espartero n'a plus de rivaux; il ne veut plus de contradicteurs. — Il met son lieutenant Alaix à la tête du nouveau ministère. — Tout lui est soumis; la dictature est entière.

A la chute des hommes de la Granja, il y eut alliance naturelle entre Espartero, qui venait de les faire renverser par ses officiers, et le parti modéré qu'une victoire électorale appela bientôt après à les remplacer. Espartero avait, pour son compte,

scellé cette alliance, d'abord par la publication d'un manifeste dans lequel il avait paru rompre à jamais avec les exaltés en les accusant de tous les maux auxquels son armée avait été en proie, puis par l'éclat et la rapidité des châtimens qu'il avait imposés, à son retour dans les provinces basques, aux promoteurs immédiats des insurrections militaires dont, en son absence, elles avaient été le théâtre. Les modérés, pressés à leur tour de donner leurs gages, saisirent la première occasion qui s'offrit à eux, sans trop examiner si elle était en rapport avec ce qu'ils voulaient faire. Le général carliste comte de Negri ayant tenté, à la tête d'une colonne d'élite, de renouveler la hardie expédition de Gomez, et n'ayant pu y réussir, grâce à une poursuite plus habile et plus active que celle dont son prédécesseur avait été l'objet de la part d'Espartero, rentra en Navarre, battu par le général Latre, incessamment harcelé par le général Iriarte, et vint, l'épée dans les reins, avec des troupes déjà vaincues par la fatigue et le découragement, donner, sans y penser, dans le quartier-général du général en chef. La colonne tout entière, *sans coup férir*, mit bas les armes; le comte de Negri et quelques cavaliers échappèrent seuls. Or, on ne récompensa ni le général Iriarte, à l'infatigable activité duquel on devait tout dans cette affaire, ni un pauvre sous-lieutenant qui, la veille, avec sept hommes seulement, avait enlevé, à cette même division Negri, 82 prisonniers d'un seul coup, car c'eût été constater que rien n'avait été plus facile que la victoire dont on faisait tant de bruit : on ne s'occupa que du général en chef, qui n'avait concouru aux résultats proclamés que par la rédaction d'un pompeux bulletin. Les nouvelles cortès, présidées par M. Isturiz, lui décer-

nèrent de solennelles actions de grâces; le nouveau ministère, présidé par le comte d'Osalia, le fit capitaine-général d'armée (maréchal).

C'était la lune de miel de la nouvelle alliance. Elle dura peu. La mésintelligence éclata à propos d'un jeune général qu'Espartero voyait, d'un œil jaloux, grandir en crédit militaire autant qu'en popularité politique, et dont il demandait au cabinet le sacrifice. Oraa l'avait bien d'abord inquiété un peu; mais il le savait luttant, à la tête de l'armée du centre, contre des difficultés supérieures aux forces qu'il lui avait laissées. Oraa, d'ailleurs, était vieux, modeste, étranger aux luttes des partis. Il était moins à craindre que Narvaez, et ce fut sur celui-ci que s'arrêtèrent les préoccupations du général en chef. On va voir qu'il y avait effectivement en lui l'étoffe d'un rival redoutable.

En 1836, le brigadier Narvaez avait reçu l'ordre de marcher sur le fameux Gomez, qui jusqu'alors avait été vainement poursuivi par les *Ayacuchos* Espartero, Alaix, Ribero et Rodil (c). Les ministres Mendizabal et Calatrava, pour lui donner cette marque de confiance, s'étaient efforcés d'oublier qu'il était la créature et l'ami de Cordova, et que ses opinions politiques l'éloignaient des hommes de la Granja; ils n'avaient eu égard qu'à la brillante et juste réputation qu'il s'était acquise à la tête de la division d'avant-garde de l'armée du Nord, et s'étaient jetés dans ses bras en désespoir de cause, lui conférant les pouvoirs les plus amples pour qu'il pût au besoin rallier à sa propre brigade les divisions qui déjà opéraient contre Gomez, bien qu'elles fussent aux ordres de généraux plus anciens et plus élevés en grade. Narvaez, en partant de Madrid, avait dit où, quand et comment il atteindrait et battrait le



général ennemi. Il avait tenu ses engagements avec une précision et une rapidité prodigieuses, et Gomez, atteint et battu, aurait été complètement anéanti quelques jours après, si Alaix, l'ancien lieutenant d'Espartero, au lieu de livrer sa division au jeune brigadier vainqueur, comme le gouvernement le lui avait ordonné, ne l'eût scandaleusement soulevée contre lui. Mais, tout incomplète qu'elle était demeurée, la victoire de Narvaez n'en avait pas moins été décisive; elle n'en avait pas moins purgé le sol d'Andalousie de cette colonne dévastatrice qui, en toute hâte, eut à regagner enfin les provinces basques.

On ne saurait se faire une idée de la popularité qui, dès ce moment, entoura et protégea Narvaez. L'opinion publique, par tous ses organes, demanda à grands cris que toute satisfaction lui fût donnée par la mise en jugement d'Alaix; les lois de la discipline exigeaient un exemple, et le gouvernement l'avait promis; mais Espartero, plus fort que le gouvernement, l'opinion et les lois, obtint qu'Alaix lui fût rendu et se hâta de l'investir du commandement supérieur de la province dans laquelle devait opérer Narvaez, avec sa brigade, aussitôt qu'il rejoindrait l'armée. Narvaez, indigné, donna sa démission et fut confiné dans une petite ville de la Nouvelle-Castille.

Les nouvelles élections le ramenèrent l'année suivante sur la scène. Nommé député par plusieurs provinces de l'Andalousie, il fixa de nouveau sur lui l'attention générale, et déjà tous les députés du midi de l'Espagne avaient suggéré aux ministres l'idée de le charger de la levée et de l'organisation d'une armée de réserve qui mit l'Andalousie à couvert de nouvelles incursions, quand Espartero, pour l'absorber sans doute, demanda, en



faisant de lui les plus grands éloges, qu'il vint prendre, sous ses ordres, le commandement d'une division active. L'idée des députés méridionaux prévalut, et Narvaez, créé maréchal-de-camp, fut nommé commandant en chef de l'armée de réserve qu'il avait mission d'organiser. Sans avoir reçu du gouvernement ni un homme, ni un écu, il avait, au bout de trois mois, levé, organisé, équipé et armé, en Andalousie, un corps de 14 à 15,000 hommes et de 1,000 chevaux (d). C'est dans cette position qu'il se trouvait quand Espartero commença à se brouiller à son sujet, quoique sous d'autres prétextes, avec le cabinet Ofalia, dont il s'était montré jusque-là le soutien et l'ami.

Espartero avait commencé par exiger du ministère et en avait obtenu que le nouveau corps de réserve, à peine organisé, fût appelé à opérer dans les provinces de la Manche dont l'insécurité gênait, disait-il, ses propres combinaisons. Bien des réputations militaires s'étaient usées dans les opérations anormales de la Manche. Aussi Narvaez, à la réception de l'ordre ministériel, demanda-t-il, mais vainement, qu'on lui donnât au moins un mois encore pour raffermir l'ensemble de ses bataillons improvisés. Aussi Espartero, dans les longs loisirs de son quartier-général, amusait-il déjà ses flatteurs en leur signalant d'avance sur la carte les points où le nouveau général viendrait bientôt démentir par des revers les présomptueuses espérances de ses amis. Mais Narvaez ne démentit que les calculs ambitieux ou jaloux de ses adversaires, il ne démentit que ses propres appréhensions, car l'habileté de ses manœuvres militaires, l'énergie et l'impartialité de ses mesures politiques, pacifièrent la Manche, comme par enchantement, au bout de trois mois

seulement. Sa popularité, dans tous les partis, s'en accrut autant que l'ombrage qu'elle donnait au soucieux général en chef. Celui-ci imagina alors d'accuser les deux jeunes ministres, Mon et Castro, membres influents du cabinet Ofalia, d'avoir fait germer dans l'âme du commandant en chef de la réserve l'ambitieux projet d'emporter bientôt de haute lutte le commandement en chef des armées. C'était dans sa correspondance confidentielle, du plus haut et du plus bas étage, qu'Espartero donnait libre cours à toutes ces préoccupations d'intérêt personnel; dans ses communications du milieu, c'est-à-dire dans ses communications officielles, il se bornait, par d'incessantes réclamations, à susciter au cabinet des tracasseries journalières, d'autant plus embarrassantes, que les réclamations, une fois arrivées à Madrid, y étaient poursuivies et à chaque instant remises en lumière par un M. Miranda, agent et favori du général en chef, imposé par lui au ministère de la guerre comme chef de division de la correspondance de l'armée. Les ministres, lassés du contrôle de ce M. Miranda, finirent par le renvoyer. Espartero y vit une rupture et un affront; il lança un ordre du jour dans lequel il dénonçait à l'armée quelques membres du cabinet comme auteurs volontaires des privations dont elle avait à souffrir, et envoya à la reine sa démission, non sans lui faire savoir extra-officiellement qu'il consentirait à la retirer si les ministres Mon et Castro abandonnaient le pouvoir. Ceux-ci refusaient de se retirer volontairement; leurs collègues refusaient de les renvoyer; la reine refusait d'admettre la démission du général en chef; le général en chef refusait de céder. Il s'ensuivit une longue et laborieuse crise, dans laquelle les minis-

tres luttèrent avec une fermeté qui peut-être eût été plus heureuse sans l'incident fâcheux qui survint. Oraa, après avoir réussi, par les plus habiles manœuvres, à mettre le siège devant Morella, malgré tous les efforts tentés par Cabrera pour l'en empêcher, malgré l'exiguité de ses ressources que le gouvernement avait en vain sommé Espartero de renforcer de quelques bataillons, avait été tout-à-coup forcé de le lever après avoir ouvert la brèche et livré un assaut. Les moyens employés avaient été reconnus insuffisants; les vivres surtout avaient tout-à-fait manqué, et quoique la retraite, exécutée en face de Cabrera avec un ordre parfait et sans pertes d'aucun genre, eût été peut-être l'une des plus belles opérations de cette guerre, elle n'en avait pas moins produit sur l'opinion une impression qui vint affaiblir le cabinet, alors qu'il avait le plus besoin de force morale. Le cabinet tout entier céda à l'heureux Espartero, et se retira dans les premiers jours de septembre 1838. C'était presque l'anniversaire du jour où un autre ministère, d'opinions et de vues bien différentes, avait été renversé par l'intervention inconstitutionnelle du général en chef.

Ce ne fut point là seulement, de la part d'Espartero, une rupture avec le cabinet Ofalia; ce fut une rupture avec le parti modéré tout entier. Les révolutionnaires avaient fort habilement mis à profit la longue crise à laquelle ce cabinet avait succombé, pour persuader à l'ombrageux général, de concert avec les agents officiels et officieux de l'Angleterre, que les modérés avaient juré sa perte. Aussi Espartero avait-il eu soin, dans les conseils qu'il s'était fait demander sur le choix des nouveaux ministres, de recommander l'exclusion de tout homme résolument attaché aux



principes de la majorité des cortès , et tout en approuvant , sous ce rapport , la nomination du duc de Frias et de ses collègues , il s'était réservé les moyens de jeter au besoin dans le nouveau cabinet un élément dissolvant. Il lui avait suffi d'ajourner l'usage d'une espèce de blanc-seing qu'on lui avait donné pour le choix du général qui devrait occuper en titre le ministère de la guerre, provisoirement confié, en attendant, au commandant-général de la cavalerie de la garde. Il voulut avant tout mettre à l'épreuve la docilité des nouveaux ministres. Il avait d'abord exigé d'eux , et en avait obtenu, qu'ils portassent au commandement en chef de l'armée du centre , retiré à Oraa , le général Van Halen, que leurs prédécesseurs avaient eu le courage de frapper de destitution à ses côtés et malgré lui (1). Ce n'était là qu'un premier gage. Mais ce fut bientôt sur une de ces questions de rivalité dont il était incessamment tourmenté , qu'il voulut essayer son influence.

Evans, dont Espartero n'avait d'ailleurs eu lieu de s'inquiéter qu'un seul moment, était retourné

(1) Van Halen , chef d'état-major d'Espartero , avait été l'intermédiaire des révolutionnaires dans les négociations par lesquelles ils avaient cherché à s'assurer l'appui et l'alliance du quartier-général. Une correspondance saisie sur la frontière ayant fait tomber entre les mains de l'autorité française des preuves de ces menées, M. le comte Molé crut devoir les transmettre au comte d'Ofalia. On se borna à destituer Van Halen. Les preuves pourtant allaient plus loin. Mais il n'a fallu rien moins que la catastrophe de Valence pour ouvrir les yeux de ceux-là qui avaient le plus d'intérêt à ne les fermer jamais sur les tendances d'une ambition suspecte.



discrédité en Angleterre; Saarsfield, le plus sérieux et le plus redoutable des candidats au commandement en chef, avait été massacré à Pampelune dans une émeute militaire; Oraa se trouvait d'autant plus sûrement écarté depuis l'échec de Morella, que le général en chef avait eu soin d'aggraver dans l'opinion les conséquences de cet échec, en suspendant tout-à-coup ses propres opérations sur Estella, si longuement préparées, si coûteusement entreprises, et en supposant qu'il y avait été contraint par la retraite de son collègue de l'armée du centre; Cordova, comme nous allons bientôt le voir, marchait au piège infernal qui lui avait été tendu et qui devait l'engloutir. Narvaez seul restait debout à la tête de sa petite armée de réserve. Il avait grandi sur ce théâtre de la Manche où on ne l'avait appelé que pour l'humilier et le perdre. Il fallait à tout prix l'arracher d'un poste où il se rendait l'espoir de tous les partis. Or, Espartero, prompt à exploiter la terreur répandue par les hordes de Merino et de Balmaseda, qui venaient de franchir ses lignes pour se porter sur la rive droite de l'Ebre, avait demandé que la plus grande partie des troupes de la réserve fût en toute hâte envoyée, pour leur faire face, aux ordres du capitaine-général de la Vieille-Castille. M. de Frias sentit que c'était là démembrer et détruire l'armée de réserve précisément quand sa nécessité venait d'être démontrée. Il ordonna bien le mouvement exigé par Espartero; il y avait d'ailleurs un nouveau motif de s'y prêter: on venait de recevoir la nouvelle d'une désastreuse affaire perdue à El Perdon par le vice-roi de Navarre Alaix; mais en même temps il nomma Narvaez capitaine-général de la Vieille-Castille, pour qu'il pût y conserver, quoique indirectement, le com-

mandement de ses troupes et les ramener dans la Manche une fois le danger passé. Dès ce moment l'épreuve était faite ; Espartero n'hésita plus et porta au cabinet l'un de ces coups détournés, mais sûrs, qu'il affectionne. Il somma M. de Frias de tenir la parole qui lui avait été donnée un mois auparavant, relativement au ministère de la guerre, et désigna pour l'occuper le plus intime de ses lieutenants, ce même général Alaix qui venait d'essuyer un effroyable revers.

Evidemment il n'y avait rien de sérieux, du moins pour le moment, dans cette proposition d'Espartero, car il alléguait l'urgence qu'il y avait à pourvoir au ministère de la guerre, et en même temps désignait Alaix, qui ne pouvait de quelques mois encore se rendre à Madrid, retenu qu'il était en Navarre par ses blessures, nombreuses et fort graves. Evidemment cette proposition n'avait pour but que de forcer Narvaez à donner sa démission, car, — Espartero le savait bien, personne ne l'ignorait, — Narvaez ne pouvait servir ni sous les ordres ni même à côté d'Alaix depuis la criminelle insurrection que celui-ci avait suscitée contre lui, en face de l'ennemi, qui en avait profité. Le cabinet n'en subit pas moins l'étrange collègue qu'on lui accolait. Dans l'entrefaite, Narvaez était arrivé à Madrid à la tête de 8,000 hommes, qu'il conduisait en Castille, conformément aux ordres qu'il avait reçus. Ses troupes avaient été retenues dans la banlieue par un contre-ordre du cabinet, pour tenir en respect les révolutionnaires, qui, par une émeute, voulaient empêcher la réouverture des cortès modérées, alors prochaine. Aussitôt qu'il apprit la nomination d'Alaix, il voulut se retirer ; mais les ministres l'avaient pressé de conserver son commandement au moins jusqu'à ce

que la crise du moment fût passée, une haute influence était en outre intervenue, et Narvaez avait consenti à ajourner sa démission jusqu'à la réunion des cortès, qui devait avoir lieu un mois après, et bien avant qu'Alaix eût pu arriver. Quelques jours après ses troupes furent passées en revue par la reine. Leur aspect avait électrisé la population et mis le comble à son enthousiasme pour le jeune général. Tout le monde demandait que les moyens auxquels on avait dû en aussi peu de temps une aussi belle troupe fussent appliqués sur une plus grande échelle. Narvaez, consulté, avait présenté un plan. Ce plan, examiné sous les yeux des ministres par un conseil de généraux, parmi lesquels figuraient les hommes les plus compétents, fut approuvé, et le 23 octobre le journal officiel publia deux décrets, dont l'un conférait à Narvaez le grand-cordon de Saint-Ferdinand, et l'autre l'investissait des pleins pouvoirs nécessaires pour élever à 40,000 hommes l'effectif de l'armée de réserve.

En apprenant ces dispositions, Espartero perdit toute mesure; il se jeta ouvertement dans les bras du parti exalté, et fulmina, sous la forme d'une adresse à la reine, un de ces manifestes auxquels il avait recours en pareille occurrence. Dans ce long factum politique et militaire, il s'indignait qu'avant de rien arrêter sur le projet d'une nouvelle organisation de l'armée de réserve, on ne l'eût point consulté, lui que des *centaines de batailles* soutenues *dans les deux mondes* avaient, disait-il, porté au commandement qu'il exerçait *avec gloire*; il ravalait le mérite des généraux appelés à l'examen du projet; il prodiguait à Narvaez le dédain et l'insulte; il l'accusait de donner les mains, dans des vues de dictature, à de pré-



tendues menées *ténébreuses* du parti modéré, comme si le parti modéré, — maître de la majorité dans les chambres, — avait besoin d'aller chercher dans les clubs des moyens de gouvernement non moins contraires à ses intérêts qu'à ses principes (e) ; il disait la volonté de la reine opprimée, et demandait, en conclusion, que l'armée de réserve, au lieu d'être augmentée, fût sur-le-champ dissoute, et que les six ministres fussent destitués. La nouvelle des fureurs du général en chef avait précédé à Madrid, de quelques jours, l'arrivée du colonel d'état-major envoyé pour remettre l'adresse à la reine et la faire publier, malgré son caractère confidentiel, dans tous les journaux de la révolution. Aussitôt Narvaez, qui n'entendait nullement engager une de ces luttes de généraux, à la façon américaine, qu'Espartero semblait provoquer, qui avait vu d'ailleurs qu'on se montrait intimidé là où l'on aurait dû se préparer énergiquement à faire respecter l'autorité constitutionnelle du gouvernement, donna sa démission définitive et partit immédiatement pour ses terres d'Andalousie. D'un autre côté, l'émeute, enhardie et par le départ de Narvaez et par les nouvelles du quartier-général, releva la tête, demanda à grands cris le renvoi des ministres et leur remplacement par des hommes qui, avant l'ouverture des cortès, les déclarassent dissoutes. L'émeute fut contenue, mais elle n'en avait pas moins blessé mortellement le cabinet avant que l'envoyé d'Espartero fût venu lui porter le dernier coup.

Espartero l'emportait donc déjà. Mais bientôt de nouveaux événements, habilement exploités, vinrent rendre son triomphe complet. Le général Cordova, membre de la chambre des députés,



était allé, pendant l'intervalle des sessions, visiter l'Andalousie, son pays natal. Son voyage avait été pour lui l'occasion d'une suite d'ovations qu'Espartero, comme on le pense bien, n'avait pu voir avec indifférence. Celui-ci, qui, dès longtemps, avait rêvé et dénoncé l'existence d'un tiers parti auquel il donnait l'infant don Francisco pour chef ou pour drapeau, et le général Cordova pour instrument; qui avait même fini par obtenir l'expatriation de don Francisco contre lequel il s'était prononcé avec un acharnement qu'on n'a pu s'expliquer que depuis qu'on a découvert l'intérêt qu'il pouvait avoir à dégarnir les marches du trône, avait, par de secrets avis glissés dans son active correspondance, signalé le voyage de Cordova comme se rattachant à des plans de modification de régence ourdis au profit de l'infant (1).

Cordova, démentant ces sinistres avertissements, rentrait à Madrid pour y reprendre son poste parlementaire, lorsque, sur son passage, une de ces émeutes municipales, si fréquentes en Espagne, éclata à Séville au milieu de l'agitation produite par l'extravagant manifeste d'Espartero et par la retraite de Narvaez : les autorités locales sont déposées, le général Cordova est investi, par une junte populaire, du commandement de la

(1) L'infant don Francisco a trop souvent, à la vérité, laissé mêler son nom à des intrigues peut-être plus ridicules que coupables; mais on a donné à ces intrigues trop d'importance en les jugeant dangereuses, car le parti dont on a voulu supposer don Francisco l'espoir, n'a jamais existé que dans la tête de ceux qui, ne pouvant accuser certains gens ni de radicalisme, ni de carlisme, avaient trouvé commode de les classer dans une catégorie à part.

province ; il ne l'accepte que pour contenir le mouvement, que pour épargner à la plus belle cité de l'Espagne les horreurs dont elle est menacée ; il en informe le gouvernement ; il appelle à son secours le brave Narvaez, son ami, qui, parti de Madrid , se trouvait alors vers la Sierra-Morena , en route pour ses foyers ; il compte sur la puissante popularité dont son ami jouit en Andalousie pour triompher des difficultés de la situation. Narvaez cède aux instances de son ancien général, aux supplications plus vives encore de l'envoyé porteur de la pressante missive , mais non sans avoir d'avance prévenu le ministère des intentions qui le portent à Séville ; les deux généraux rivalisent d'efforts et d'habileté pour conserver la tranquillité publique , pour éviter la scission politique à laquelle poussaient les promoteurs secrets de l'insurrection , et parviennent , en peu de jours , à replacer d'eux-mêmes sous le joug de l'autorité légitime l'importante cité qui leur doit ainsi son salut. A peine Espartero apprend-il cet événement que, dans un long et virulent réquisitoire adressé à la reine , imprimé dans tous les journaux révolutionnaires et profusément répandu dans toutes les provinces , il présente la prise d'armes de la garde nationale de Séville comme une première explosion avortée du complot dénoncé par lui dans son manifeste contre Narvaez ; il requiert à grands cris un exemple , il demande que Cordova , son ancien compagnon d'armes , son ancien général , son bienfaiteur , son ami , soit , ainsi que Narvaez , immédiatement livré aux tribunaux ; il prévient , il provoque , il impose la sentence en flétrissant du nom de traîtres les deux généraux inculpés , en exigeant que leurs têtes roulent sur l'échafaud , en mettant à ce prix le maintien de la discipline , la

conservation des libertés publiques et le salut du trône (1).

Or, quelle avait été, dans les troubles de Séville, la conduite des généraux si violemment incriminés ? Nous l'avons dit, elle avait été loyale et courageuse. Il faut bien le croire, quand le tribunal suprême de la guerre, tel que l'ont laissé les dernières épurations d'Espartero, vient tout récemment, après deux ans et demi d'enquêtes, de rendre un arrêt de non-lieu, longuement et fort honorablement motivé. Et quel avait été le véritable caractère de ces troubles, quelles avaient été leur origine et leur tendance ? Voilà ce qu'on n'a jamais pu expliquer bien nettement ; mais voici ce qu'on a pu remarquer depuis peu. Tous les meneurs de ce mouvement qu'on avait représenté comme une levée de boucliers entreprise contre Espartero par des gens intéressés à le renverser, tous, sans exception, ont été choyés et avantageusement placés par ce même Espartero depuis qu'il est devenu maître de l'Espagne, et le principal de ces meneurs, le commandant de la garde nationale, qui, après avoir contribué plus que personne à envelopper le général Cordova dans des apparences d'insurrection, était allé en poste chercher le général Narvaez, et l'avait entraîné ; en un mot, l'avocat Cortina est ce même Cortina

(1) Quelques jours auparavant, une émeute semblable à celle de Séville avait éclaté à Valence. Le général Lopez y avait accepté, comme Cordova à Séville, le commandement dont la junte l'avait investi. Espartero ne s'en indigna nullement, et pourtant l'émeute de Valence avait éclaté sur un territoire compris dans les limites de son commandement, et pourtant, à Valence, le sang avait coulé, le capitaine-général don Froylan Mendez Vigo avait été massacré par les insurgés. *Cur tam variè ?*



qu'on a vu dernièrement devenir ministre de l'intérieur, et figurer à côté d'Espartero dans la régence provisoire du royaume ; ce même Cortina que la municipalité de Madrid savait sans doute bien intimement lié à Espartero, quand, le lendemain de la dernière insurrection de septembre, elle le chargeait d'aller régler au quartier-général les rapports du gouvernement provisoire avec le général en chef.

La lumière, comme on voit, n'est venue que fort tard sur le mystérieux événement dont les effets assurèrent l'exorbitante position militaire d'Espartero. Dans les premiers moments, tout céda aux clameurs de l'accusation. Les deux généraux inculpés furent confinés, l'un à San-Lucar, l'autre à Ossuna ; la chambre des députés, dont ils étaient membres, autorisa les poursuites, et leur procès s'instruisit avec d'autant plus d'activité, qu'Espartero s'était rendu maître du gouvernement. Aux premières nouvelles de Séville, il avait en toute hâte envoyé à Madrid son fidèle Alaix, tout souffrant de ses blessures encore ouvertes. Alaix était arrivé le 1<sup>er</sup> décembre ; le 5, il avait pris possession du ministère de la guerre ; le 7, il avait congédié M. de Frias et ses collègues, et formé une nouvelle administration prise sans détour dans les rangs du parti exalté ; entre autres y figurait Gonzalez, aujourd'hui président du conseil. Mais il avait composé son cabinet comme on arrange une promotion de sous-lieutenants ; il n'avait compté ni sur les chambres, ni avec les collègues qu'il s'était donnés d'abord, et, obligé de revenir incontinent sur ses pas, il chercha d'autres ministres, non-seulement sur des bancs à couleur moins tranchée, mais parmi des médiocrités trop surprises de leur soudaine élévation pour songer à faire des conditions. Peu importait à Alaix

la question parlementaire. Sa mission était toute militaire. Elle lui prescrivait surtout et avant tout de veiller au jugement des deux généraux arrêtés, et il s'en acquitta avec toute la chaleur d'un ami et toute la rudesse d'un soldat. Narvaez comprit tout de suite où Espartero voulait à tout prix en venir, et, rompant son ban, il se réfugia en Portugal d'abord, puis à Gibraltar, non sans avoir protesté qu'il viendrait, dans des temps meilleurs, réclamer lui-même un jugement, comme en effet il l'a fait depuis à plusieurs reprises, quoique toujours en vain. Cordova tint bon dans les deux premiers mois ; mais quand il vit qu'Alaix, l'ami, l'agent, le séide d'Espartero, intervenait à chaque instant pour hâter et fausser la marche de la procédure ; quand il vit qu'Alaix destituait les principaux magistrats du tribunal suprême de la guerre, parce qu'ils avaient eu le courage de se refuser à prescrire la disjonction de la cause, en ce qui touchait aux deux généraux impliqués ; quand il vit qu'Alaix prenait sur lui d'ordonner arbitrairement cette disjonction, et qu'il le faisait conduire à Valladolid pour y être jugé, à Valladolid où la nomination des juges *appartenait à Espartero*, il reconnut à son tour que ce n'était plus un jugement qu'on cherchait, et, s'échappant à Badajoz des mains de son escorte, il publia la même protestation que Narvaez, et se réfugia en Portugal, où il est mort.

Espartero n'en triomphait pas moins. Successivement délivré de tous les généraux qui, à tort ou à raison, lui avaient fait ombrage, il s'empressa de fermer toutes les avenues par où d'autres auraient pu avancer comme eux, et comme eux l'inquiéter. Il voulut qu'à l'avenir aucun commandement militaire ne s'exerçât en Espagne que par son bon plaisir et sous ses ordres, et accomplit promptement

ment, légalement, constitutionnellement, ses dessein, sous la responsabilité du docile Alaix. Celui-ci, à peine arrivé au pouvoir, supprima le comité consultatif de la guerre, présidé par le savant général Zarco del Valle, parce que ce comité avait le tort de gêner souvent et de censurer parfois les allures du général en chef. Il supprima les trois commandements généraux de la garde royale, et les réunit en un seul commandement suprême, qu'il conféra au général en chef. Il licencia l'armée de réserve et plaça le commandement en chef de l'armée du centre et de l'armée de Catalogne sous les ordres immédiats du général en chef de l'armée du Nord, nommé à cet effet généralissime de toutes les armées d'opérations. Il renvoya tous les capitaines-généraux des provinces qui, comme le baron de Meer, le comte de Clonard et Palarea, repoussaient l'influence du quartier-général, et les remplaça, soit par des créatures du général en chef, soit par des membres de la coterie des *Ayacuchos*, comme Seoane, par exemple, dont les torts de tribune furent oubliés, et à qui la capitainerie-générale de la Galice fut donnée comme gage de réconciliation. Les chambres ne pouvaient demeurer indifférentes au spectacle de ces menaçants envahissements; elles s'en émurent; elles en murmurèrent. Alaix les prorogea d'abord, et bientôt elles furent dissoutes. Ainsi, table rase partout: plus de rivaux, plus de contradicteurs; Espartero commandait en maître; Espartero se trouvait définitivement investi de la dictature, telle qu'elle convenait à son caractère, c'est-à-dire indirecte, et conséquemment dégagée de la responsabilité attachée à ses prérogatives.

Cette prodigieuse fortune militaire profita-t-elle du moins à la marche des opérations de l'armée? Nous allons voir qu'elle servit à de tout autres fins.



## IV.

---

Inaction d'Espartero, même au sein de sa toute-puissance.

— Ses négociations secrètes avec Maroto. — Tentatives qui en avaient préparé le succès. — Levée de boucliers de Mugnagorri en faveur de la paix et des libertés locales du pays vasco-navarrais. — Intrigues ourdies par l'espion Aviramela pour semer le désordre dans le camp de don Carlos. — Leur succès. — Singularité du choix d'Espartero dans la désignation de l'agent chargé par lui de nouer les premières négociations directes avec Maroto. — Quand et comment le secret de ces négociations a été divulgué. — Explication de la facilité des dernières opérations de l'armée chrétienne dans les provinces basques. — Traité de Vergara.

Comme Espartero avait sans cesse rejeté sur l'incurie ou la mauvaise volonté des ministres l'impossibilité dans laquelle il disait se trouver de rien entreprendre de décisif contre l'ennemi, il était permis d'espérer qu'il entrerait enfin sérieusement en campagne, au moment même où son lieutenant Alaix s'empara pour lui et par lui du timon des affaires. Il n'en fut pourtant rien. La même inaction qui depuis le mois de septembre 1836 avait laissé l'ennemi croître en forces et en audace; la même inaction qui, en perdant tous les points fortifiés de l'importante ligne de Zubiri,

en abandonnant Valmaseda et Villalba de Loza , et en fermant les yeux sur la contre-fortification carliste de Ramales et de Guardamino , avait ouvert sur la droite et sur la gauche du théâtre de la guerre un ample passage aux incursions ennemies , et replongé la Haute-Navarre sous le joug du prétendant ; la même inaction qui avait attiré tant de revers sur les armes de la reine et ne leur avait guère fourni , en deux ans et plus , d'autres occasions de se montrer réellement avec éclat que la levée du siège de Bilbao et l'attaque de Peggarrada ; la même inaction subsista au sein de la toute-puissance que le général en chef avait acquise. Il devint alors évident pour tout le monde qu'Espartero n'entendait pas arriver par les armes à la pacification du pays ; il devint évident qu'il préférait les voies moins glorieuses mais plus sûres d'une transaction avec Maroto. Ces voies se trouvaient d'ailleurs dès long-temps préparées ; Espartero savait bien qu'il n'avait plus qu'à y cueillir les fruits que d'autres avaient cultivés , que d'autres avaient portés à maturité.

Les premières tentatives faites pour détacher la cause des provinces basques de celle du prétendant , avec laquelle elle n'avait au fond rien de commun , remontaient aux premiers mois de 1835. Sous le ministère de M. de Toreno , un citoyen recommandable de la province de Guipuzcoa , jouissant dans ces montagnes de l'ascendant attaché à sa double position de notaire et de maître de forges , proposa de s'y charger d'une levée de boucliers en faveur de la paix et des vieilles libertés locales (*paz y fueros*). Ses projets furent approuvés ; une forte somme d'argent fut mise à sa disposition ; mais ayant appris , à son arrivée à Bayonne , l'insurrection qui avait amené Mendi-

zabal au pouvoir, il jugea la conjoncture inopportune, et, après avoir intégralement restitué les fonds qui lui avaient été confiés, il ajourna ses tentatives à des temps meilleurs. Cet honorable citoyen n'était autre que don José Antonio Mugnagorri, que nous avons vu plus tard, en 1838, lever dans les provinces basques ce même drapeau de *paz y fueros*.

Rien de semblable n'aurait pu être tenté avec fruit pendant la domination des hommes de la Granja, parce que les Basques conservaient d'amers souvenirs des trois années pendant lesquelles la constitution de Cadix avait été chez eux en vigueur. Mais aussitôt qu'ils furent tombés, les idées de transaction reprirent faveur et un nouveau projet fut soumis à M. Bardaxi, chef du ministère de transaction, qui avait dirigé les affaires dans l'intervalle de la chute du cabinet Calatrava à la formation du cabinet Ofalia. Le projet était cette fois l'œuvre d'un homme de beaucoup de mérite, qui avait rempli dans l'état des fonctions élevées, et que d'anciens et honorables rapports avec la province de Biscaye mettaient en position de conduire avec fruit une pareille affaire. M. d'Ofalia goûta fort ce projet, qui lui avait été transmis avec recommandation par son prédécesseur, et sentit à merveille que l'occasion de le mettre en pratique n'avait jamais été plus favorable, car les bataillons basques et navarrais qui constituaient la principale force de don Carlos avaient compris, dans leur expédition sur Madrid, qu'ils faisaient un métier de dupes; ils avaient vu que nulle part les populations ne s'étaient levées en présence du prétendant, et qu'ils étaient seuls à se sacrifier pour lui, quand seuls il étaient au fond désintéressés dans son triomphe. Évidem-



ment, en les rassurant sur le sort de leurs libertés locales, on rompait le dernier lien qui pût les attacher encore à don Carlos.

On s'empessa donc d'instituer à Bayonne un comité vasco-navarrais, dans lequel figurèrent, à côté de l'auteur du projet, des hommes choisis parmi les notabilités les plus influentes des quatre provinces dissidentes. Ce comité, pourvu, par les soins de l'ambassadeur d'Espagne à Paris, de tous les fonds nécessaires, avait mission de favoriser, de diriger et de mettre à profit la nouvelle tentative de Mugnagorri, qui était encore l'homme d'action sur lequel on comptait. Une fort belle colonne expéditionnaire avait été organisée dans les environs de Bayonne. Elle comptait dans ses rangs 1,000 fantassins, 40 cavaliers montés et 40 artilleurs avec leurs pièces. Tout était prêt pour l'entrée en campagne; les intelligences que le comité avait entretenues avec l'intérieur du pays assuraient le concours, à un moment donné, de plusieurs officiers supérieurs et généraux de l'armée carliste, même parmi ceux qui depuis ont refusé de suivre Maroto et ont préféré se réfugier en France. Il ne s'agissait plus que de mettre Mugnagorri en possession d'une place forte quelconque qui pût servir de point de ralliement et d'appui aux troupes qui, successivement, devaient abandonner le drapeau du prétendant pour passer sous celui de la nationalité basque. Le gouverneur carliste du fort de Labarra, situé près de la frontière de France, offrit d'ouvrir à la colonne fuériste les portes de sa forteresse. Ceci, remarquons-le bien, se passait au mois d'août 1838, au moment où le général en chef était le plus brouillé, à cause de Narvaez, avec les ministres Mon et Castro, que l'entrée de Mugnagorri et la reddition

d'une forteresse carliste pouvaient raffermir au pouvoir. Or, quand Espartero, qu'il fallut bien informer du prochain mouvement de Mugnagorri, apprit que le gouverneur de Labarra s'y prêtait, il se porta subitement en forces sur Labarra, attaqua à l'improviste cette bicoque, et l'enleva d'autant plus aisément que le gouverneur était loin de s'attendre, dans un pareil moment, à des actes d'hostilité. Il fit la garnison prisonnière de guerre, et, deux mois après, par un cartel d'échange, il rendit le gouverneur aux carlistes qui le fusillèrent immédiatement.

Le fort de Labarra perdu, il fallut chercher une autre base d'opérations pour Mugnagorri. Il fut convenu qu'il entrerait en Espagne par Valcarlos, et qu'il manœuvrerait dans les alentours de cette place, pour arriver à se fortifier sur l'un des points extrêmes de l'ancienne ligne de Zubiri, qui, sous le commandement d'Espartero, avaient été perdus par les armes de la reine. C'était aux premiers jours d'octobre 1838, à l'époque où le général en chef avait déjà rompu ouvertement avec M. de Frias. Celui-ci tenait beaucoup à ce que l'entrée de Mugnagorri fournît matière à un paragraphe dans le discours du trône, à l'ouverture des chambres qui devait avoir lieu un mois après. Des ordres furent transmis en conséquence au général en chef, afin que le gouverneur de Valcarlos laissât arriver Mugnagorri et ne l'inquiétât point dans ses opérations. Mais Espartero, prétextant que c'était là reconnaître explicitement un nouveau drapeau, et que les cortès seules en avaient le droit, refusa de se prêter à l'arrangement convenu, et donna au gouverneur de Valcarlos l'ordre de barrer le passage aux troupes de Mugnagorri et de les repousser au besoin par la force.

Mugnagorri imagina alors de s'emparer, près d'Irun, des hauteurs et de la chapelle Saint-Martial, qui n'avaient jamais été occupées que par les carlistes. Il passe à cet effet la frontière le 1<sup>er</sup> décembre, et trouve sur les lieux O'Donell qui, dans la nuit, était venu en toute hâte s'en emparer par ordre d'Espartero.

Enfin le comodore lord John Hay, commandant des croisières anglaises, intercède pour Mugnagorri, et, plus puissant ou plus heureux que le gouvernement espagnol auprès d'Espartero, il en obtient qu'il laisse la colonne fueriste prendre position au hameau d'Astaola, sur la rive gauche de la Bidassoa. Mugnagorri, aidé d'ingénieurs et de sapeurs anglais fournis par lord John Hay, y élève en quelques jours un camp retranché et s'y installe. Trois ou quatre bataillons carlistes, chargés de l'attaquer, sont envoyés à Vera, tout près du camp retranché. L'un d'eux, le 3<sup>e</sup> bataillon de volontaires de Navarre, refuse de marcher contre les fueristes et rend l'attaque impossible. Ibero, l'un des chefs les plus populaires des troupes carlistes de Guipuzcoa, reçoit aussi l'ordre de marcher sur Mugnagorri et ne peut parvenir à se faire obéir par ses troupes. Tout présage au nouveau drapeau les succès les plus prompts et les plus sûrs. Aussitôt la protection anglaise elle-même lui devient impuissante. On n'ose la heurter de front; on en neutralise les effets en suscitant toute sorte de difficultés au commandant fueriste, en le mettant en conflit journalier avec les généraux de la reine, au moyen d'instructions équivoques envoyées à ceux-ci par le général en chef; en le forçant enfin à lever le camp, à rentrer en France, à abandonner son entreprise.

Ainsi échouèrent des tentatives qui, si elles



eussent été favorisées par Espartero , ou du moins n'eussent pas été entravées par lui , auraient sans contredit amené un an plus tôt le dénouement de Vergara. Cela n'est plus contestable depuis qu'on a vu la facilité avec laquelle , au moment venu , les provinces basques se sont prêtées à la réconciliation. Bien des trésors et bien du sang auraient été épargnés à l'Espagne , si l'on eût laissé Mugnagorri réussir ; mais le succès , obtenu de la sorte , eût été attribué à Mugnagorri lui-même , aux notabilités basques qui l'avaient secondé , aux ministres qui l'avaient mis en avant et soutenu , à d'autres , enfin , qu'à Espartero. Et voilà précisément ce qu'Espartero , se jetant à la traverse , voulut éviter , même au détriment de l'état. Il était décidé à ne rien souffrir de ce qui pourrait nuire , ou même ne pas profiter exclusivement à sa grandeur personnelle ; il devait écarter , il écarta Mugnagorri. Nous allons retrouver ces mêmes intentions dans ce qu'il fit ensuite à l'encontre des plans substitués à l'entreprise de Mugnagorri par le cabinet Alaix.

Alaix avait rappelé aux affaires un M. Pita Pizarro , qui , ministre de la couronne dans les derniers jours de l'administration Calatrava , s'était fait gloire , à la tribune , d'avoir passé sa vie à conspirer contre le gouvernement de Ferdinand. Ce M. Pita tenait sans doute de ses anciennes habitudes ces instincts , ces goûts , ou plutôt cette véritable passion de police secrète qu'il nourrissait au pouvoir. Gouverner , pour lui , c'était encore conspirer : le but seul était changé ; les moyens demeuraient les mêmes. Dès les premiers jours du nouveau ministère dont il faisait partie , il avait songé aux moyens de semer la discorde , l'anarchie et la mort dans le camp de don Carlos , et , pour

y parvenir , avait jeté les yeux sur un de ses anciens *collaborateurs* , nommé Aviraneta , conspirateur émérite dont l'infernale habileté avait été mise plus d'une fois à l'épreuve. Le projet fut approuvé par Alaix , — c'est dire qu'il l'avait été par Espartero , — et vers la fin de décembre 1838 , Aviraneta se trouvait déjà , sous un nom supposé , dans les provinces basques. On ne saurait se faire une idée des effrayantes ressources d'esprit que cet homme déploya dans sa mission (f). Tant il y a qu'au mois de février 1839, don Carlos et Maroto, appuyés sur deux partis différents , se haïssaient entre eux bien plus qu'ils ne haïssaient l'ennemi commun , et que Maroto, pour se débarrasser des divers généraux qui à tort ou à raison lui portaient ombrage , les avait mandés à son quartier-général d'Estella, et les avait tous fait fusiller sans procès. Dès ce moment Espartero cessa de seconder et contrecarra même ouvertement les plans de l'adroit Aviraneta. Celui-ci s'en plaint et en fournit d'abondantes preuves dans un mémoire qu'il vient de publier, et qui n'est autre que le compte-rendu de sa mission, par lui présenté officiellement au ministère quelques mois après la convention de Vergara. Il donne à entendre qu'on ne lui suscita les obstacles contre lesquels il eut à lutter, que lorsqu'on s'aperçut qu'il pouvait réussir, et conséquemment ravir à d'autres la palme de la pacification des provinces basques. Il y avait bien en effet quelque chose de semblable dans le mauvais vouloir qu'Espartero opposa tout-à-coup aux manœuvres de l'agent du gouvernement. Mais cette volte-face tint surtout à d'autres causes soigneusement cachées à Aviraneta , aux ministres Alaix et Pita, tout confidants qu'ils étaient alors du général en chef, enfin à la reine elle-même.

Dès qu'Espartero vit Maroto en possession d'une dictature semblable à la sienne , par suite du sanglant coup d'état d'Estella , dès qu'il jugea que Maroto et lui se trouvaient à deux de jeu , il comprit qu'il lui serait facile de s'entendre directement avec son ancien compagnon d'armes du Pérou, et d'arriver à des arrangements d'autant plus favorables à ses vues personnelles qu'ils pourraient ménager des apparences de succès militaires. Il lui fallait comme intermédiaire de ces nouvelles négociations un instrument qui n'appelât l'attention de personne , et son choix se fixa sur l'honnête Navarrais Martin Echaide , tellement connu , tellement estimé dans tout le pays vasco-navarrais , que les généraux des deux armées le laissaient en paix traverser leurs lignes à la tête des brigades de mulets de sa propriété, qu'il consacrait au transport des marchandises. Le *muletier de Bargota*, — surnom qu'Echaide tenait de sa profession et du lieu de sa naissance , — cachait sous sa rude enveloppe , comme la plupart des paysans espagnols, un esprit délié, adroit, et surtout fort prudent. Il conduisit à merveille , pendant près de deux mois , les négociations dont il avait été chargé, et était enfin parvenu, le 9 avril, à mettre d'accord les deux généraux ennemis. Nul autre au monde que Maroto , Espartero et leur obscur entremetteur , n'avait su le secret de ces négociations. Voici comment des tiers s'en sont trouvés informés plus tard. Espartero avait promis jusqu'à des millions à son industrieux agent. Celui-ci, la paix venue , demanda , sinon les millions dont alors il n'était plus question, du moins un certificat qui attestât l'immense service par lui rendu. Espartero ayant marchandé les termes de ce certificat, ayant même eu soin de les rendre fort équi-



voques, pour ne rien retrancher du mérite exclusif qu'il s'était attribué dans la transaction de Vergara, le muletier Echaide se transporta à Madrid, pour en appeler au témoignage de Maroto. Il se présenta à l'ex-général carliste, sous le patronage des députés basques, et avec un projet de certificat, rédigé à l'avance par l'un d'eux. Maroto, après avoir pris connaissance du document dont on lui demandait la signature, reconnut, en présence des honorables patrons d'Echaide, l'exactitude de tous les faits qui y étaient relatés, et ne refusa sa signature que par égard pour le général Espartero, avec lequel, disait-il, il ne pouvait se mettre en contradiction sans dangers pour la chose publique. Mais la version du nouveau projet de certificat n'en demeura pas moins avérée depuis lors sur la foi des tiers qui avaient accompagné Echaide dans sa démarche auprès de Maroto. Nous avons sous les yeux une copie de ce long et important document, et nous y remarquons le passage suivant : « Les démarches que l'honnête Echaide n'avait commencées qu'au mois de février 1839, furent par lui si adroitement, si heureusement conduites, que déjà, *le 9 avril suivant*, elles avaient laissé complètement établis et réglés, entre le général Espartero et moi, les rapports *directs* qui avaient pour but la pacification des provinces basques, rapports qui furent depuis lors constamment maintenus dans toute leur vigueur, et qui, à travers mille obstacles, arrivèrent enfin à produire la mémorable convention de Vergara. »

Ainsi, le 9 avril, les deux généraux étaient déjà secrètement d'accord. Le 9 avril, et les premières opérations actives d'Espartero contre Ramalès et Guardamino ne commencèrent que le 27 du même

mois (g)! Ainsi, dès le 9 avril, les mouvements respectifs des deux généraux, leurs proclamations réciproquement insultantes, leurs menaces de guerre à mort, tout fut entre eux pure comédie, tout, depuis et y comprises les fameuses opérations sur Ramalès et Guardamino, qui valurent à Espartero le titre de duc de la Victoire (1) et à sa femme un tabouret chez la reine, jusqu'à l'effroyable incendie des riches moissons de la Navarre et d'Alava, ordonné par Espartero et mis à profit par Maroto, pour entamer sans danger auprès de lord John Hay la nouvelle série de négociations qui devait garantir les secrets arrangements convenus, et aboutir à la convention de Vergara (2).

On le voit, la gloire du dénouement de Vergara, en supposant qu'il y ait eu là gloire pour quel-

(1) Espartero, consulté par les ministres sur le titre qu'il lui serait le plus agréable d'attacher à son duché, désigna celui que lui conférèrent les lettres-patentes de la reine. Il eut pourtant le bon goût de s'en dépouiller dans le traité qu'il signa à Vergara avec Maroto. Il n'est désigné dans ce document que sous son nom de Baldomero Espartero.

(2) L'incendie ordonné par Espartero ne porta que sur la Navarre et l'Alava, dont les bataillons étaient en désaccord avec Maroto. La Biscaye et Guipuzcoa, dont les bataillons étaient, comme on l'a vu plus tard, à Vergara, dans le secret des négociations, furent exceptées. Voici ce qu'on lit au sujet de cet incendie dans le journal de lord John Hay, communiqué au parlement d'Angleterre par lord Palmerston : « 20 juillet 1839. — Maroto tenait à ce que l'Angleterre, agissant de concert avec la France, intervint dans le traité comme médiatrice et garante. L'ordre qu'Espartero venait de donner à ses généraux pour qu'ils eussent à détruire immédiate-

qu'un, est loin d'appartenir à Espartero aussi exclusivement qu'il a bien voulu le dire. Que, profitant de l'embarras dans lequel Maroto avait été plongé tout-à-coup par l'avortement de ses desseins sur don Carlos, Espartero l'ait amené à se passer de la médiation anglaise qu'il exigeait d'abord ; qu'après avoir brusquement enlevé la signature du traité, il se soit écrié, ivre d'orgueil : *J'ai tout fait à moi tout seul ; j'ai tout fait sans intervention étrangère* (1) ; s'ensuit-il, par hasard, que l'opinion puisse, comme lui, ne tenir aucun compte des coopérations diverses qui, dès long-temps, avaient préparé et forcément amené l'événement ? Mugnagorri ne peut-il pas reven-

ment toutes les moissons du pays carliste, fournit à Maroto un prétexte plausible pour demander à lord John Hay, sans crainte d'éveiller les soupçons de la cour de don Carlos, une entrevue motivée sur l'infraction supposée du traité Elliot. »

(1) Espartero n'a pas toujours montré cette ombrageuse susceptibilité à l'endroit d'une intervention étrangère. Lorsque, au mois de mai 1835, le général *Ayacucho* D. Geronimo Valdès, découragé par le revers que l'armée venait d'essuyer sous ses ordres dans les Amezcoas, écrivit au cabinet présidé par M. Martinez de la Rosa qu'il n'y avait plus d'espoir si l'intervention française ne venait au secours de la reine, il produisit un avis, conforme à cette opinion, signé par tous les généraux de l'armée. Espartero était au nombre des signataires. A qui la honte de cette demande d'intervention dont on a depuis voulu faire un reproche au parti modéré ? Doit-elle retomber sur le cabinet qui n'y souscrivit qu'à contre-cœur, ou sur les généraux qui la rendirent inévitable en jetant leurs épées et en s'avouant impuissants ?



cliquer le mérite de l'initiative (1)? L'espion Aviraneta n'a-t-il pas soutenu et cherché à prouver dans son mémoire, en s'appuyant du témoignage de quarante-cinq pièces justificatives, que la pacification des provinces était son œuvre, et que, loin de l'y aider, ceux qui prétendent lui en usurper le mérite l'ont constamment contrarié? Le muletier de Bargota n'allègue-t-il pas l'influence de sa médiation? Les ministres qui avaient autorisé toutes les promesses faites, qui avaient fourni tous les fonds nécessaires, furent-ils donc étrangers au succès? M. Dufaure n'a-t-il pas été autorisé à proclamer à la tribune, quoique imprudemment peut-être, dans la discussion de l'adresse de 1840, que les conseils et le concours du maréchal Soult avaient été pour quelque chose dans les résultats obtenus à Vergara? L'Angleterre n'y a-t-elle pas pris une part de tous les moments (2)? Eh bien! l'heureux Espartero n'en était pas moins parvenu, dans les premiers trans-

(1) Lord John Hay écrivait, le 20 décembre 1839, au premier lord de l'amirauté : « Quoique l'entreprise de Mugnagorri n'eût pas réussi, elle n'en produisit pas moins un grand effet dans le pays basque. Elle y consolida parmi les habitants et dans les rangs de l'armée carliste ce désir de la paix qui s'était déjà manifesté auparavant ; elle créa les moyens de réconcilier les provinces dissidentes avec la couronne de Castille ; elle forma l'opinion publique dans ces provinces et la laissa *préparée à la transaction de Vergara*. »

(2) Dans un rapport adressé à lord Palmerston, sous la date du 1<sup>er</sup> septembre 1839, le colonel Wilde se félicitait de ce que l'Angleterre ne se trouvât en aucune façon engagée à garantir les conditions du traité ; car, ajoutait-il, « quoique les deux parties m'aient cons-

ports de l'allégresse générale , à se faire accepter comme dispensateur unique de ce bienfait , qui pour un moment tourna en Espagne toutes les têtes. Le nom d'Espartero volait de bouche en bouche avec la nouvelle du traité de Vergara , et celui de la reine elle-même aurait sans doute été oublié si les Espagnols , qui sont demeurés , — qu'on le sache bien , — le peuple le plus monarchique de la terre , n'eussent pour habitude , dans toutes leurs joies comme dans toutes leurs souffrances , de diriger leurs regards vers le trône.

L'opinion , il est vrai , ne tarda pas à réagir. C'est qu'aussi elle s'aperçut bientôt qu'Espartero reculait volontairement les conséquences du départ de don Carlos. On comptait , on avait le droit de compter sur une paix prochaine , immédiate , et la guerre , pourtant , dura près d'une année encore , dans des intérêts qui , comme nous le démontrerons , n'étaient plus ceux de la nation.

*tamment* consulté et que j'aie été *l'instrument* de la réconciliation , je n'ai point assisté à *la dernière* conférence du 29 , dans laquelle les conditions ont été dictées par le duc et acceptées par les commissaires carlistes. »

---

## V.

---

Premières dispositions d'Espartero pour en finir rapidement avec Cabrera , après le départ de don Carlos. — Changement subit dans ces dispositions. — Causes de ce changement. — Chute d'Alaix. — Dissolution du congrès des députés. — Revirement dans la position politique du général en chef. — Sa nouvelle inaction. — Pamphlet de son secrétaire contre les ministres, et en vue d'arrêter la tendance monarchique des élections. — Ouverture des nouvelles chambres. — Emeute. — Etat de siège de la capitale. — Prise de Segura et Castellote. — Profusion des récompenses proposées. — Demande du grade de maréchal-de-camp pour le secrétaire du général. — Refus des ministres. — Démission de la plupart d'entre eux. — Le nouveau cabinet cherche dans les succès parlementaires la force de lutter contre Espartero. — Celui-ci redouble les bulletins de sa campagne militaire, et prend Morella. — Imminence d'un conflit. — Départ de la reine.

Abandonné par les Basques, don Carlos ne pouvait plus tenir la campagne ; Espartero eut facilement raison, en quelques jours, de ses derniers bataillons, et aurait plus facilement encore soumis ou dissipé dans l'Aragon les troupes de Cabrera, qui seules entretenaient, en leur donnant la main par le Bas-Ebre, les insurgés de la



Catalogne, s'il eût tout d'un coup et rapidement marché sur elles avant qu'elles se remissent de la stupeur dont les avait frappées une double catastrophe : la retraite du prétendant et la maladie mortelle de leur jeune chef. Espartero lui-même l'avait si bien reconnu que, faisant violence à ses goûts temporisateurs, il avait d'abord résolu de courir sus à Cabrera avec trois divisions organisées et armées à la légère, et par suite, — ceci est fort digne de remarque, — il avait laissé au fond des provinces vasco-navarraises tout le matériel de l'armée, et licencié presque en entier le train des équipages dont l'organisation avait été si lente, si difficile et si coûteuse. Comment donc s'arrêta-t-il subitement en chemin, sous prétexte que ce même matériel et ce même train des équipages lui manquaient ? Comment laissa-t-il échapper l'opportunité de ces premiers moments pendant lesquels il aurait été, de son propre aveu, si aisé d'arriver à la pacification générale ? Par une raison bien simple : la pacification, — il n'est plus permis d'en douter depuis que les derniers événements sont venus ouvrir les yeux les plus obstinément fermés, — ne fut jamais la fin que l'ambition d'Espartero poursuivit dans la guerre ; ce n'était là pour lui qu'un moyen. Or, ce moyen, il lui importait d'en réserver toute la puissance pour le moment même où il toucherait à ses fins. Ces fins, c'était aux cortès révolutionnaires récemment réunies à Madrid par Alaix qu'il appartenait d'en préparer, d'en hâter le succès par un coup d'autorité parlementaire qu'elles avaient projeté pour ravir la régence à la reine-mère. Mais la propre existence de ces nouvelles cortès, en même temps que le pouvoir du ministre-soldat, à qui elles la devaient, ayant soudainement été mise en ques-

tion par des projets de dissolution tout-à-fait inattendus au quartier-général, il fallut bien ajourner l'éclat de la pacification, du moment que le coup monté avec lequel on tenait à le faire coïncider menaçait de manquer, ou, du moins, se trouvait forcément ajourné lui-même. Voici ce qui s'était passé à Madrid pendant que le général en chef se portait sur l'Aragon.

La nouvelle chambre des députés, élue avant que la transaction de Vergara fût venue donner l'exemple et faire sentir le besoin des idées de conciliation et de paix; élue sous l'influence d'un ministère asservi au quartier-général, et en l'absence du plus grand nombre des électeurs, que le caprice de la dernière dissolution avait dégoûtés, ne comptait dans son sein que sept députés du parti modéré, étouffés et perdus au milieu des plus redoutés énergumènes du parti contraire. Liée d'intérêts avec Espartero, dont l'appui lui était encore nécessaire, et qui, d'ailleurs, avait à ses yeux le mérite de la dissolution des cortès précédentes, elle avait, même avant d'entrer dans la discussion de l'adresse, cédé aux entraînantés manifestations de l'opinion, en confirmant les stipulations de Vergara, bien que la conservation des fueros fût contraire aux anciens engagements de la majorité; elle avait en outre porté aux nues le général en chef dans un vote d'actions de grâces, et s'était montrée on ne peut plus favorable à la proposition de lui allouer, à titre de récompense nationale, une dotation de 250,000 fr. de rentes. Jusque-là tout avait été pour le mieux; mais des tendances plus révolutionnaires que jamais s'étaient trahies quelques jours après dans les emportements de la discussion de l'adresse. Les meneurs de la majorité, qui deux fois déjà avaient été renversés du

pouvoir, où par deux fois les avait portés l'insurrection, ne faisaient plus mystère du moyen sur lequel ils comptaient pour s'y fixer cette troisième fois. Personne n'ignorait qu'à l'issue de l'orageuse discussion de l'adresse, une motion devait être présentée dans le sens de celle qui déjà avait été, en avril 1836, l'objet d'un secret accord entre le ministre Mendizabal et le conciliabule Caballero. C'était encore cette éternelle fable dont les révolutionnaires ont depuis été forcés de faire eux-mêmes justice à la tribune; c'était encore ce prétendu mariage secret alors en crédit auprès de ceux qui y cherchaient un prétexte pour se débarrasser de la reine-mère. Il n'y avait à craindre là, au bout du compte, que du scandale, un scandale, bien que fort affligeant en soi, tout-à-fait dépourvu de dangers réels et immédiats pour le trône, car la calomnie eût été victorieusement repoussée et confondue. Mais ce qui était bien autrement redoutable, c'était l'intempestive démagogie de vues et de langage avec laquelle la chambre compromettait le fruit de la convention de Vergara. Or, parmi les ministres qui, dix mois auparavant, avaient accepté d'Alaix l'étrange mission de gouverner sous le bon plaisir du quartier-général, il s'en était trouvé deux qui n'avaient pas voulu pousser la docilité jusqu'au point de lui sacrifier et le trône et la paix, si ouvertement mis en danger : c'étaient MM. Perez de Castro et Arrazola. Celui-ci surtout, quoique sorti des bancs secondaires du parlement, avait grandi aux affaires; libre de tout engagement avec le parti modéré, il n'en avait pas moins compris que la chambre exaltée ne répondait plus aux besoins de la nouvelle situation créée depuis qu'elle avait été élue, et il en avait proposé la dissolution, d'ailleurs



rendue indispensable par l'incompatibilité absolue qui régnait entre la majorité du congrès populaire et celle du sénat. Alaix, fidèle mandataire d'Espartero, n'avait eu garde d'approuver cette mesure ; il avait donné sa démission, elle avait été acceptée, et un nouveau ministre de la guerre, sur le choix duquel le général en chef n'avait nullement été consulté, s'était chargé de porter, et avait porté, en effet, aux cortès un décret de prorogation, précurseur évident de la dissolution.

Cette péripétie s'était effectuée un mois après le départ de don Carlos, c'est-à-dire au moment où Espartero marchait sur l'Aragon, dans sa première intention d'en finir promptement avec les restes de l'insurrection carliste. On conçoit qu'en face de la situation nouvelle, il sentit tout de suite qu'il convenait à ses arrière-pensées de ne plus hâter ses opérations ; qu'il lui devenait nécessaire de conserver le plus qu'il pourrait une position qui lui permit tout à la fois d'agir sur les nouveaux ministres selon les besoins du parti qui travaillait à lui aplanir les derniers obstacles, et de tenir en haleine à son égard personnel la faveur des masses, inconstante en Espagne plus que partout ailleurs ; qu'il lui fallait, en un mot, prolonger la guerre. Il n'est pas possible d'expliquer autrement les demandes de matériel de siège, de munitions, de chariots, de mulets de bât, dont il accabla le gouvernement un mois après avoir déclaré que ces ressources ne lui étaient nullement nécessaires, un mois après s'être volontairement dépourvu lui-même de celles dont il pouvait disposer. Il n'est pas possible d'expliquer autrement l'inaction dans laquelle il demeura plongé pendant plusieurs mois à son quartier-général d'Aguatava

ou du Mas de las Matas, les yeux toujours fermés sur les occasions d'attaquer l'ennemi (*h*), toujours ouverts sur les événements qui se passaient à Madrid. Nous allons le voir, en effet, subordonnant sans cesse ses opérations militaires à ses préoccupations politiques, et s'attachant bien plus à combattre les ministres que les carlistes.

Avant de reconstruire définitivement le cabinet, ceux de ses membres qui étaient restés aux affaires après la retraite d'Alaix, et le lieutenant-général don Francisco Narvaez, qui y avait été appelé en remplacement de ce dernier, voulurent faire savoir à Espartero que leur intention était de dissoudre la chambre des députés, et connaître son opinion sur cette mesure. Il avait été jusque-là d'usage de concerter avec le général en chef toutes les dispositions qui intéressaient la tranquillité publique, dont le maintien était nécessaire au succès des opérations de l'armée. Il y avait ici une raison de plus pour en agir de la sorte, car se prononcer, sans consulter le général en chef, sur une mesure désapprouvée par l'homme qui l'avait représenté au conseil, c'eût été lui rompre en visière. Espartero ne se dissimulait pas que de nouvelles élections, faites sous l'empire de ce besoin général de paix qui s'était répandu à la suite de la transaction de Vergara, pouvaient ramener au pouvoir le parti monarchique, dont il redoutait encore plus les principes que le ressentiment. Espartero ne se dissimulait pas qu'en s'opposant ouvertement à la dissolution et en forçant la couronne à opter entre lui et les ministres, il l'emporterait de nouveau, comme il l'avait emporté toujours en pareils cas, et certes il en avait grande envie, car il ne pardonnait pas à MM. Perez de Castro et Arrazola d'avoir évincé Alaix, et pardonnait bien moins encore au nou-

veau ministre de la guerre, d'abord sa parenté avec le général proscrit don Ramon Narvaez, puis le courage qu'il avait eu d'accepter le portefeuille de la guerre, non-seulement sans attendre du quartier-général l'attache accoutumée, mais précisément pour assurer la dissolution que tout le monde savait n'être en aucune façon du goût du général en chef. Aussi, de tous les ministres auxquels Espartero a fait la guerre, aucun n'a-t-il été poursuivi par lui avec plus d'acharnement que don Francisco Narvaez, qui pourtant avait été son compagnon d'armes au Pérou, et qu'il avait appelé son ami intime jusqu'au moment où il avait appris son arrivée au pouvoir. Malgré tout, Espartero n'eut pas plus dans cette occasion que dans d'autres le courage d'affronter la responsabilité d'une résolution décidée. Aux ministres il répondit qu'ils étaient seuls juges, sous leur responsabilité, de la convenance ou des dangers d'une dissolution; à la reine, qu'il ne doutait pas que sa haute sagesse n'adoptât ce qu'il y avait de mieux à faire, et que, quel que fût son choix, il le respecterait comme sujet fidèle, et saurait, au besoin, comme chef de la force publique, le faire respecter, et tout ceci dit avec cette orientale servilité de langage et cette inexperte galanterie de protestations chevaleresques qui distinguèrent toujours sa correspondance avec la couronne. Les ministres virent une espèce de carte blanche dans la réponse d'Espartero à la reine; le cabinet fut complété et la dissolution décrétée le jour même où la prorogation expirait.

On avait eu soin de susciter aux ministres des obstacles devant lesquels on avait espéré qu'ils reculeraient, et quand on vit qu'ils avaient osé les braver, on espéra du moins qu'ils s'y briseraient



dans la lutte électorale. Ainsi, par exemple, Alaix ayant fait savoir aux meneurs du congrès que le lendemain son successeur devait aller proroger les chambres, dans des vues de dissolution, les députés et le bureau s'étaient trouvés à leur poste quelques instants avant l'heure fixée pour la séance, et quand le nouveau ministre de la guerre vint lire l'ordonnance de prorogation, ils avaient déjà voté sans discussion un acte par lequel tout impôt était refusé au cabinet, dans le cas où il dissoudrait les chambres avant le vote du budget. A ce premier cri d'alarme avaient succédé les incendiaires provocations de la presse radicale et la menaçante agitation des clubs. Mais tous ces moyens tournèrent providentiellement contre leurs auteurs. Le refus de l'impôt mit à nu la plaie dont les idées radicales sont frappées en Espagne, à savoir, leur défaut de racine dans le pays; car le peuple, mis en mesure de se prononcer entre la couronne, qui par ses agents réclamait les subsides, et le parlement qui en avait autorisé et prescrit le refus, le peuple paya sans hésiter, avec la même docilité que dans les temps ordinaires, et prouva par là que les hommes qui venaient de prendre son nom ne pouvaient, en aucun cas, compter sur son concours. La violence de la presse et l'entrée en campagne des provocateurs ordinaires de l'émeute effrayèrent ces masses de citoyens paisibles, qui d'ordinaire, en Espagne surtout, négligent l'exercice des droits électoraux, et leur firent comprendre qu'il y allait cette fois, dans la lutte, de leurs intérêts les plus chers. Partout les hommes de toutes les opinions modérées s'entendirent, s'organisèrent, et montrèrent au grand jour une décision dont l'effet fut d'autant plus sûr qu'il était tout-à-fait inattendu. Les révo-

lutionnaires en concurent de graves inquiétudes et invoquèrent, en désespoir de cause, le secours d'un de ces manifestes d'Espartero qui les avaient si puissamment servis dans d'autres crises.

Espartero ne voulut point cette fois donner de sa personne, et lança dans l'arène son secrétaire de campagne, le brigadier Linage, cet autre lui-même, lequel, sous prétexte de laver son général du reproche de complicité dans la dernière dissolution, qu'il supposait gratuitement lui avoir été fait, affirma, dans un long article signé de lui et publié dans tous les journaux de l'opposition, qu'Espartero avait trouvé la mesure injuste et impolitique; que s'il n'avait pas cherché à l'empêcher, c'était uniquement parce que, dans ses scrupules constitutionnels, il n'avait point voulu se mêler à des questions dont la solution appartenait aux conseillers de la couronne; que du reste la conduite des ministres dans toute cette affaire lui avait paru blâmable sous tous les rapports, et notamment en ce qui touchait aux trois projets de loi qu'ils avaient présentés au congrès sur la réorganisation et les attributions des municipalités, sur la réforme de la garde nationale et sur la répression des abus de la presse. Cet audacieux pamphlet avait été en outre imprimé à part et envoyé par l'auteur à tous les commandants des gardes nationales et aux principales municipalités du royaume, avec invitation *d'en accuser réception* (i).

Le brigadier Linage avait-il agi par ordre et au nom de son général? Il en disait à cet égard assez pour que les passions auxquelles il était fait appel pussent résoudre affirmativement la question, trop peu pour que les ministres pussent prendre à partie Espartero. Ils s'en tinrent au signataire et, à

l'unanimité, décidèrent qu'il serait immédiatement destitué des fonctions qu'il exerçait à l'armée et transféré à la Corogne pour y rendre compte de sa conduite. La décision cependant fut ajournée par une auguste médiation qui, ayant eu plus d'une fois sur Espartero, dans des cas analogues, le pouvoir de l'amener au moins à transaction, s'était flattée d'obtenir qu'il se prêterait à renvoyer, de sa propre autorité, son secrétaire et à le démentir ainsi indirectement. Pour la première fois Espartero tint rigueur et prit même plaisir à confirmer, dans sa réponse *confidentielle*, tout ce qu'avait dit Linage. Il ne restait plus aux ministres qu'à se retirer; mais, cédant aux sollicitations de leurs amis qui s'effrayaient du désordre qu'un changement de cabinet pouvait jeter, au moment le plus critique, dans les rangs des électeurs modérés, ils consentirent à courber un moment la tête pour la relever bientôt plus haute que jamais, alors que la majorité constitutionnelle qu'on avait lieu d'attendre de la nouvelle chambre serait venue leur donner la force de lutter contre un pouvoir illégitime.

Cette apparente résignation des ministres ne désarma pas, elle irrita bien plutôt Espartero, qui s'attacha à les harceler de demandes incessantes et chaque jour plus exorbitantes, dans l'espoir de les réduire à l'impossibilité d'y pourvoir, et de parvenir ainsi d'un côté à augmenter leurs embarras, de l'autre à faire naître le prétexte d'un de ces ordres du jour qui avaient renversé d'autres cabinets. Mais les ministres, décidés à ne laisser au général en chef aucun moyen d'excuser son inconcevable inaction, décidés à en passer à tout prix par toutes ses exigences, pourvu qu'on les laissât travailler en même temps à hâter le terme



de la guerre et à constituer une chambre qui pût sauver le trône et consolider la paix, avaient fait face par des prodiges de zèle et d'activité à toutes les demandes du général en chef. Jamais l'armée ne s'était vue si abondamment pourvue de vivres, de munitions, d'argent, d'hôpitaux, de moyens de transport. Dans une occasion, 3,000 mulets de bât avaient été livrés en quinze jours. Quant au matériel destiné au siège des villages fortifiés par Cabrera, il était devenu plus considérable que celui dont le maréchal Gérard avait disposé pour assiéger Anvers. Il fallut donc attaquer les ministres d'un autre côté : l'implacable Espartero n'y manqua pas. Voici comment il s'y prit.

Les chambres avaient été ouvertes le 18 février. Quoique l'épée d'Espartero eût été jetée dans la balance électorale, la majorité des députés était acquise à l'opinion monarchique et constitutionnelle (j). Les révolutionnaires avaient essayé de tous les moyens pour empêcher le congrès de se constituer. La vérification des pouvoirs avait fourni prétexte aux plus orageuses discussions. Démissions données à la tribune, protestations collectives, appels au peuple, tout avait été mis en œuvre par les tribuns en vogue pour échauffer les galeries, et, à un moment convenu, l'émeute avait éclaté dans les tribunes et autour du palais législatif. La force armée était intervenue; l'émeute avait été comprimée; la capitale, mise en état de siège, était demeurée dans cet état exceptionnel jusqu'au jour où la chambre, définitivement constituée, avait pu opposer aux factieux une autorité reconnue, et enfin, après un mois de luttes de tout genre, tout était rentré dans l'ordre et semblait de long-temps n'en devoir sortir. Qui eût pu croire qu'Espartero choisit, pour porter aux mi-

nistrés un coup mortel, le moment même où ils recevaient de toutes parts les félicitations dues à l'énergie avec laquelle ils venaient de déconcerter les plans des révolutionnaires? Il est vrai que le coup ne fut pas plus direct que ceux auxquels avaient succombé d'autres cabinets; mais, en vérité, il fut dans cette occasion, comme on va le voir, par trop maladroitement dissimulé.

Après cinq mois d'immobilité, le général en chef s'était enfin décidé à entrer en campagne à l'ouverture des chambres, soit qu'il eût senti le besoin d'appeler alors l'attention sur lui, soit que le ministère, en lui prodiguant les ressources, l'eût mis à bout de prétextes. Il avait successivement emporté les petites places de Segura et Castellote. Celle-ci avait à peine été l'objet d'un de ces coups de main qui réussissent parfois à une simple colonne de voltigeurs; l'autre, pourvue de quelques ouvrages réguliers, eût présenté de plus sérieuses difficultés, si les intelligences qu'on s'était ménagées dans la place n'en eussent fait désertier le directeur des fortifications et n'eussent soulevé, au moment de l'attaque, une moitié de la garnison contre l'autre moitié (1). Somme toute, quelques heures de combat avaient suffi, et bien que le soldat eût bravement fait son devoir, il s'en était fallu de beaucoup qu'il y eût eu matière aux pompeux bulletins de *grande armée* publiés par le général en chef et aux larges promotions par lui

(1) Les troupes d'Espartero ne perdirent, dans l'attaque de Segura, que trois hommes, dont un tué et deux blessés. A celle de Castellote, il n'y eut qu'une soixantaine d'hommes mis hors de combat. Ces renseignements donnent la mesure de la résistance de l'ennemi.

soumises à l'approbation du gouvernement : il ne s'agissait de rien moins que de mille onze promotions, dont une de lieutenant-général, quatre de maréchaux-de-camp, et un grand nombre de brigadiers, colonels et autres grades supérieurs.

Or, dans cette multitude de grâces, Espartero avait glissé la demande du grade de maréchal-de-camp pour son secrétaire, pour ce même Linage, dont, quelques mois auparavant, le cabinet avait justement, quoique en vain, demandé la destitution. Il y avait évidemment scandale pour l'armée à nommer maréchal-de-camp un homme qui était simple capitaine de douaniers, quand Espartero le prit pour secrétaire ; qui, dans cette dernière position, bien plus civile que militaire, avait successivement obtenu en cinq ans les grades de chef de bataillon, lieutenant-colonel, colonel et brigadier, sans les exercer jamais ni à la tête des troupes ni dans les états-majors, et qui n'avait, au bout du compte, fait les campagnes que comme la mule du maréchal de Saxe, c'est-à-dire à la suite et au service personnel de son général. Il y avait évidemment honte pour le cabinet à honorer l'homme qu'il ne jugeait digne que de châtimement. Espartero ne pouvait pas se faire illusion jusqu'au point de supposer que les ministres pussent si loin la docilité. Il savait donc parfaitement qu'en proposant Linage il renversait le cabinet, et comme rien ne le pressait de faire cette proposition, comme il pouvait fort bien, quelle que fût sa faiblesse pour son favori, se résigner à attendre que la guerre fût finie pour en faire un général d'armée, il est clair que dans cette conjoncture il n'imagina de lui faire du bien qu'en vue du mal qui allait en résulter pour les ministres.

Le cabinet, à l'unanimité, proposa en effet à la



reine la désapprobation de l'avancement demandé pour le brigadier Linage. La reine eut, il faut bien le dire, la faiblesse de prendre parti pour le général en chef, juge le plus naturel, disait-elle, juge unique du mérite des candidats. Eh ! mon dieu, ne l'avons-nous pas déjà vue sacrifier à Espartero plus d'un cabinet qu'elle aurait eu intérêt à conserver, lui sacrifier même jusqu'aux cortès monarchiques, aux cortès dévouées qu'elle avait eu le bonheur de retrouver après la domination des hommes de la Granja ? Ses amis, en Espagne, ont puisé dans les souvenirs de tant de condescendances plus d'un sujet de plaintes. Mais est-ce bien aux partis espagnols, qui tous, et avant la couronne, ont à l'envi ménagé, caressé, enivré le pouvoir du général en chef, qu'il appartient de porter à cet égard des jugements sévères ? Était-ce donc, d'ailleurs, une situation constitutionnelle bien normale que celle dans laquelle on a reproché à la reine Christine d'avoir penché pour le général en chef toutes les fois qu'elle a eu à opter entre lui et des hommes, des choses ou des idées politiques ? Peut-on bien ne tenir aucun compte des inextricables difficultés de toute nature qui naissaient d'une guerre civile au triple caractère dynastique, religieux et politique ? La reine avait essayé au pouvoir tous les systèmes et tous les hommes. Ceux-ci, soit que leur cœur ou leurs lumières ne se fussent pas trouvés à la hauteur de leur position, soit que leur position eût été dominée par les événements, s'étaient tous montrés impuissants à protéger le trône de sa fille, tour à tour mis en péril, tantôt par les progrès militaires des carlistes, tantôt par les envahissements révolutionnaires de l'anarchie. N'était-il pas naturel de chercher l'appui là où était la force ? La force pouvait-elle bien

être ailleurs qu'au quartier-général, tant que la guerre portait dans ses flancs la question de vie ou de mort, qui dominait toutes les autres, et fallait-il, là aussi, l'énervier par l'instabilité, comme dans le cabinet, comme au parlement? Ne nous étonnons donc plus que la couronne se soit laissée aller à souffrir si souvent les empiètements d'une autorité qui seule pouvait l'aider à rétablir la paix, s'en remettant, du reste, à la paix elle-même et à l'action libre et normale de la constitution de l'état, qui devait en être la conséquence, du soin de faire rentrer plus tard chacun et chaque chose en sa place. Et surtout ne nous étonnons plus qu'elle ait donné gain de cause au général en chef dans une question qui, comme celle de l'avancement de Linage, lui donnait l'avantage du terrain de ses attributions militaires.

Quant aux ministres, qui donnèrent tous leur démission plutôt que de céder dans une affaire où leur honneur personnel se trouvait engagé, on ne saurait trop les en louer. Deux d'entre eux, cependant, MM. Perez de Castro et Arrazola, consentirent à reprendre le pouvoir, et après avoir fait vider la question des promotions par le sous-secrétaire d'état de la guerre, un moment chargé, à cet effet, du portefeuille, ils rencontrèrent quatre collègues qui voulurent bien se dévouer avec eux à poursuivre une campagne parlementaire dans laquelle chaque succès devait ajouter aux forces qu'il importait plus que jamais de rallier pour lutter, au premier moment, contre l'autorité usurpatrice du général en chef. Mais celui-ci, en attendant, exploitait à l'avantage de son crédit personnel la prestigieuse ressource des bulletins de sa campagne militaire. Des deux côtés on avait grandi. Au vote de la loi décisive des municipali-

tés, qu'il en avait tant coûté aux ministres d'obtenir, Espartero avait opposé la prise de l'importante place de Morella, qui, en deux heures, avait succombé presque sans résistance sous les formidables moyens d'attaque dont on l'avait écrasée. Le conflit entre le pouvoir constitutionnel du trône, appuyé par les majorités parlementaires, et le pouvoir de la révolution, soutenu par Espartero, était devenu imminent. Le voyage de la reine le fit éclater.



## VI.

---

Voyage de la reine. — Ses motifs. — Entrevue avec Espartero, à Lérída. — Exigences du général en chef; sa haine pour la France. — La reine résiste. — Emeute de Barcelone. — Le ministère modéré est renversé. — Crise de trois mois. — Espartero en profite pour concerter avec les municipalités la consommation de la révolution. — Insurrection de Madrid. — Espartero reçoit l'ordre de marcher sur la capitale. — Sa réponse tend à compromettre la reine en personne. — Il est appelé au ministère. — Il se rend à Madrid pour régler avec les insurgés le programme à imposer à la reine. — Pamphlet contre la reine. — Première demande d'une adjonction de co-régents. — La reine abdique. — Espartero hérite de sa régence et lui fait ravir la tutelle. — Tendances actuelles de son ambition.

On a bâti bien des fables sur les motifs qui, l'an dernier, portèrent la reine régente à entreprendre avec ses filles le voyage de Barcelone. Elles ont dû tomber toutes devant l'explication bien simple qu'un événement récent vient de fournir. Au mois de mai dernier, tous les médecins de la chambre déclarèrent, à l'unanimité, que la jeune reine Isabelle avait, *comme l'année précédente*, un besoin indispensable de prendre des eaux sulfureuses combinées avec des bains de mer.

Le régent, foulant aux pieds toutes les convenances, chargea un des officiers de santé en chef de l'armée et plusieurs autres médecins ayant, comme lui, donné leurs gages à la révolution, de procéder, sous les yeux du président du conseil, à une contre-visite scrupuleuse de la jeune malade. On attendait un avis contraire, il fut conforme à celui des médecins de la chambre. Seulement, il fut déclaré qu'à la rigueur les eaux naturelles pouvaient être suppléées par des eaux artificielles. Que le régent se soit contenté, cette année, d'une espèce de pis-aller, on le conçoit de reste, mais qu'une mère ait pris, l'année dernière, un tout autre parti, on le conçoit tout aussi bien. Certes, le voyage ne pouvait être plus légitimement, plus saintement motivé.

Les médecins avaient désigné trois points comme à peu près également convenables : Bilbao, Valence, Barcelone. La reine régente penchait pour Bilbao, mais elle jugeait impolitique de s'éloigner en même temps du siège du gouvernement, que les cortès retenaient à Madrid, et du centre de l'armée, qu'Espartero venait de porter sur la Catalogne, après la prise de Morella (*k*). Valence ou Barcelone lui paraissaient donc préférables. Avant de donner à qui que ce fût la moindre connaissance de ses projets, elle consulta directement Espartero, non sur la question de savoir si le voyage serait entrepris, — car la décision des médecins était souveraine aux yeux de la mère d'Isabelle, — mais sur le choix entre les deux points de séjour et sur les mesures à prendre, de façon à ne gêner en rien les opérations de l'armée. Espartero désigna Barcelone.

Ce ne fut qu'à ce moment que les ministres furent informés de la résolution de la reine régente.

Eux et leurs amis politiques, si ridiculement accusés depuis d'y avoir poussé la reine dans des vues de contre-révolution, firent tout au monde pour l'en détourner ; le *Correo nacional*, digne organe du parti modéré, fut le seul journal qui se préoccupa des dangers de ce fatal voyage. Le parti révolutionnaire, au contraire, l'applaudit dans tous ses journaux, et à la tribune même (1) : sa correspondance avec le quartier-général l'avait, sans nul doute, mis au courant des arrière-pensées dans lesquelles Espartero s'était prêté au vœu de la reine-mère.

Les ministres avaient cédé. La reine, pour épargner à ses filles la moitié de la fatigue d'un voyage que les excessives chaleurs de la saison devaient rendre plus pénible, voulait aller à Valence et s'y embarquer sur un bateau à vapeur pour Barcelone. Tout se disposait dans ce sens, quand Espartero vint en ordonner autrement. Il voulut que la voie de terre fût préférée, et traça lui-même l'itinéraire par Saragosse, en annonçant que ses troupes étaient déjà échelonnées en conséquence. C'était là un nouvel indice à l'appui des craintes que les amis du trône avaient conçues, et ce fut un texte à de salutaires avertissements. Mais la reine demeura sourde à tout ce qui pouvait mettre en doute la loyauté d'Espartero ; elle partit, n'emmenant avec elle d'autre dame d'honneur que la femme du général en chef.

Aussitôt qu'elle eut mis les pieds à Saragosse, elle sentit, — c'était trop tard, — qu'on l'avait amenée sur un volcan. Là, d'abord, puis sur presque tout le reste de la route, les municipalités, que les vices de leur organisation rendaient étrangères aux vœux autant qu'aux intérêts des populations administrées par elles ; les municipalités,



que l'exorbitance de leurs attributions rendait maîtresses absolues des dispositions à prendre pour recevoir les augustes voyageuses, s'étaient attachées à ménager, dans les harangues de l'autorité locale comme dans les vivats de quelques groupes salariés, une longue suite d'ovations consacrées à la suivante de la reine-mère, à la femme de l'heureux soldat dont on avait fait un duc : la reine-mère et ses filles semblaient n'être venues là que pour être traînées en esclaves à la suite du char d'une triomphatrice insolente. Eh bien ! — le croirait-on si les trois ministres qui étaient du voyage n'en eussent depuis unanimement rendu témoignage ? — la reine croyait encore en Espartero ; elle avait hâte d'arriver à Lérída, où elle devait le rencontrer, persuadée qu'elle était qu'il ne souffrirait pas, lui, qu'on abusât plus long-temps de son nom pour outrager la majesté royale, pour attaquer la constitution dans les garanties dont elle couvrait l'usage des prérogatives de la couronne. Cette dernière illusion fut bientôt dissipée, car dès l'abord Espartero montra que les municipalités n'avaient agi que de concert avec lui ; dès l'abord il voulut dicter à la reine, d'un ton impérieux, les conditions dont les municipalités l'avaient séditieusement obsédée : il fallait, selon lui, changer sans délai le cabinet, et refuser la sanction royale à la loi que la chambre des députés venait de voter sur la réforme municipale.

Sur le premier point il n'y avait d'autre difficulté que le choix des nouveaux ministres, car le besoin d'une modification dans le cabinet était généralement reconnu ; les chambres elles-mêmes la désiraient : aussi la reine, avant son départ de Madrid, l'avait-elle promise à Espartero. Mais le général en chef présentait une liste de sujets dont

l'évidente nullité ne pouvait qu'affaiblir le pouvoir, déjà si faible à la suite d'une anarchie de six ans, et dont la couleur politique, sans être tranchée, n'en rendait pas moins inévitable une dissolution de la nouvelle chambre (*m*). La reine, au contraire, voulait appeler à ses conseils des notabilités parlementaires qui pussent raffermir l'autorité constitutionnelle du trône, et gouverner sérieusement avec cette même chambre, dont l'esprit offrait autant de garanties à l'ordre qu'à la liberté; la reine proposait d'ailleurs à Espartero la présidence du conseil sans portefeuille: c'était, comme on voit, l'associer à la régence du royaume.

Sur le second point, il y avait entre la reine et le général en chef un désaccord radical.

Or, veut-on savoir quelles objections opposait le général aux choix ministériels de la reine et à son penchant à l'approbation de la loi municipale? En M. Isturiz, qui figurait en tête de ces choix, Espartero reconnaissait et louait les rares qualités d'homme d'état et de citoyen qui, deux fois, l'avaient élevé à la présidence des cortès avant son court et courageux ministère de 1836, et deux autres fois l'y avaient encore reporté depuis; mais il disait de lui qu'il était l'ami de la France, et que c'était assez pour que ni le peuple ni l'armée n'en voulussent à aucun prix. De la loi municipale, il ne disait rien qui attaquât au fond ses dispositions; il n'aurait d'ailleurs rien su dire de semblable, lui qui de sa vie n'a ouvert un livre de politique ou d'administration, ni soutenu un quart d'heure de conversation sérieuse; il se bornait à invoquer le témoignage d'une centaine d'adresses qu'il s'était fait envoyer par les municipalités intéressées le plus à ajourner la réforme, et

soutenait que cette réforme, si bonne, si nécessaire qu'elle pût être en soi, devait être repoussée, par cela seul qu'elle était basée sur des idées françaises, ou, pour parler son langage, sur des idées *philippistes* (n).

On le voit, Espartero poussait loin sa haine pour la France. L'origine de cette haine n'est pas moins curieuse que ses effets. Ceci nous touche d'assez près pour que nous nous y arrêtions un moment. En 1814, les Espagnols nous avaient gardé, — à trop juste titre, il faut le dire, — une vive rancune de la guerre déloyale que Napoléon était allé leur faire. Les rapports fréquents que le commerce et le voisinage rétablirent à la paix, entre les deux peuples; la communauté d'efforts et d'espérances qui de 1813 à 1820 lièrent les francs-maçons politiques de la Péninsule aux carbonari français; l'appui que ceux-ci allèrent chercher auprès de ceux-là, sous leur régime constitutionnel de 1820 à 1823, et surtout l'expédition du duc d'Angoulême, qui, quoi qu'on en dise, fut éminemment populaire en Espagne, avaient fini par effacer entièrement les préventions qu'on nourrissait contre nous de l'autre côté des Pyrénées. Mais les officiers qui, en 1813, étaient partis avec Morillo pour le Pérou et qui, comme Espartero, n'en étaient revenus qu'en 1823, en avaient rapporté intacts leurs anciens préjugés anti-français. Ajoutez à ces prédispositions communes à tous les membres de la coterie américaine des Ayacuchos, que tant qu'Espartero commanda en sous-ordre dans les provinces basques, il eut presque toujours à opérer sur la gauche de l'armée, c'est-à-dire sur les côtes de Biscaye, et que ses rapports journaliers avec les officiers de la marine anglaise étaient d'autant moins propres à changer ses sentimens à



notre égard, qu'il n'ignorait rien des poignantes plaisanteries auxquelles les officiers français attachés au quartier-général avaient l'habitude de se livrer sur l'exagération proverbiale de ses bulletins. Ajoutez que, parvenu au commandement en chef, il rencontra chez les Anglais, sous les murs de Bilbao et dans une crise qui devait décider de sa fortune, une coopération dont l'efficacité ne contrasta que trop avec la tiédeur des autorités françaises de la frontière. Ajoutez enfin que, devenu plus tard l'allié des primitifs partisans de la constitution de Cadix, il crut et dit, avec leur immuable apôtre Arguelles, l'homme aux idées fossiles de 1812, que la France, sous Louis-Philippe comme sous Napoléon, avec M. le comte Molé comme avec M. Thiers, aspirait sans cesse à intervenir secrètement ou à découvert dans les affaires de l'Espagne, pour s'y enrichir et y dominer. Mais, ce qui mit le comble au mauvais vouloir d'Espartero envers la France, ce fut la conduite observée à son égard par notre cabinet du 12 mai.

Dans la discussion de l'adresse de 1840, M. Dufaure, comme nous l'avons dit ailleurs, avait attribué au maréchal Soult une part du succès que les négociations entamées avec les carlistes avaient obtenu à Vergara. C'avait été donner un démenti formel à Espartero qui, si souvent et sous toutes les formes, s'était fait gloire d'avoir tout obtenu dans ces négociations, sans aucune intervention étrangère. L'orgueilleux général, irrité au dernier point, fit répliquer son secrétaire par un article envoyé à plusieurs journaux, et dans lequel se trouvaient en même temps une diatribe contre le gouvernement français et un éloge outré de la coopération de l'Angleterre. Les premiers emporte-

ments de sa colère duraient encore quand lui arrivèrent les décorations de la Légion-d'Honneur demandées quelques mois auparavant pour ses officiers-généraux, en échange de la Toison-d'Or envoyée au maréchal Soult. Toutes avaient été accordées, moins la croix de commandeur demandée pour le trop célèbre brigadier Linage, secrétaire du général. Il est impossible d'imaginer les fureurs dans lesquelles entra Espartero; on eut toutes les peines du monde à l'empêcher de renvoyer brutalement toutes les croix en y joignant son propre grand-cordon. Ces deux incidents furent fort adroitement exploités par le colonel Wilde, véritable ambassadeur d'Angleterre près le quartier-général, pendant trois ans siège réel, siège unique du gouvernement espagnol, comme l'avait parfaitement compris lord Palmerston, plus habile en ceci que nos divers cabinets de l'époque. C'est depuis lors qu'Espartero vit et signala la main de la France dans tout ce qui soulevait ou pouvait soulever les haines du parti dont il avait embrassé la cause; c'est depuis lors que, dans tous ses ordres du jour, dans toutes ses adresses, dans toutes ses proclamations, il adopta cet éternel refrain d'*indépendance nationale*, devenu le mot d'ordre d'une espèce de croisade contre les prétendus envahissements de la diplomatie française, qui pourtant, et par malheur, ne s'occupait guère de l'Espagne.

On conçoit toute la puissance que de pareils antécédents avaient dû acquérir et conserver sur un esprit non moins dépourvu d'élévation naturelle que de lumières acquises. Aussi comprendrait-on sans peine qu'à la rigueur ils eussent suffi pour suggérer à Espartero, même en dehors de ses secrets engagements de parti, l'anathème dont

il frappa, dans la première conférence de Lérída, et la loi municipale que la reine se montrait disposée à sanctionner, et les ministres qu'elle se proposait de charger de son exécution.

Mais, dans cette mémorable conférence, la reine avait enfin senti la nécessité de mettre un terme aux despotiques exigences de son insatiable général. Il était noble à elle, convenons-en, de ne s'être laissé intimider ni par les criailleries factieuses dont on l'avait poursuivie depuis Saragosse, ni par les réclamations prétoriennes du quartier-général, et de se croire encore assez forte de son droit pour oser résister, précisément quand on avait à craindre le plus qu'elle ne succombât. Elle persista dignement dans ses intentions; Espartero ne voulut rien céder des siennes, et, malgré plusieurs autres conférences, la reine et le général, qui avaient fait route ensemble depuis Lérída jusqu'à Esparraguera, se séparèrent sur ce dernier point sans avoir pu s'entendre (o). La reine continua à se diriger sur Barcelone; Espartero tourna sur la gauche pour aller opérer, dans la Haute-Catalogne, contre Cabrera.

Or, comment Cabrera, qu'Espartero eût dû soumettre en Aragon quelques jours après la reddition de Morella, se trouvait-il en Catalogne avec toutes ses forces? Ceci mérite attention, car ce fut encore une suite du système constant que nous avons vu régler tous les mouvements, toutes les pensées d'Espartero. Espartero avait découvert que le fameux Aviraneta, dont les machinations avaient si bien réussi dans les provinces basques, travaillait à amener par les mêmes moyens la soumission de l'armée carliste en Catalogne; il avait découvert que Segarra, commandant en chef de cette armée, n'était pas éloigné de mettre bas les armes, pourvu que ce pût être aux pieds de la



reine régente elle-même, dont il avait appris la prochaine arrivée en Catalogne. Espartero, qui ne voulait pas que la guerre s'achevât par d'autres que par lui, et à un autre moment que celui qui lui convenait; Espartero, qui pressentait un obstacle à ses secrets desseins dans la gloire que la reine pouvait personnellement acquérir par le dénouement qui se préparait en Catalogne, s'empressa, au grand scandale de l'opinion publique, de dégarnir le passage de l'Ebre, à Mora, qui était fortement occupé par la division du comte de Velascoain, et poussa Cabrera vers ce passage, afin qu'il se jetât forcément sur la Catalogne et y bouleversât les plans de transaction de Segarra. Le seul fait de l'évacuation de Mora, que rien au monde ne saurait justifier, eût en lui-même suffi pour révéler les machiavéliques intentions d'Espartero, alors même qu'elles ne se seraient pas trahies tout-à-fait dans les instructions équivoques qui enchainèrent à Tortose le loyal O'Donell, après qu'il eut battu Cabrera à la Cenia. Espartero marchait ainsi à deux buts qu'il lui importait également d'atteindre : le monopole, pour lui, de la popularité attachée à la pacification du pays, et la prolongation de la guerre jusqu'au jour où cette pacification pourrait immédiatement profiter à ses secrets desseins.

Sur le premier point, les calculs d'Espartero réussirent, car Segarra, déconcerté par la subite invasion de Cabrera, fut obligé de chercher son salut chez les constitutionnels. Sur le second, ils furent déjoués par la finesse de Cabrera. Cabrera avait pénétré les vues d'Espartero, et était entré *volontairement* en France avec presque toute son armée, bien qu'il eût pu, sur le nouveau théâtre de la guerre, tenir la campagne jus-

qu'au printemps suivant, c'est-à-dire pendant neuf ou dix mois encore. La guerre se trouvait définitivement terminée.

Espartero alla triompher à Barcelone et y fut reçu en roi par la municipalité prolétaire qui n'avait pas même eu pour Christine les simples égards dus à une femme. Presque en même temps que lui, était arrivé le courrier extraordinaire porteur de la loi municipale votée par les deux chambres et pendante encore de la sanction royale. On sait ce qui arriva : sur l'avis unanime des six conseillers responsables de la couronne, la reine sanctionna la loi. Espartero donna sa démission, qui ne fut pas acceptée ; il consentit à conserver son commandement, et annonça qu'il repartirait le lendemain pour son quartier-général. Dans la nuit, une émeute éclata aux cris de *vive la constitution ! vive Espartero ! vive l'indépendance nationale ! mort aux Français ! mort aux ministres ! mort à la sanction !* On ne chercha nullement à comprimer l'émeute ; les ministres se retirèrent ; un nouveau cabinet fut promis : Espartero triompha (p).

Que les émeutiers, comme on a dit depuis en avoir acquis la preuve, n'aient été autres qu'une centaine de sous-officiers et chasseurs du régiment des guides d'Espartero (*cazadores de Luchana*), déguisés en bourgeois et mêlés à quelques centaines d'ouvriers embrigadés et soldés à cet effet, c'est là un point qu'il nous importe peu de discuter. Ce qui n'est contesté par personne suffit pour engager dans l'émeute barcelonaise du 18 juillet la responsabilité du général en chef. L'émeute n'avait, ni par le nombre, ni par le bruit, rien de bien redoutable, puisque le *Constitucional*, sa feuille en quelque façon officielle, a confessé

ingénument qu'au milieu d'une belle nuit d'été le repos de la ville n'en avait nullement été troublé, et que le lendemain la population avait été tout étonnée d'apprendre ce qui s'était passé (1). Espartero, soit par lui-même, soit par son confident Van Halen, capitaine-général de la province, disposait de toute la force armée, y compris les six bataillons de la garde nationale, animés du meilleur esprit. La force armée qui s'était trouvée sous les armes avait laissé passer et laissé faire; celle qui était dans ses quartiers ou aux portes de la ville y était demeurée; la garde nationale n'avait point été convoquée, quoique ses chefs fussent venus le solliciter avec empressement. Espartero fut donc le complice de l'émeute, s'il n'en fut pas l'auteur. Cela revient au même. Et d'ailleurs, quel intérêt peuvent avoir ses amis à nier qu'il les ait aidés alors, quand lui-même a si ouvertement donné les mains, comme on va le voir, aux insurrections bien plus graves qui suivirent celle de Barcelone, et qui n'en furent que la conséquence?

On avait remarqué qu'après avoir dicté les noms des nouveaux ministres imposés à la couronne, il avait affecté la plus grande indifférence pendant la longue crise ministérielle qui s'ensuivit, quoique plus d'une fois l'habile et courageuse attitude de la reine vis-à-vis des candidats qui étaient venus régler avec elle le nouveau programme, eût semblé mettre en question l'émeute nocturne du 18 juillet (q). Il avait ses raisons pour ne rien craindre. Huit ou dix jours après l'émeute, tout était déjà arrangé par lui de façon à ce que, quels que fussent les ministres qu'en définitive ac-

(1) Textuel.



ceptât la reine, la loi municipale n'en fût pas moins renversée, et avec elle la chambre modérée qui l'avait votée. Depuis plus de six mois, depuis que son secrétaire Linage avait envoyé à toutes les municipalités confédérées entre elles, des exemplaires de son scandaleux factum électoral, et en avait exigé des accusés de réception, Espartero était avec elles en correspondance directe, tantôt secrète, tantôt scandaleusement publique. A l'occasion de l'émeute de Barcelone, il avait reçu de nombreuses adresses de félicitation et jusqu'à des députés de ces municipalités. Celle de Madrid lui avait envoyé l'un de ses alcades, M. Ferro Montaos, avec qui il avait réglé tout ce qui restait à faire pour assurer la consommation de l'œuvre commencée. Ce que voulait Espartero, c'était qu'on donnât à la révolution des semblants de légitimité. Il était convenu que les municipalités ne prendraient pas l'initiative du conflit, et qu'elles se borneraient à opposer une résistance qu'on appellerait légale, à la promulgation de la loi sanctionnée par la reine, si les nouveaux ministres, quels qu'ils fussent, venaient à lui donner cours; cette résistance était d'autant plus facile, d'autant plus sûre, que les lois, en Espagne, ne sont obligatoires qu'après avoir été publiées à son de trompe par les municipalités. Il était convenu en même temps qu'Espartero refuserait l'appui de la force armée, dans le cas où le gouvernement voudrait en faire usage pour triompher de la résistance des municipalités (*r*).

L'insurrection de Madrid fut pourtant entreprise dans des conditions qui n'étaient point tout-à-fait celles du programme arrêté. Mais voici ce qui l'avait fait naître avant terme. La reine n'ayant pu, ni à Barcelone où elle était restée près d'un mois

encore après l'émeute, ni à Valence où elle se trouvait depuis quinze jours, s'entendre avec les différents ministres exaltés qu'elle avait successivement appelés, avait fini par s'arrêter à une idée de transaction qui semblait devoir dénouer toutes les difficultés de la situation. La session des cortès était encore ouverte, bien que depuis long-temps il n'y eût plus de séances, vu l'absence de tout conseiller de la couronne. La reine avait organisé, sous la présidence de M. Cortazar, un cabinet transitoire, dont les membres pouvaient marcher avec la majorité de la chambre des députés. Ce cabinet avait pour mission spéciale de faire promulguer la loi des municipalités, et de faire passer en même temps aux cortès une proposition portant abandon, de la part de la couronne, du droit que cette loi lui conférait, de désigner parmi les conseillers municipaux élus par le peuple, celui qui devait être investi du titre et des fonctions d'alcade (maire). Or, c'était là l'unique article sur lequel l'opposition eût fondé toutes ses accusations de prétendue infraction de la constitution. Mais précisément parce qu'ils voyaient prêt à leur échapper le prétexte sur lequel ils avaient compté jusqu'alors pour arriver à leurs fins, les révolutionnaires, au lieu de se calmer à l'annonce d'une pareille mesure, brusquèrent le conflit : c'était le 31 août que la nomination du nouveau cabinet était arrivée à Madrid ; le 1<sup>er</sup> septembre l'insurrection éclata (s).

M. Ferrer, président de la junte du gouvernement provisoire, n'en avait pas moins le droit de compter sur l'appui d'Espartero ; car dans une dépêche qu'il adressa à M. Burriel, son collègue de Saragosse, et qui fut interceptée par une autorité fidèle au trône, il lui mandait, après lui

avoir appris que la reine avait fort mal accueilli l'adresse de la junte de Madrid : « Vous le voyez, la reine s'aveugle encore sur sa position ; mais soyez tranquille ; tenez bon ; *Espartero se charge de lui ouvrir les yeux* ».

Espartero les lui ouvrit en effet, et les ouvrit à tout le monde par la réponse qu'il fit à l'ordre royal qui lui avait été envoyé, de marcher sur Madrid. Non qu'elle exprimât une désobéissance formelle : on a déjà vu qu'Espartero, jamais, n'eut le courage d'affronter de face les dangers d'une résolution hardie. Dans sa réponse, il n'obéissait ni ne désobéissait, il gagnait du temps ; il faisait l'éloge des dernières insurrections ; il affirmait qu'elles n'avaient d'autre objet que de *maintenir intacts le trône d'Isabelle II, LA RÉGENCE DE SON AUGUSTE MÈRE, la constitution de l'état et l'indépendance nationale* ; il engageait la reine régente à céder, et lui promettait que les insurgés reconnaîtraient aussitôt *la bonté de celle qui fut toujours LA MÈRE DES ESPAGNOLS*. Mais voici ce qui justifiait les pronostics de Ferrer ; voici ce qui ouvrait les yeux des plus incrédules. Dans cette adresse, qu'Espartero livrait aux journaux et dont il envoyait copie aux junte insurrectionnelles, il ne se bornait pas à répondre à la dépêche officielle qu'il avait reçue du ministre de la guerre, il répondait aussi à une lettre autographe de la reine, qui avait accompagné cette dépêche ; il la mentionnait formellement, cette lettre autographe ; il faisait savoir que la reine en personne l'avait pressé de marcher sur les insurgés, et lui avait promis de lui rendre à ce prix toute sa confiance. Or, en confondant ainsi dans une réponse commune la dépêche ministérielle et le billet confidentiel de la reine, Es-



partero péchait-il par ignorance ? Non, sans doute ; car cent fois il avait reçu de pareils autographes, et cent fois il y avait répondu à part. Mais, cette fois, il lui convenait de déchirer le voile des fictions constitutionnelles, il lui convenait de découvrir la reine, il lui convenait d'appeler sur elle, sur sa personne, tous les traits de l'insurrection (t).

Au surplus, ce n'était là que le prélude des manœuvres décisives d'Espartero. Bientôt appelé lui-même à former le cabinet qui devait mettre un terme à cette épouvantable crise de trois mois, au lieu de rejoindre en quelques heures la reine, comme il le pouvait en prenant à Barcelone un bateau à vapeur, et d'aller avant tout se mettre d'accord avec elle, il demanda à se rendre d'abord et se rendit en effet à Madrid ; et que s'y passa-t-il aussitôt qu'il y fut arrivé ? Jusque-là aucune junta n'avait élevé la voix contre la reine ; aucune n'avait fait remonter ses griefs au-delà de la responsabilité ministérielle ; toutes, — on a vu qu'Espartero lui-même en était convenu, — toutes avaient voulu conserver intacte la régence de Christine (u). Son autorité, son honneur, son nom avaient été respectés. Il y a plus : un journal ayant osé, dans les premiers jours de la révolution, offenser la reine-mère et mettre en doute son autorité, la junta provisoire du gouvernement, sur une demande signée de tous les officiers de la garde nationale, avait livré aux tribunaux le rédacteur, que le jury avait unanimement condamné à quatre ans de prison. Espartero arrive : tout change en un clin-d'œil. Un pamphlet immonde, où les mauvaises passions de la révolution vont puiser des prétextes d'incapacité légale à opposer à la régence et même à la tutelle de la reine-mère,

est à grands cris impunément vendu par milliers dans les rues, et à un prix qui ne couvre point les frais de son impression. Des délégués de toutes les juntes provinciales, convoqués *ad hoc*, à l'avance et en toute hâte, s'érigent en junta centrale, et, dans un programme qu'ils remettent au futur président du conseil, demandent pour la première fois, demandent au nom de la nation que des coregents soient adjoints à la reine-mère.

Espartero part pour Valence avec les collègues qu'il s'est choisis, laissant à Madrid des instructions qui ne permettent ni les réunions ni la dissolution de la junta centrale; il n'en veut que comme d'une réserve. Si, comme il l'espère, la reine abdique plutôt que de souscrire au programme, la junta, dont les prétentions pourraient gêner le nouveau gouvernement, sera dissoute; si la reine résiste, la junta sera déchainée, et la terreur imprimée par ses premières mesures fera le reste; un président docile et sûr répond de tout (1). Le plan réussit à souhait. La reine abdique. Espartero est chef d'une régence provisoire. Les cortès modérées sont dissoutes. Celles qui doivent les remplacer ne s'assemblent que trois mois après le terme de rigueur fixé par la constitution. Espartero profite du délai pour préparer les voies ténébreuses, les voies de *transac-tion* qui doivent le porter en titre à la régence unique, lui qui, les larmes aux yeux, avait déclaré à la reine Christine que la régence multiple était une nécessité fatale de la situation. Enfin il est nommé. Le triomphe toutefois ne lui paraît pas

(1) C'était le général San-Miguel, devenu capitaine-général de Madrid sous la régence provisoire, et ministre de la guerre du régent définitif.

complet. La reine, encore debout sur les marches du trône, même comme simple tutrice, l'offusque et le gêne. Il faut que la tutelle lui soit ravie. Il sait que les cortès n'y manqueront pas, au besoin. Mais il sent que sa propre responsabilité est engagée dans toute usurpation consommée par les cortès, car, investi de toutes les prérogatives du trône, il a le droit et le devoir de renvoyer les ministres qui voudraient souffrir cette usurpation, et de dissoudre les chambres qui oseraient la tenter. Ses instincts de transaction lui viennent en aide. Il négocie l'abdication volontaire de la tutelle, échoue, s'en irrite, et livre aux cortès la reine indocile pour qu'elles la dépouillent de son auréole de mère, comme il l'a dépouillée lui-même de sa couronne de reine.

Le voilà donc, lui, l'humble fils du charron de Granatula, devenu régent unique et sans encombre de cette vieille et noble monarchie de Charles-Quint, si fière encore de ses gloires aristocratiques et royales. Mais dans trente-neuf mois sonnera l'heure de la majorité de la jeune reine. En supposant qu'Espartero se maintienne jusque-là, n'aura-t-il donc si long-temps et par tant de voies travaillé à gravir le sommet où le voilà parvenu que pour en redescendre si tôt? Se contentera-t-il d'y avoir un moment constaté la victoire du principe démocratique? Qu'on ne se y trompe pas : Espartero n'appartient à la démocratie que par le hasard de sa naissance; ses opinions, ses goûts, ses rêves d'avenir, ont une tout autre tendance. Voyez-le plutôt, passionné constamment pour toutes les distinctions nobiliaires, pour les plus futiles comme pour les plus sérieuses; voyez-le se chamarant de rubans et de plaques; voyez-le s'arrogeant, au mépris des lois et en dépit des



cortès, le titre d'altesse, s'entourant déjà de gardes-du-corps et se faisant enfin décerner les honneurs royaux (v). Et ce serait là le Washington de la révolution espagnole ! Que ses propres amis y prennent garde et que l'Europe continentale y veille, elle qui sans doute ne voudra pas que l'Angleterre asservisse à jamais la Péninsule. Espartero, dans ses continuelles protestations de désintéressement, a bien souvent juré que ce qu'il ambitionnait le plus, pour prix de ses services, c'était de devenir un jour alcade de son pays. Mais Espartero est Espagnol, et pourrait bien avoir pensé, avec Lope de Vega, qu'en Espagne, le meilleur alcade c'est le roi (*El mejor alcalde, el rey*).

---

## NOTES.

---

(a) page 2, ligne 33.

Le nom de la fatale victoire remportée au Pérou, sur les restes de l'armée royale, par l'armée insurgée, très-inférieure en nombre et en qualité, est demeuré attaché à tous les officiers qui ont servi dans cette partie des anciennes colonies espagnoles, quoique tous pourtant ne se soient pas trouvés à Ayacucho. Mais les officiers du continent, qui ont appliqué indistinctement ce surnom à leurs camarades d'outre-mer, ne leur pardonnaient ni la rapidité de leur avancement au Pérou, ni l'esprit de coterie dont on les avait vus s'entraider sans cesse depuis leur retour en Espagne, ni, bien moins encore, les préférences dont Ferdinand VII les avait rendus l'objet, quand tout, au contraire, semblait appeler l'animadversion royale sur les vaincus d'Ayacucho. Voici cependant l'explication naturelle que cette dernière circonstance empruntait de la situation.

Les Ayacuchos rentrèrent en Espagne en 1825, au moment où, l'armée espagnole venant d'être entièrement licenciée, Ferdinand n'avait d'autres troupes que les troupes françaises qui avaient opéré sa délivrance ; au moment où il s'agissait de réorganiser l'armée espagnole sur des bases épurées. A cette époque, le gouvernement ne savait où prendre des officiers supérieurs qui ne fussent pas entachés de libéralisme. Il avait bien, il est vrai, les cadres de l'armée de la foi ; mais ces cadres offraient un au-

tre danger. Ferdinand à leurs yeux n'était lui-même qu'un libéral, et déjà deux révoltes avaient essayé de lui substituer don Carlos, celle du général Capapé en 1824, et celle du général Bessièrès en 1825. Les officiers supérieurs qui arrivaient du Pérou avaient aux yeux du roi plus d'un tort sans doute, mais ils n'appartenaient ni aux sociétés secrètes, ni aux conspirations carlistes. Ils pouvaient se dire royalistes, et ce titre effaçait tout. L'esprit de parti entraîne dans tous les camps les mêmes scandales. Le titre de royaliste avait suffi, en 1824, pour élever au commandement militaire les héros de grand chemin qui avaient pris parti dans l'armée de la foi. Le titre de libéral suffit aujourd'hui à tel brigadier-général pour faire oublier qu'il était, il y a huit ans, gargonier, contrebandier et voleur dans les montagnes de la Navarre.

Les Ayacuchos furent donc presque tous employés, et plusieurs d'entre eux, comme Espartero dans son régiment de Soria, et surtout comme le général Rodil, aujourd'hui radical extrême, montrèrent un zèle farouche à tourmenter, à pourchasser les officiers libéraux de l'ancienne armée constitutionnelle, ce qui, comme on le pense bien, devint plus tard un grief de plus contre les Ayacuchos.

Il faut le dire pourtant, la prévention qui s'élève contre eux admet d'assez nombreuses et fort honorables exceptions. On reconnaît que l'esprit de cotterie qu'on leur reproche généralement n'a pas empêché plusieurs d'entre leurs généraux et officiers supérieurs de demeurer fidèles à la cause de l'ordre, malgré les avantages que leurs anciens compagnons pouvaient leur assurer dans le camp contraire; on reconnaît que tous n'ont pas participé aux torts qui amenèrent ou accélérèrent l'évacuation du Pérou; on reconnaît que tous n'ont pas avancé en Amérique et en Espagne avec la même rapidité, et que parmi ceux dont l'avancement a été rapide, il s'en est trouvé qui l'avaient suffisamment justifié par leurs services; on reconnaît que si la plupart furent, avec Espartero et Rodil, trop complai-



sants instruments du despotisme, d'autres surent être libéraux alors qu'il y avait quelque courage à se montrer tels, comme le malheureux général Cantérac, par exemple, que son libéralisme n'a cependant pas empêché d'être massacré à Madrid au nom de la liberté; on reconnaît enfin que parmi les Ayacuchos parvenus aux premiers grades de l'armée, il en est plusieurs qui ont su se concilier l'estime générale et comme militaires et comme citoyens.

(b) page 15, ligne 8.

Il ne faudrait pas que les éloges si impartialement accordés au courage personnel d'Espartero fissent croire qu'il y avait dans ce courage quelque chose d'extraordinaire qui commandât et absorbât, en quelque façon, l'attention de l'armée. Oui, Espartero s'est souvent montré soldat intrépide; mais le brave baron de Meer, arrêtant seul dans leur fuite, à Alsazua, ses soldats démoralisés et leur criant : *Si nous ne savons nous battre, sachons du moins mourir*; les entraînant électrisés à sa suite dans les premières attaques qui préparèrent le succès imprévu de Luchana, et les étonnant partout par son incomparable sang-froid, véritable courage du chef militaire; mais le malheureux et à jamais regrettable Cordova, marchant seul à l'attaque pour y ramener ses bataillons trois fois repoussés, dans l'affaire où son ordre du jour avait désigné, comme point de réunion, *le camp ennemi*, comme point de retraite, *l'éternité*; ou bien s'emparant, au sommet de las Amezcuas, du fusil d'un grenadier et concourant ainsi de sa personne, en tête d'un bataillon du 2<sup>e</sup> léger, à la charge qui sauva l'armée qu'un autre commandait; mais le jeune Pavia, renouelant au pont d'Arquijas la merveille d'Arcole; mais Buerens, à Mendigorria; mais Concha, à Aroniz; mais le *Murat espagnol*, l'impétueux, le brillant Diégo Léon, comte de Velascoain; mais Lorenzo, mais le jeune Zavala, mais vingt autres

encore, ont également donné d'éclatantes preuves d'un courage personnel qui ne le cédait en rien à celui d'Espartero. Qu'on distingue donc : Espartero fut toujours brave, très-brave, mais non le plus brave. Il nous importait d'en faire la remarque, pour que nos éloges n'impliquassent pas infériorité de la part des dignes officiers qui se sont distingués aussi sous ce rapport.

(c) page 21, ligne 27.

La colonne de Gomez avait pourtant été surprise, à Villarobledo, par un hardi coup de main que le commandant de la cavalerie d'Alaix, le brave colonel don Diégo Léon, avait fort habilement conçu et vivement exécuté, à la tête de son beau régiment des hussards de la Princesse. Mais ce succès des armes de la reine, dû tout entier au jeune chef de la cavalerie, fut loin de profiter à la réputation d'Alaix, car il donna lieu, au contraire, à un redoublement d'accusations contre lui. Au lieu de poursuivre l'ennemi dont ce premier échec affaiblissait le moral, Alaix perdit, à Villarobledo, plusieurs jours à prendre les dispositions les plus embarrassées pour faire conduire triomphalement à Madrid les 1,000 prisonniers que Léon avait faits, et depuis lors ne put plus atteindre Gomez.

(d) page 10, ligne 29.

Les moyens mis en usage par le général Narvaez pour arriver en aussi peu de temps à la levée et à l'équipement de sa petite armée sont fort curieux. Narvaez avait calculé que les divers corps qui avaient parcouru l'Andalousie à la poursuite de Gomez avaient dû y laisser un grand nombre de déserteurs. Muni des pleins pouvoirs du gouvernement, il arrive et fait aussitôt publier un ban dans lequel il somme tous les déserteurs de se présenter sur tels et tels

points, dans un délai déterminé, les prévenant que passé ce délai tous ceux qui seront saisis seront immédiatement fusillés, sans autre forme de procès qu'une reconnaissance d'identité. Les lois de la guerre autorisaient les rigueurs de cette mesure, car il s'agissait de désertion en face de l'ennemi. Le jour même où le délai expira, il fit saisir quelques déserteurs dont la retraite lui avait d'avance été signalée. Ils furent exécutés sur-le-champ; la terreur se répandit dans le pays, et HUIT MILLE déserteurs se présentèrent, amenés pour la plupart par leurs propres parents. Le général visita ensuite les dépôts de prisonniers de guerre carlistes, et n'eut que l'embarras du choix dès qu'il offrit d'admettre tous ceux qui voudraient prendre du service dans les rangs de l'armée constitutionnelle; il tira de ces dépôts 4,000 hommes, et ce fut parmi ceux-ci qu'il recruta le bataillon de ses guides, l'un des plus beaux et des mieux disciplinés de l'armée. Ces 12,000 hommes de la première levée étaient, comme on le voit, déjà aguerris; il ne leur manquait pour en faire d'excellentes troupes que la bonne organisation que le jeune général sut leur donner en fort peu de temps. Aussi, tous les bataillons de l'armée de réserve appelés à faire la dernière campagne d'Aragon s'y sont-ils fort bien conduits. Entre autres, le bataillon des guides du général, qui, comme nous l'avons dit, était composé d'anciens prisonniers de guerre carlistes, s'est fait remarquer par la fidélité qu'il a gardée jusqu'au dernier moment à la cause de la reine, malgré toutes les séductions dont la révolution l'avait environné pour ébranler cette touchante fidélité.

Quant à l'équipement des 12,000 hommes, voici comment Narvaez s'y prit pour l'obtenir des autorités locales. Il parcourut l'Andalousie, fit assembler dans chaque capitale de province et harangua les députations provinciales (espèces de conseils généraux de département, avec une partie des attributions de nos préfets, notamment en ce qui touche la surveillance et la gestion des fonds municipaux);



il leur fit comprendre que l'organisation de l'armée de réserve avait principalement pour but de mettre leurs foyers à couvert d'incursions comme celle de Gomez. Le souvenir des maux soufferts et l'immense popularité du général qui y avait mis un terme rendirent les députations provinciales on ne peut plus dociles, et elles s'empressèrent de fournir à titre d'à-compte, à valoir sur les contributions, tout ce qui leur fut demandé. Comme les demandes avaient été calculées d'avance sur les ressources de chaque localité, tout fut promptement réalisé, sans que le gouvernement eût à déboursier un seul maravédi.

(e) page 36, ligne 6.

La prétendue société secrète des *Jovellanistes*, dont le général Espartero a fait tant de bruit, mérite bien que nous en disions deux mots.

Dans les derniers temps du ministère de la Granja, quelques jeunes hommes de cœur, attachés au parti modéré par leurs sympathies bien plus que par leurs actes, se persuadèrent que les gens sensés n'auraient raison des révolutionnaires, en Espagne, que lorsque, pour les attaquer et s'en défendre, ils en appelleraient comme leurs ennemis à l'association secrète. Ces jeunes gens pensaient, comme l'avait dit en 1809 à la junte centrale le sage et vénérable Jovellanos, que les idées constitutionnelles étaient vieilles et nationales en Espagne, et n'avaient nul besoin pour y prospérer des leçons et des exemples que le parti radical cherchait sans cesse dans les sanglantes archives de la révolution française. Le nom de Jovellanos leur parut donc fort propre à caractériser une association qu'ils prétendaient opposer aux disciples de Danton. Ils avaient au quartier-général de l'armée, parmi les jeunes aides-de-camp aristocratiques que Cordova avait légués à Espartero, des amis et même des parents avec lesquels ils étaient en correspondance. Ils leur soumirent le projet d'association jovellaniste, qui

fut fort goûté, et que le général en chef s'empressa de mettre à profit pour contreminer l'intrigue ourdie contre lui par Mendizabal et Calatrava ; mais ils furent moins heureux dans leurs tentatives auprès des hommes politiques qui jusque-là avaient fait la force et la gloire du parti modéré. Les prosélytes ne venaient pas, et quand le pouvoir créé par l'insurrection de la Granja fut renversé et sembla l'être pour toujours, l'association jovellaniste en était encore, à Madrid du moins, à l'état de projet, tourné en ridicule par ceux-là même qu'on avait espéré y rattacher avec plus de facilité. On comprend aisément que ce n'était plus quand le parti modéré était arrivé aux affaires, et par un ministère sorti de son sein et par une imposante majorité dans les chambres, qu'il était possible de le plier à la règle d'une association dont il n'avait pas voulu dans les détresses de l'opposition. Il était donc constant pour tout le monde, au moment où le général en chef lança son réquisitoire, que la société par lui dénoncée n'était qu'un fantôme, et qu'il n'y avait jamais eu en Espagne d'autres jovellanistes que le dénonciateur lui-même et les rares correspondants dont il s'était servi l'année précédente pour renverser le cabinet calatrava. Les révolutionnaires n'en ont pas moins fait depuis de cette ridicule accusation de jovellanisme le texte banal de leurs anathèmes. C'est devenu le *Pitt et Cobourg* de la révolution espagnole.

(f) page 50, ligne 10.

De tous les moyens employés par Aviraneta, celui qui lui réussit le mieux fut la falsification de certaines lettres qu'il avait soin de faire intercepter par l'ennemi. Au nombre de ces lettres se trouvaient de prétendues communications, en partie chiffrées, qui établissaient des rapports secrets entre Maroto et la société supposée des jovellanistes. Mais ce qui fit le plus de bruit, ce furent des lettres qui, avec

les plus séduisantes apparences de fondement, présentaient la reine comme fatiguée de la lutte et s'étant mise d'accord avec Espartero pour livrer le trône à don Carlos. Le prétendant envoya ces lettres à tous les agents diplomatiques qu'il entretenait près les principales cours de l'Europe, leur enjoignant de les porter à la connaissance des gouvernements étrangers. Tous ces mystères sont aujourd'hui dévoilés dans les mémoires que vient de publier Aviraneta lui-même.

(g) page 53, ligne 1.

Le 27 avril est l'anniversaire de la naissance de la reine Christine, et en choisissant ce jour-là pour commencer ses opérations contre Ramalès et Guardamino, Espartero avait entendu, disait-il dans son rapport, porter bonheur aux armes constitutionnelles. Tous les ans, le 27 avril, et, dans le même esprit, le 24 juillet, jour de Sainte-Christine, Espartero avait grand soin d'entreprendre quelque chose qui vint lui fournir plus ou moins justement l'occasion d'envoyer un bulletin-bouquet à SA reine. Au milieu de ses plus chauds accès de libéralisme intermittent, Espartero conservait encore, en parlant de la reine, ces formules d'un dévouement ultra-monarchique.

(h) page 62, ligne 2.

Les occasions d'attaquer et d'anéantir l'ennemi, dès les premiers jours de la dernière campagne d'Aragon, avaient été si fréquentes, que vingt fois la bouillante impatience du comte de Velascoain (D. Diégo Léon), commandant en chef de la cavalerie, avait sollicité du général en chef l'autorisation d'en profiter. Le jeune général avait fini par se brouiller à ce sujet avec Espartero, et s'était retiré de l'armée qu'il ne rejoignit que lorsque le moment d'agir fut enfin venu.



(i) page 65, ligne 30.

L'accusé de réception du pamphlet de Linage fut, pour toutes les municipalités révolutionnaires, le prétexte d'un premier pas dans cette correspondance inconstitutionnelle, constamment entretenue depuis entre elles et le quartier-général.

(j) page 67, ligne 19.

Tout le secret du triomphe des modérés, dans les élections de 1840, est dans le nombre des électeurs qui firent usage de leurs droits. Plus de 400,000 citoyens concoururent.

On a parlé de violences. La violence démagogique, qui éloigne des urnes tous les hommes paisibles, se comprend bien; mais comment expliquerait-on la violence qui les y aurait amenés?

On a parlé de contrainte morale exercée sur les employés par des menaces de destitution. Mais du moment où le manifeste de Linage vint constater la scission entre un ministère qui n'avait de racines dans aucun parti et le général en chef qui les dominait tous, il devint évident que les employés opteraient pour le général en chef, de qui ils avaient bien plus à espérer et à craindre que des ministres. Aussi votèrent-ils presque partout pour les candidats de l'opposition, comme ils s'en sont vantés eux-mêmes depuis la révolution du mois de septembre dernier, et comme presque tous les chefs politiques (préfets) les en avaient accusés précédemment.

On a parlé de corruption; mais tout ce que la révolution, parvenue au pouvoir, a pu ramasser dans les archives du ministère de l'intérieur, c'est la preuve d'une dépense de 50,000 fr. pour tous frais extraordinaires d'élections. A-t-on avec 50,000 fr. fait face à des frais légitimes et inévitables et soudoyé en outre la majorité des 400,000 électeurs?

Il a d'ailleurs été établi que, même en supposant

L'annulation de toutes les élections attaquées dans l'orageuse discussion qui, pendant un mois, fut consacrée à la vérification des pouvoirs, les élections non contestées n'en auraient pas moins donné la majorité à l'opinion modérée. C'est là une réponse péremptoire à donner à ceux qui, pour excuser la révolte contre les lois votées par la chambre de 1840, se sont mis à disputer la légitimité du mandat de cette chambre.

(k) page 74, ligne 24.

La reddition de Morella valut à Espartero, outre un nouveau duché nominal, la toison d'or, qui compléta la collection de ses colliers d'ordres de chevalerie. Il est vrai que les grâces royales se trouvant épuisées, les grâces populaires vinrent y suppléer. Plusieurs communes nommèrent Espastero leur académie honoraire, et l'Université de Valence le nomma docteur *in utroque*, par un beau diplôme orné d'une vignette allégorique représentant, — qui le croirait? — Hercule écrasant à coups de massue des écrevisses. Était-ce une allusion épigrammatique à la facilité des succès du général? Était-ce l'insinuation d'une Saint-Barthélemi contre les modérés? (On donne aux modérés, en Espagne, le sobriquet d'écrevisses, *cangrejos*.)

(l) page 75, ligne 8.

Un seul député de l'opposition, le général don Pedro Mendez Vigo, annonça qu'il se proposait d'adresser aux ministres une interpellation à propos des projets de voyage de la reine. Mais ce général, enfant perdu du parti républicain, n'était point, comme les autres membres de l'opposition, dans la confidence des desseins concertés entre Espartero et les meneurs de la révolution. Aussi l'opposition, par l'organe de M. Olozaga, s'empressa-t-elle de désavouer Mendez Vigo, et de protester, dans les

termes les plus monarchiques, de son profond respect pour les motifs qui pouvaient porter la couronne à entreprendre le voyage de Barcelone. Mendez Vigo fut circonvenu par ses collègues de la gauche, mis à son tour dans la confiance et amené à se taire. Et ce sont ces mêmes hommes qui depuis ont osé dire que le voyage de Barcelone avait caché des arrière-pensées contre-révolutionnaires !

(m) page 77, ligne 5.

Les candidats d'Espartero étaient MM. Onís, pour la secrétairerie d'état (affaires étrangères) ; Luzuriaga, pour le ministère des grâces et de la justice ; Silvela, pour le ministère du gouvernement de la Péninsule (intérieur) ; Valentin Ferraz, pour la guerre, et Joseph Ferraz, pour les finances ; M. Sotelo était conservé à la marine. Or, veut-on connaître les idées parlementaires d'Espartero ? Des six ministres qu'il voulait faire ; cinq étaient étrangers aux chambres. Veut-on juger de son tact politique ? Deux questions intérieures étaient à l'ordre du jour et dominaient la situation : le règlement des fueros des provinces basques et la réforme des municipalités. Eh bien ! le nom seul de M. Luzuriaga était une difficulté de plus dans la première des deux questions, car M. Luzuriaga, membre de la dernière chambre des députés, y avait attaqué avec une violence inouïe les fueros du pays vasco-navarrais, lorsqu'il s'était agi de la confirmation du traité de Vergara, et son discours avait soulevé contre lui, dans tout ce pays, une indignation d'autant plus grande, que M. Luzuriaga était lui-même basque. M. Silvela, appelé comme ministre de l'intérieur à conseiller à la couronne un refus de sanction contre la loi municipale votée par les chambres, était auteur d'un traité sur l'organisation et les attributions des municipalités, dont cette loi n'était que le résumé.

Quoique les cinq candidats d'Espartero appartenissent à la fraction la plus raisonnable du parti exal-



té, ils n'en étaient pas moins dans l'impossibilité de s'entendre avec la majorité qui s'était prononcée dans les deux chambres. Mais cette difficulté, loin d'arrêter Espartero, faisait précisément à ses yeux le principal mérite des candidats, car il ne voulait ni de la nouvelle chambre des députés, ni des lois qu'elle avait votées, et la dissolution entraînait nettement dans les prévisions de son programme.

(n) page 78, ligne 5.

La presse française, qui, de la meilleure foi du monde, parle de l'Espagne dans des termes qui rappellent parfois aux gens du pays les contes publiés, il y a quelques années, au nom d'Herschell, sur la lune et ses prétendus habitants, s'est étrangement laissé abuser à l'égard de la question municipale dont la révolution espagnole a fait le prétexte de sa dernière prise d'armes. Elle a dit et répété cent fois, elle croit encore que la réforme dont il s'est agi l'année dernière, touchait aux droits séculaires de la municipalité espagnole. Elle a dû le dire, elle doit le croire, car les franchises municipales de la Péninsule et ses tendances fédératives sont les deux pivots convenus de toute discussion française sur les conditions politiques de l'Espagne. Ce n'est ici ni le lieu ni l'occasion d'établir que la centralisation date en Espagne de beaucoup plus loin qu'en France, et que son affermisement y rencontrerait bien moins d'obstacles que n'eurent chez nous à en surmonter la constituante, la convention et Napoléon. Quant aux fameuses franchises municipales, qu'on le sache bien, depuis plusieurs siècles elles n'étaient, en Espagne comme en France, qu'à l'état de souvenirs historiques.

Dans toutes les communes qu'il importait à la couronne de soumettre à son influence, les charges de conseillers municipaux (*regidores*) étaient vénales et héréditaires. Les titulaires, presque tous grands d'Espagne, nobles titrés ou riches propriétaires liés d'intérêts à l'aristocratie, pouvaient, avec l'agré-

ment du roi, se faire suppléer par des agents de leur choix dont ils recevaient tribut. Le président de ces corps, soi-disant populaires, qu'il s'appelât *alcade major*, comme dans les chefs-lieux de canton (*cabeza de distrito*); *corregidor*, comme dans les cités importantes par leur position, leur ancienneté ou leur population; gouverneur, comme dans les places de guerre; assistant (*asistente*), comme à Séville, était toujours nommé par la couronne et avait voix délibérative et prépondérante au chapitre (*cabildo*). Les privilèges du président royal s'étendaient quelquefois, comme à Séville, jusqu'à faire compter son vote, dans certains cas, comme équivalant au tiers des voix.

Telle était la municipalité *séculaire* que la révolution espagnole avait trouvée établie. Les cortès, après quelques essais de modifications fondées sur les principes proclamés par la constitution de Cadix, ne songèrent sérieusement qu'en 1823 à la réformer de fond en comble, et voici dans quel esprit elles agirent. La révolution espagnole venait de rompre avec l'Europe, elle s'attendait à une invasion française et se faisait illusion sur ses forces; elle crut pouvoir renouveler les prodiges de la résistance opposée à Napoléon, et s'attacha à organiser les municipalités de manière à ce que chacune d'elles pût au besoin devenir tête de gouvernement, comme chacune des junte improvisées en 1808. Ce fut le 3 février que la loi fut votée; c'était le 11 janvier que les cortès avaient jeté le gant aux puissances signataires des notes comminatoires qui leur avaient été communiquées.

Mais les cortès n'avaient pas eu le temps d'organiser leur anarchie municipale. Elles étaient tombées plus tôt qu'elles ne l'avaient cru, et leur loi ne fut mise à l'essai qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1837, et par une simple ordonnance rendue sous le ministère que l'insurrection de la Granja avait porté au pouvoir. Et encore les cortès constituantes appelées alors à refaire la constitution de Cadix, avaient-elles reconnu et proclamé, les premières, que la loi

municipale remise en vigueur ne pouvait fonctionner sans d'importantes modifications. Ces modifications furent agitées dans la session de 1838 et dans celle de 1839. Ainsi la loi qu'il s'agissait de réformer en 1840, cette loi qui, disait-on, tenait aux vieilles mœurs municipales de la Péninsule, n'avait que trois ans d'existence, trois ans d'une existence provisoire, trois ans d'une existence mise en question dès le premier jour.

Les principes de la loi nouvelle que le parti modéré voulait substituer à celle-là, avaient sans doute été puisés aux mêmes sources que ceux de la loi municipale française. La base de l'élection était pourtant plus large; l'autorité des alcades était moindre que celle de nos maires, et l'intervention des ayuntamientos était plus étendue et plus fréquente que celle de nos conseils municipaux. Au surplus, ce reproche d'origine étrangère n'était de la part des exaltés qu'un prétexte, car c'était un des leurs, M. Silvela, qui le premier en Espagne avait formulé un projet de loi analogue à la loi municipale française.

Au fond, personne, — qu'on le remarque bien, — *personne* dans la discussion des chambres n'avait osé défendre le système municipal en vigueur; tout le monde avait hautement reconnu la nécessité d'enlever aux ayuntamientos les attributions politiques qu'ils s'étaient arrogées et l'urgence de leur soumission aux ordres du gouvernement central en tout ce qui touchait aux intérêts généraux de la nation. *Personne* n'avait sérieusement attaqué la nouvelle loi, ni dans son principe d'organisation, ni dans ses limites d'attributions. Toute la discussion avait porté sur un seul point. La constitution dit que les ayuntamientos seront nommés par les électeurs auxquels la loi confèrera ce droit. La couronne, en se réservant, comme en France, la faculté de désigner *parmi les élus du peuple* celui qui devait exercer les fonctions d'alcade (maire), fonctions pour la plupart émanées du pouvoir exécutif, prétendait qu'elle n'enfreignait en rien la constitution,



car elle n'introduisait dans l'ayuntamiento aucun agent étranger à l'élection populaire. L'opposition voulait que les électeurs assignassent aux membres nommés leurs charges respectives, et repoussait l'aleade nommé par la couronne, comme si l'investiture royale eût imprimé au front de l'élu du peuple un caractère d'indignité. Là gisait toute la question. Elle fut résolue constitutionnellement dans le sens des prétentions de la couronne. Les ayuntamientos crièrent à l'infraction de la constitution ; Espartero fit le reste. Et quelle a été dans cette question l'attitude du peuple, que la révolution avait supposé si jaloux de conserver les franchises municipales consignées dans la loi de 1823 ? Qu'on en juge par ce qui se passa à Madrid, trois mois après le triomphe de cette révolution ; sur 40,000 électeurs, il ne s'en présenta que..... 337 !!!

( o ) page 81, ligne 20.

Trois ministres accompagnaient la reine : M. Perez de Castro, ministre des affaires étrangères ; le comte de Clonard, ministre de la guerre, et M. Sotelo, ministre de la marine. Ce dernier était l'ami d'Espartero ; le comte de Clonard était arrivé aux affaires avec l'agrément du général en chef, aux yeux de qui il avait le mérite de s'être prononcé, trop vivement peut-être, comme capitaine-général de l'Andalousie, contre les généraux Cordova et Narvaez, à la suite de l'émeute de Séville. Aussi la reine avait-elle espéré de les conserver dans le nouveau cabinet qui devait se former sous la présidence d'Espartero. C'est pour cela qu'ils furent du voyage avec M. Perez de Castro, que ses fonctions de président du conseil y avaient obligé. Dès que la reine se trouva en butte à des outrages commis au nom d'Espartero, M. Perez de Castro et le comte de Clonard se mirent instinctivement sur un pied de certaine réserve vis-à-vis de M. Sotelo, non qu'ils le crussent moins qu'eux dévoué au trône, mais

parce qu'ils sentaient tout ce qu'avaient pour lui d'embarrassant, en de pareilles conjonctures, ses rapports d'amitié avec Espartero, et s'attachèrent plus particulièrement que leur collègue à consoler la reine. Ils devinrent ainsi les confidents naturels de ce qu'elle croyait pouvoir dire de ses conférences avec le général en chef.

Dans toutes ces conférences, la reine avait constamment conservé l'espoir d'amener Espartero à résipiscence, et voici ce qui nourrissait cet espoir, suivant ce qu'elle arriva elle-même à avouer à MM. de Castro et de Clonard. Elle avait remarqué que, dans chacune de ses discussions avec Espartero, celui-ci finissait par se montrer convaincu, ou du moins par se reconnaître contraint au silence par les arguments de son interlocutrice, et qu'il ne revenait à la charge que le lendemain. La reine en avait déduit qu'Espartero apportait à chaque conférence une leçon que d'autres lui avaient apprise, et que, après avoir épuisé ses munitions d'emprunt, il demeurerait désarmé contre l'imprévu de la discussion. Cette conséquence en amenait une autre, et c'est que dès qu'Espartero, débarrassé des dernières opérations qui l'appelaient au nord de la Catalogne, se trouverait rendu à lui-même, il deviendrait facile de le convaincre de l'inconstitutionnalité manifeste de son programme.

Aussi n'y avait-il pas eu rupture, bien qu'on se fût séparé à Esparraguera sans être encore parvenu à s'entendre, comme nous l'avons dit, en ce sens qu'aucune des deux parties n'était arrivée à faire adopter à l'autre son programme. Des deux côtés on était même convenu d'ajourner la question et de la reprendre sur ces cinq bases : 1° un changement de cabinet ; 2° la présidence du conseil, sans portefeuille, pour Espartero ; 3° une place dans le nouveau ministère pour M. Isturiz, sauf conférence préalable entre le général en chef et lui ; 4° le concert de tous les deux pour le choix des autres ministres ; 5° le règlement du programme en conseil. On le voit, tout en paraissant transiger, Espartero n'avait

rien cédé, puisque cette transaction ne pouvait aboutir à quelque chose qu'autant qu'il règnerait entre le général en chef et M. Isturiz un accord dont celui-là demeurerait maître, et qu'il se réservait sans doute de repousser au besoin, car, — on ne tarda pas à s'en apercevoir, — il ne voulut même pas le tenter. En effet, dès les premières lettres qu'il écrivit de son camp devant Berga, il montra un profond oubli de tout ce qui avait été convenu, et en revint, avec plus d'énergie que jamais, à ses premières exigences.

(p) page 23, ligne 83.

Il était permis, il était nécessaire de passer rapidement sur l'épisode de l'émeute barcelonaise, dans un article destiné à la presse quotidienne. Mais du moment qu'une nouvelle forme de publication comporte des développements à l'égard des faits les plus essentiels, nous serions impardonna-ble de négliger les détails sur un point qui ne saurait recevoir trop de lumières.

Comment Espartero en revint-il brusquement à ses premières exigences? C'est là une question que peut seule éclaircir sa correspondance directe avec la reine, et qu'il ne nous est point donné de résoudre. Cela du reste nous importe peu. Il suffit d'établir qu'à Berga, Espartero en était au même point de ses prétentions qu'à Lérida.

Van Halen, capitaine-général de la Catalogne, le même que nous avons déjà signalé comme l'intermédiaire obligé de toutes les négociations suivies entre Espartero et le parti révolutionnaire, était parti de Barcelone deux ou trois jours après l'arrivée de la reine, sous prétexte d'aller prendre les eaux de Caldas. Il avait été appelé au quartier-général par son ami Linage, et était allé y renforcer l'espèce de conseil aulique dont Espartero suivait les inspirations. Dès ce moment les conditions du programme ministériel d'Espartero ne firent que croître en dureté comme en étendue.



La reine, soit qu'elle voulût fixer une fois pour toutes une question dont les termes se déplaçaient, s'amointrissaient ou s'étendaient à chaque instant, soit qu'elle n'eût en vue que de gagner du temps, avait demandé que le programme, dûment motivé, lui fût envoyé par écrit. Cette demande était assez embarrassante pour Espartero, car ni lui, ni son secrétaire, ni les traîneurs de sabre dont il était entouré, ne pouvaient formuler un pareil travail ; il fallait un homme de plume, familiarisé avec le langage parlementaire. Espartero jeta les yeux sur l'un des candidats ministériels qu'il avait proposés à Lérida, M. Luzuriaga, régent de l'audience (premier président de la Cour royale) de Barcelone, et lui écrivit pour lui offrir de nouveau le portefeuille de la justice et le charger de la rédaction du programme.

M. Luzuriaga adoucit et modifia les conditions proposées par Espartero, tout en conservant leur tendance, et eut le malheur de déplaire des deux côtés : la reine ne trouva pas les modifications suffisantes ; Espartero et son conseil les déclarèrent exorbitantes et mirent à l'index le nom de M. Luzuriaga, qui, tout confus de son échec, saisit plus tard avec empressement le prétexte que vint lui offrir la scandaleuse émeute de Barcelone, pour s'éloigner du duc de la Victoire avec quelque apparence de spontanéité, et reprendre son ancien poste de justemilieu entre les exaltés et les modérés.

Espartero vint bientôt lui-même reprendre directement à Barcelone les négociations au point où les avait laissées son malencontreux médiateur. Le triomphe royal, dont la municipalité lui décerna les honneurs, n'était guère propre à faciliter un accord entre la couronne et lui. Aussi les nouvelles conférences n'aboutirent-elles à rien. La reine, lasse enfin de lutter de raisons avec un homme qui ne pouvait ni ne voulait la comprendre, avait nettement mis un terme à cette situation si fausse, en déclarant avec fermeté qu'elle ne consentirait ni à la dissolution des cortès, ni à l'annulation des lois votées.

Ce fut précisément dans cette critique situation,

le 14 juillet de grand matin, qu'arriva à Barcelone la loi municipale, que les trois ministres laissés à Madrid avaient négligé jusqu'alors d'envoyer à la sanction royale, bien que leurs collègues de Barcelone l'eussent demandée depuis près d'un mois. On n'a pu s'expliquer encore, à l'heure qu'il est, les véritables causes de cet étrange retard; le ministre de l'intérieur, Armendariz, en rejetait officiellement le tort sur son collègue de la justice, M. Arrazola, que ses amis ne sauraient en ceci laver d'un reproche d'indolence tout au moins. Quoi qu'il en soit, et bien que le moment dans lequel ce retard faisait arriver une question déjà si grave en elle-même, parût l'aggraver encore, les ministres détachés à Barcelone n'hésitèrent pas. A quelqu'un qui lui demandait ce qu'il allait faire de la loi qui venait de lui parvenir, M. Perez de Castro répondit : La présenter immédiatement à la sanction de S. M. — Vous n'y voyez aucun inconvénient? — Aucun. — S. M. osera-t-elle la sanctionner, Espartero présent à Barcelone? — S. M. est encore plus décidée que moi. — Et vous pensez qu'il n'y aura aucun autre inconvénient? — Aucun. — Ne vaudrait-il pas mieux attendre qu'Espartero se fût éloigné, puisqu'on dit qu'il doit partir sous peu de jours, et puisqu'on peut cacher jusque-là que la loi est arrivée? — Non, non; précisément parce que c'est un mauvais pas, il faut en sortir au plus tôt.

Quelques heures après, la loi était en effet dans les mains de la reine; mais la reine la rendit à M. Perez de Castro, à qui elle ordonna de revenir le soir avec ses collègues. — Elle sera sanctionnée, lui dit-elle, en conseil; mais je tiens à le faire savoir auparavant à Espartero. — A la chute du jour, le général en chef s'étant présenté au château pour y prendre, selon l'usage, le mot d'ordre, la reine lui annonça que la loi municipale était arrivée et qu'elle était résolue à la sanctionner, parce que le bien de l'état lui paraissait l'exiger ainsi. Espartero coupa court à toute conversation, en disant sèchement à la reine : Madame, je suis venu pour recevoir

le mot d'ordre et non pour causer politique avec Votre Majesté.— Cela dit, il s'inclina et se retira brusquement. La fermeté de la reine n'en fut nullement ébranlée, et à dix heures du soir elle alla présider le conseil qui devait délibérer sur la sanction. La délibération dura jusqu'à trois heures du matin.

La reine avait voulu donner à cette délibération toute la solennité des formes constitutionnelles. Elle avait laissé chacun de ses conseillers responsables exposer toutes les raisons favorables ou contraires. Deux points avaient été examinés : 1° Était-il convenable de sanctionner la loi? Sur ce point, les trois ministres présents à Barcelone opinèrent pour l'affirmative, comme les trois ministres laissés à Madrid. 2° Était-il opportun de le faire à l'instant même? Sans hésiter, M. Perez de Castro et le comte de Clonard répondirent affirmativement aussi. Le ministre de la marine, Sotelo, pensait d'abord qu'il convenait d'ajourner encore un peu la sanction, pour essayer d'amener Espartero à l'approuver. Ce fut sur ce second point que roula le principal débat, et ce ne fut que lorsque Sotelo s'avoua tout-à-fait vaincu par les raisons contraires de ses collègues, que la reine prit la plume et signa la sanction. Trois heures après, le courrier porteur de la loi sanctionnée était sur la route de Madrid.

Espartero était loin de s'attendre à cet acte de fermeté, et son orgueil s'en trouva profondément blessé. Il mit cependant vingt-quatre heures à délibérer avec son conseil et avec la municipalité de Barcelone le moyen de fournir à la révolution, sa dernière ressource, un prétexte pour lever la tête. Il avait appris, le 15, la sanction de la loi municipale, et le 16, il envoya à la reine, par un aide-de-camp, sa démission de tous ses grades, emplois et honneurs. Bien entendu, il avait eu soin d'en faire donner communication au journal radical de l'endroit, car ce qu'on voulait, c'était, par-dessus tout, de mettre en émoi la population et l'armée : la population, en lui faisant connaître que la loi des municipalités avait été sanctionnée malgré le général



en chef ; l'armée , en lui donnant à entendre qu'elle allait perdre , avec son général , le prix de ses services , car Espartero terminait en suppliant hypocritement la reine de ne point négliger , du moins , quand il serait rentré dans ses humbles foyers , la valeureuse et patiente armée qui , sous ses ordres , avait donné tant de gloire à la nation.

Aussitôt qu'elle eut reçu la lettre d'Espartero , la reine fit assembler ses ministres pour la leur communiquer , et se montra à eux vivement émue , mais non intimidée. La question en elle-même avait une solution bien simple , c'était d'accepter purement et simplement la démission. Il n'y avait à le faire aucun des dangers qu'avait calculés sans doute Espartero , car si le général pouvait compter sur quelques bataillons de nouvelle levée qui lui étaient personnellement dévoués et qu'il avait postés aux portes de Barcelone , le trône , de son côté , pouvait , en cas de rupture ouverte , compter sur les vieilles troupes et surtout sur la garde royale ; il pouvait compter sur la loyauté de plusieurs généraux , et notamment sur celle du brave comte de Velascoain , qui , quoique à regret , obéissait en soldat à Espartero , tant qu'Espartero était légalement son général en chef , mais qui , sans pitié , l'eût fait fusiller du moment où , dépouillé du commandement , il aurait osé se montrer rebelle. Quant à l'esprit de la population , on le supposait , à bon droit , tout-à-fait contraire aux manifestations d'une populace soldée par la municipalité (1) , car on

(1) On vit en effet , bien peu de jours après , les classes éclairées , les classes moyennes , prendre spontanément la résolution de protester , par leurs démonstrations respectueuses , contre les avanies démagogiques auxquelles la reine avait été livrée , et l'on put juger de l'énergie des citoyens qui prirent part à ces démonstrations , par l'héroïsme de ce jeune avocat Balmes , contre lequel s'étaient acheminés les sicaires de l'insurrection du 18. On sait qu'après avoir soutenu seul aux fenêtres de son loge-

voyait celle-ci tenir soigneusement à l'écart la garde nationale, dans laquelle les sages épurations de l'ancien capitaine-général baron de Meer n'avaient laissé que les citoyens intéressés au maintien de l'ordre. On pouvait donc, on devait peut-être profiter de l'occasion de se débarrasser d'Espartero; on pouvait, on devait donner suite à sa démission. Mais la reine reculait devant l'idée d'accepter, au moment où la paix était venue, cette même démission qu'elle avait si souvent refusée pendant la guerre; il y avait là des apparences d'ingratitude qui répugnaient à son noble caractère, et elle déclara formellement à ses ministres qu'elle ne voulait en aucune façon se prêter à la retraite d'Espartero. Elle ajouta, il est vrai, qu'elle n'était pas moins fermement résolue à repousser les exigences politiques du général en chef.

Les ministres, pour sortir de ce conflit, délibérèrent et proposèrent à la reine une réponse à laquelle il fut donné cours le lendemain 17, et qui, sans compromettre la dignité du gouvernement, était de nature à flatter Espartero, à le convaincre qu'il n'avait rien perdu, *comme général*, de la confiance de la couronne, et qu'il n'avait conséquemment nul motif de persister dans ses idées de retraite. Si, après une telle satisfaction, Espartero eût soutenu sa démission, s'il l'eût renouvelée, la publication de la correspondance engagée à ce sujet aurait du moins démontré que la couronne avait tout fait pour retenir le général, et que la démission n'avait été acceptée que lorsqu'il était devenu véritablement impossible de la refuser. Mais Espartero, soit

ment un véritable siège contre la hideuse populace qui l'attaquait sur le devant, et les soldats aux gardes d'Espartero (*cazadores de Luchana*), qui l'investissaient par derrière; après avoir fait mordre la poussière à dix ou douze des bourreaux qui demandaient sa tête, il finit par employer sa dernière cartouche à se faire sauter la cervelle.

qu'il eût compris où pouvait le mener un pas de plus dans cette voie, soit que l'attitude froide des troupes et de la population l'eût détrompé sur la portée de sa démarche, s'abstint de répliquer à la réponse qu'il avait reçue; il ne confirma ni ne retira sa démission, et porta ses vues d'attaque d'un autre côté.

Le 18 au matin, il se présenta inopinément au château pour prendre congé de la reine. — Où vas-tu donc? lui demanda la reine (1). — Je vais me remettre à la tête de mes troupes, puisque je n'ai plus rien à faire ici. — Le moment de ton départ ne me paraît pas bien choisi, car il pourrait se faire que ta présence devint bientôt nécessaire pour maintenir l'ordre public. — Je ne suis, madame, d'aucun secours à cet égard, puisque, à tout ce que j'ai dit déjà plusieurs fois à votre majesté, je puis ajouter aujourd'hui que si le peuple vient à remuer, à propos de ce qui s'est fait, mes troupes **NE SONT NULLEMENT DISPOSÉES A FAIRE FEU CONTRE LUI** (2). — Va-t'en donc quand tu voudras, répliqua la reine, indignée. — Le général se retira et s'en alla donner à ses préparatifs de départ un éclat qui servit de prétexte à la formation de plusieurs groupes hostiles qui, tout le reste du jour, se promènèrent impunément dans les différents quartiers de la ville.

La reine, aussitôt qu'Espartero l'eut quittée, s'em-

(1) L'étiquette espagnole veut que les rois tutoient tout le monde, les prêtres seuls exceptés.

(2) Contre qui donc avaient-elles fait feu pendant sept ans? Est-ce que les carlistes, qui loyalement avaient défendu leur drapeau dans les montagnes de la Navarre, en respectant les lois de la guerre, n'étaient pas Espagnols? est-ce qu'ils étaient moins peuple que la grossière populace qui, à Barcelone, avait égorgé, déchi-queté et brûlé le général Bassa, massacré les prisonniers de la citadelle et incendié les fabriques au profit de l'Angleterre?



pressa de convoquer le conseil des ministres pour l'informer de ce qui venait de se passer entre elle et le général en chef. Mais, il faut le dire, les ministres, qui jusqu'alors avaient montré le plus grand sang-froid et une fermeté qui paraissait à toute épreuve, se présentèrent, à cette dernière conférence, dans une attitude de découragement extrême. Voici comment on a expliqué ce revirement inattendu. Pendant qu'Espartero faisait à la reine ses semblants d'adieux, le capitaine-général Van Halen, qui tout-à-coup venait de rentrer à Barcelone, se disant rétabli par l'usage des bains de Caldas, était allé faire sa visite au comte de Clonard, ministre de la guerre; et, après lui avoir dit qu'une émeute lui paraissait immédiate et inévitable; qu'il n'était au pouvoir d'aucune autorité de la prévenir ni de la comprimer; que les ministres, et surtout lui, comte de Clonard, y courraient les plus grands dangers; il avait fini par signaler comme unique remède la démission pure et simple du cabinet. D'un autre côté, et quelques heures auparavant, le comte de Clonard avait reçu du commandant en second de la capitainerie-générale, le général Araoz, qu'il croyait son ami intime et qui n'était que l'homme d'Espartero, comme on l'a vu depuis, un billet dans lequel ce général lui révélait, dans les termes les plus mystérieux et sous le sceau apparent du secret, un grand complot auquel lui-même était jusqu'à un certain point forcé, disait-il, de donner les mains pour ne pas se mettre à dos le général en chef, auquel il n'était plus possible de résister.

Ces deux démarches avaient fait sur l'esprit du ministre de la guerre une très-vive impression. Pour qui connaissait et la noblesse du caractère du comte de Clonard et le grand courage dont il avait fait preuve dans la guerre, à la tête d'un régiment de la garde, il était difficile d'admettre que cette impression fût de la crainte. Peut-être n'avait-il, jusque-là, jamais cru à la possibilité, à l'imminence d'un conflit, ni examiné sérieusement les moyens d'y faire face. Peut-être, en se livrant tout-à-coup à

cet examen, avait-il reconnu ou cru reconnaître que les moyens manquaient ou se trouvaient paralysés par l'influence d'Espartero, et avait-il pensé que, du moment où la personne des ministres devenait le seul prétexte de l'émeute, il était de leur devoir de s'effacer, pour dégager le trône de toute participation aux coups dont ils seraient l'objet tant qu'ils demeureraient debout. Toujours est-il que le comte de Clonard, et, à son exemple, ses collègues, parlèrent à la reine un langage bien différent de celui de la veille même. Ils s'avouèrent dépourvus de tous moyens de réprimer l'émeute, si elle venait à éclater au départ d'Espartero, et se déclarèrent prêts à donner leur démission dès que leur présence aux affaires serait un obstacle à la conservation ou au rétablissement de l'ordre public. Que pouvait leur répondre la reine? Elle se contenta de leur dire que, le cas échéant, elle les laissait maîtres d'agir, à cet égard, selon les inspirations de leur conscience.

Le soir même, entre huit et neuf heures, l'émeute éclata; nous avons dit ce qu'elle fut. A ses premiers cris les ministres déposèrent leur démission dans les mains de la reine, lui conseillèrent de charger Espartero du rétablissement de l'ordre, et se réfugièrent à bord d'un bâtiment français. La reine fit en effet appeler le général en chef et le capitaine-général, leur apprit la démission et le départ de ses ministres, et les rendit responsables, comme chefs de la force armée, des excès auxquels l'émeute pourrait se porter. On conçoit que tout rentra bientôt dans l'ordre. Mais si tout était fini entre les comparses de l'émeute et Espartero, tout était encore à commencer entre Espartero et la reine, car il restait à destituer les trois ministres qui étaient demeurés à Madrid; il restait surtout à nommer les membres du nouveau cabinet.

Or, la reine, résolue à ne sanctionner par aucun acte d'initiative la scandaleuse violence qui venait d'être consommée, s'était bornée, sur la proposition de M. Sotelo, à nommer ministre de la marine

M. Armero, commandant de la station navale de Barcelone, et à confier provisoirement les portefeuilles de MM. Perez de Castro et Clonard aux chefs de divisions qui se trouvaient sur les lieux, et elle attendait. Espartero, voyant cela, prit sur lui, sans y être le moins du monde invité, de présenter à la reine les noms des candidats *qu'il fallait* nommer. C'étaient, à la justice, avec la présidence du conseil, M. Gonzalez ; aux affaires étrangères, M. Onis ; à l'intérieur, M. Sancho ; aux finances, M. Joseph Ferraz, et à la guerre, M. Valentin Ferraz. La reine résista pendant deux jours ; mais le 20 au soir la résistance était sans doute devenue impossible, les décrets de nomination furent signés, et le triomphe d'Espartero parut assuré.

(q) page 84, ligne 31.

Espartero n'avait encore triomphé qu'à demi, car la reine, quoique demeurée seule, sans appui, sans conseils, au milieu d'un camp véritablement ennemi, se préparait à lutter constitutionnellement avec les ministres *constitutionnels* qu'on lui avait imposés. Ceux-ci tardèrent assez long-temps à se présenter, et pour les attendre, il se fit une espèce de trêve tacite. La reine s'abstint constamment de toute conversation politique avec Espartero. Celui-ci, décontenancé par la dignité d'un pareil silence, soucieux de ce qu'il pouvait signifier, provoquait chaque jour, à chaque instant, de longues discussions dans son conseil privé, où figuraient son secrétaire Linage et le jeune général Zavala, comme défenseurs des intérêts personnels du général en chef, et les généraux Van Halen et Chacon, comme représentants du vieux libéralisme révolutionnaire, avec lequel le quartier-général avait fait alliance. Ce comité environna la reine d'espions de tout genre, et recevait, heure par heure, une note exacte des personnes qui de jour ou de nuit entraient au château, et du nombre, ainsi que de l'étendue de



chaque visite. D'un autre côté, la commission municipale, qui s'était établie en permanence au rez-de-chaussée, sous prétexte d'être mieux à la portée de veiller à ce que rien ne manquât à la reine, exerçait aussi son espionnage, combiné avec celui de la coterie militaire.

Les ministres arrivèrent enfin, à l'exception toutefois de M. Sancho, qui avait honorablement déclaré sans détour et répété jusqu'à satiété qu'il ne voulait pas être ministre de l'émeute. C'était déjà un premier échec pour Espartero que le refus de M. Sancho, car M. Sancho et M. Olozaga étaient à peu près les seuls hommes du parti qui eussent des idées de gouvernement. M. Olozaga se trouvait à jamais écarté par le ressentiment des siens, qui ne lui pardonnaient pas d'avoir manqué, comme maire de Madrid, du courage de faire battre la générale, ainsi qu'il l'avait, selon eux, formellement promis, pour seconder l'émeute qui avait éclaté en février contre les cortès modérées. M. Sancho faisait défaut à son tour. Il ne restait plus que des médiocrités pointilleuses comme celle de Gonzalez, rancuneuses comme celle de Calatrava, radoteuses comme celle d'Arguëlles, bavardes comme celle de Lopez, anarchiques comme celle de Caballero. Enfin, tant bien que mal, un cabinet se trouvait formé ; il ne s'agissait plus que de régler avec la couronne les nouvelles conditions du gouvernement. Mais les nouveaux élus ne savaient trop sur quel pied se présenter au château. La reine leur avait bien fait dire qu'ils pouvaient venir quand ils voudraient et comme ils voudraient, ils n'en étaient pas moins retenus par d'importuns scrupules sur la question de savoir si c'était la reine ou l'émeute qui les appelait au pouvoir. Ils avaient envoyé d'abord en éclaireur leur collègue D. Valentin Ferraz, qui avait sur eux l'avantage de s'être fait connaître de la reine sous d'assez honorables rapports, comme inspecteur-général de la cavalerie. Mais le caractère indécis du général avait été peu propre à une telle mission, et il fallut que le cabinet tout entier, qu'un vif désir

d'arriver au pouvoir aiguillonnait, et qu'un reste de pudeur retenait, abordât la question dès le début de sa conférence avec la reine. M. Gonzalez, prenant le premier la parole, demanda à la reine si elle agréait les nouveaux ministres qui se présentaient à elle. La reine répondit : « Les circonstances qui ont amené votre nomination sont bien notoires; vous ne pouvez les ignorer. Si, cependant, vous êtes décidés à devenir ministres, présentez-moi avant tout votre programme de gouvernement, afin que nous puissions l'examiner ensemble. »

Qui eût pu croire qu'une demande si naturelle prît au dépourvu des ministres qui se disaient parlementaires par excellence ? Qui eût pu croire que pour y satisfaire ils eussent besoin de deux jours de discussion et de travail ? Ce fut pourtant ce qui arriva. Le jour venu, le futur président du conseil, assisté de ses collègues, donna lecture de son programme à la reine et en développa longuement les motifs. On sait quelles en étaient les principales bases : dissolution immédiate des cortès ; suspension des lois votées par elles, et notamment de la loi municipale, déjà sanctionnée, et de la loi sur l'entretien du culte et du clergé, que l'on supposait encore pendante de la sanction royale, et qui, grâce au zèle courageux de l'un des chefs de division faisant fonctions de ministres, en avait été pourvue, à l'insu des espions de Barcelone ; enfin, changement en masse de tous les fonctionnaires publics. La reine, s'appuyant pas à pas sur le texte ou sur l'esprit de la constitution, qu'elle avait à cet effet apportée et déposée sur le bureau, discuta longuement chacun des articles du programme, réfuta avec éloquence les motifs allégués par M. Gonzalez, et démontra la profonde inconstitutionnalité des projets qu'on osait lui soumettre. Elle repoussa surtout avec une chaleureuse indignation l'idée de destituer par milliers les employés. — Comment ose-t-on, s'écria-t-elle, me proposer une proscription, quand, avec la paix, les temps sont venus, au contraire, de publier une amnistie nouvelle ? Quels ministres, d'ailleurs, fi-

rent jamais du bouleversement soudain de toute l'administration de l'état une condition de gouvernement ?

Mais la reine ne se borna pas à détruire de fond en comble le programme qui lui était soumis ; elle substitua des conditions nouvelles aux conditions qu'elle réprouvait, et à son tour elle formula et développa un contre-programme, dont voici à peu près les termes. — Une dissolution *à priori* était contraire à tous les précédents parlementaires des pays dont on avait l'habitude d'invoquer l'exemple. — Elle était impolitique, et la nécessité n'en était pas démontrée. — Elle était impolitique, en ce sens qu'une troisième dissolution en moins d'un an était de nature à discréditer les institutions, à fatiguer les électeurs, et à les dégoûter de l'exercice de leurs droits. La nécessité n'en était pas démontrée, parce que le nouveau cabinet, quoique sorti des rangs de la minorité, tenait à une nuance d'opinion qui lui permettait de tenter avec de grandes chances de succès la réorganisation d'une majorité nouvelle. — On devait se borner à proroger les chambres au 1<sup>er</sup> décembre, pour donner au cabinet le temps de se concilier par ses actes les éléments de cette majorité. — La suspension par ordonnance des lois votées par les chambres et sanctionnées par la couronne était en soi une violation manifeste de la constitution, un acte flagrant de tyrannie, quels qu'en fussent le prétexte et le but. Commandée par une émeute, cette suspension avilissait en outre la couronne, dont la dignité importe à la liberté tout autant qu'à l'ordre public. — La loi municipale devait donc être promulguée et exécutée. — Cette exécution, dans ses effets immédiats, ne blessait en rien les exigences dont on avait fait tant de bruit, puisque les attributions municipales que devait régir la loi dès qu'elle serait promulguée, ainsi que la formation des listes électorales qui devaient ultérieurement servir à la réorganisation, n'avaient été l'objet d'aucune contestation sérieuse. — Quant à l'élection des alcades, sur laquelle avaient porté



toutes les réclamations, elle ne devait avoir lieu qu'au 1<sup>er</sup> janvier. — Les chambres reprenant leurs travaux au 1<sup>er</sup> décembre, pouvaient donc en temps utile résoudre la difficulté. — On leur présenterait à cet effet un projet de loi, portant modification de l'article qui conférait à la couronne la nomination des alcades. — Le rejet ou l'approbation de ce projet de loi viderait tout naturellement la question de majorité, et c'est alors qu'on pourrait, en connaissance de cause, dissoudre au besoin les chambres. — Le projet de loi pouvait être annoncé dans l'ordonnance même de prorogation, et c'était là transiger avec les difficultés de la situation, sans compromettre du moins la dignité du trône et sans violer la constitution. — Le cabinet ne pouvait douter de sa force pour imprimer au dénoûment cette impulsion toute légale, puisqu'il comptait sur les sympathies du quartier-général, au patronage duquel en avaient appelé toutes les municipalités mécontentes.

Les débats durèrent quatre heures. L'auteur de ces notes a lui-même entendu deux des candidats-ministres qui y assistèrent louer, avec une chaleur qui tenait de l'enthousiasme, l'habileté, l'éloquence, la dialectique de la reine. Gonzalez, vers la fin, ne savait plus que répondre et s'avoua vaincu. Armero et Joseph Ferraz avaient déclaré dès le commencement de la conférence qu'ils n'adhéraient point au programme de leur président et avaient même voulu se retirer, ce qui leur avait été refusé. Onis ne dit mot : ceux qui le connaissent trouveront cela fort naturel. Valentin Ferraz dit que la reine avait parfaitement raison, ce qui, par parenthèse, faillit donner lieu, le lendemain, à un duel entre Gonzalez et lui. Malgré tout, les cinq ministres nommés, non moins dépourvus de forces et de volonté pour adhérer aux propositions de la reine, que de raisons pour les combattre, s'arrêtèrent à l'idée de donner leur démission, qui fut immédiatement acceptée.

A peine les démissionnaires s'étaient-ils retirés de la chambre du conseil, la reine fit appeler à part

les deux Ferraz et les décida à accepter le pouvoir aux conditions de son contre-programme. Elle savait qu'elle pouvait compter sur Armero et ne doutait pas qu'Onis accepterait les propositions qu'un tiers avait été chargé de lui faire. Tous les deux adhèrent en effet. Il ne restait plus que deux portefeuilles à placer, et D. Valentin Ferraz, qui avait admis la présidence du conseil, s'était chargé de présenter deux candidats à opinions sages. Tout cela avait été conclu dans la nuit même, à quatre heures du matin, et présentait un tel caractère de solidité, que les deux Ferraz ne s'étaient séparés de la reine qu'après qu'elle eut signé les nouveaux décrets de nomination, et qu'ils eurent prêté serment entre ses mains. On avait d'autant plus le droit de compter sur le nouveau président du conseil, D. Valentin Ferraz, que dès le premier jour, et dans l'entrevue préliminaire qu'il avait eue avec la reine, au nom et de la part de ses collègues, il s'était montré parfaitement convaincu de la justesse des vues que Sa Majesté développait plus tard dans la discussion du programme, et avait promis éventuellement, pour le cas où la combinaison Gonzalez ne réussirait pas, de se charger du portefeuille des affaires étrangères, avec la présidence du conseil, et d'appeler en son lieu et place, à la guerre, le général du génie Cortinez.

On pouvait donc considérer la crise comme terminée, et il faut avouer que la reine avait le droit de se féliciter d'un dénouement qui paraissait concilier toutes les exigences de la situation. Quelle ne fut donc pas sa surprise quand D. Valentin Ferraz vint le lendemain lui proposer comme candidats aux deux places vacantes Infante et Cortina, dont les opinions étaient des plus tranchées ! La reine en demeura tout étourdie. — Mais ce n'est pas là ce dont nous sommes convenus la nuit passée, dit-elle au général, en y ajoutant de trop justes reproches. — C'est vrai, madame, répondit don Valentin ; mais Votre Majesté me met dans la dure nécessité de lui rappeler qu'il n'y a pas de ministère possible sans la pleine approbation du général en chef. Votre

Majesté connaît bien Espartero; il ne veut pas agréer d'autres candidats que les deux que je me vois forcé de proposer (1). J'ai dû le voir après ce qui a été décidé cette nuit, et j'ai déployé en vain toute l'influence que devait me donner sur lui notre ancienne amitié; je n'ai pas pu l'amener à ce que Votre Majesté désire, à ce que je trouvais moi-même si raisonnable. Je n'ose donc pas proposer à Votre Majesté d'autres candidats. — Mais, fit la reine, tes deux candidats accepteront-ils mon programme? — Je n'en sais rien, madame; mais je crois cependant qu'ils sont hommes à gouverner fort bien. — Je ne crois pas, répliqua la reine, que dans la situation du pays il soit possible de bien gouverner en dehors des conditions de mon programme; là est donc toute la question. Tes candidats accepteront-ils oui ou non le programme? S'ils l'acceptent, je suis prête à laisser de côté la question de personnes.

La position dans laquelle Ferraz venait de s'embarquer était si difficile, qu'il ne put s'en tirer qu'en disant à la reine qu'il en passerait, malgré Espartero, par tout ce qu'elle voudrait bien décider, pourvu qu'elle le dispensât de désigner les ministres qui manquaient. C'était déjà beaucoup de sa part, car Espartero, furieux de la débâcle de son cabinet Gonzalez, furieux du replâtrage auquel l'habileté de la reine avait soumis Ferraz, avait accablé celui-ci des reproches les plus violents, et, par l'insulte et la menace, lui avait infligé la mission expiatoire d'imposer à la reine les deux candidats qu'elle pouvait le moins agréer. A partir de ce jour, la reine se trouva en butte à la haine ouverte du quartier-général; aucun ménagement ne fut dès-lors gardé; dans le conseil privé d'Espartero, dans ses antichambres, il fut donné libre cours à tous les blasphèmes; le nom de la reine ne fut plus prononcé qu'accompagné des épithètes les plus infâmes; on

(1) On le voit, l'intimité d'Espartero et de Cortina était antérieure à l'insurrection de septembre. N'oublions pas que Cortina avait enveloppé Cordova et Narvaez dans l'émeute de Séville.



discuta sans détour la nécessité de lui enlever la régence et de l'envoyer à tous les diables (1), et l'on commença à flatter l'oreille de l'ambitieux général, par des dissertations sur la convenance et le besoin d'une dynastie nouvelle dont il serait le fondateur. Tout ceci est de la plus scrupuleuse exactitude, et l'on peut même retrouver l'écho fidèle de ces premières idées d'une contrefaçon de l'empire de Napoléon, dans un article sérieusement publié, peu de temps après, par un journal de Madrid (*El Labriego*), et qui a valu d'emblée à son auteur, M. Villalta, la place de secrétaire de la direction générale de l'instruction publique. Mais revenons à la crise ministérielle.

Dans une situation que chaque journée passée sans solution rendait de plus en plus critique, la reine, sans s'intimider, et plus résolue au contraire que jamais à se retrancher dans la plus étroite légalité, avait pourtant compris que la question de personnes avait pour ainsi dire disparu devant l'importance de la question de principes, et que c'était à celle-ci surtout qu'elle devait s'attacher. Toutes les personnes étaient bonnes pourvu qu'elles consentissent à se renfermer dans le programme qu'avaient accepté don Valentin Ferraz et ses trois collègues. Forte de cette résolution bien arrêtée, et désirant prouver qu'elle ne cachait aucune arrière-pensée, la reine nomma au ministère de l'intérieur le député Cabello, dont la couleur politique n'était pas moins prononcée que celle des candidats qu'elle avait rejetés, mais qui était reconnu pour un honnête homme, et qui d'ailleurs avait émis d'assez sages idées administratives dans la fameuse discussion de la loi municipale. Elle nomma au ministère de la justice M. Silvela, qu'on ne pouvait guère récuser, puisqu'Espartero lui-même l'avait jugé digne d'entrer dans la première fournée ministérielle de Lérida.

Mais Espartero avait fait bien du chemin depuis Lérida. Silvela n'était plus à ses yeux qu'un modé-

(1) Textuel.

ré, et, qui sait? peut-être un jovellaniste, et Cabello, tout exalté qu'il était, n'appartenait pas à la coterie des meneurs qui demandaient des gages. Aussi les deux choix furent-ils blâmés par le général en chef. Ce qu'il y avait de plus remarquable dans son blâme, c'est qu'il reprochait à Cabello d'être *outré* dans ses opinions libérales, comme si Infante et Cortina, ses favoris, l'étaient moins. Mais, au fond, les véritables sujets de l'irritation d'Espartero étaient dans l'inattendue fermeté de principes que la reine déployait, et dans la crainte qu'il commençait à sentir de ne pouvoir arriver, par les moyens jusque-là mis en œuvre, à la formation définitive d'un ministère de son goût.

Il n'y avait rien à faire à Barcelone jusqu'à l'arrivée des nouveaux ministres; l'espionnage et les avanies des séides d'Espartero avaient été portés à un degré devenu insupportable; la reine était véritablement prisonnière et dans une situation des plus violentes. Tout était à craindre du nouveau débat politique qui devait s'ouvrir à la prochaine arrivée de Cabello, si ce débat avait lieu à Barcelone. La reine songea à se transporter à Valence. Là commandait un général non moins brave et plus loyal qu'Espartero. La reine avait bien pu faire d'Espartero un comte, un duc, un maréchal, et même un gentilhomme de la chambre, mais il n'avait pas été en son pouvoir, comme on assure qu'elle l'a dit elle-même, d'en faire un homme bien né, d'en faire ce que les Espagnols appellent un *caballero*. Or, cette qualité, qui manquait à Espartero, le jeune général en chef de l'armée du centre, le lieutenant-général don Léopold O'Donell la possédait à un haut degré, et la reine pouvait se croire en parfaite sûreté là où il commandait (1).

(1) Chose bien digne de remarque! tous les généraux qui ont brillé d'un éclat réel, pendant la dernière guerre, sont brouillés avec Espartero. O'Donell a demandé à se retirer à Bilbao et n'a pu l'obtenir; Espartero, qui

La reine régente partit donc de Barcelone, donnant pour raison de son nouveau voyage que la jeune reine, sa fille, avait fini de prendre ses bains, ce qui du reste était vrai. Elle n'avait nullement consulté Espartero sur sa détermination, et Espartero avait vu d'un œil morne lui échapper sa proie sans oser la retenir. Nous avons déjà vu vingt fois que les résolutions hardies n'allaient pas à la trempe de son caractère. Ses amis ne le savaient que trop, et en enrageaient. Aussi le général Chacon avait-il dit à l'un de ses affidés de Madrid : Nous sommes perdus si la crise se prolonge, parce que, si la crise se prolonge, Espartero ne pourra plus triompher de l'habileté et de l'énergie de la reine qu'en jetant le masque et en brusquant une collision, et Espartero, bien certainement, n'en aura pas le courage.

Cabello, arrivé à Barcelone le jour même où la reine devait s'embarquer, n'avait pu la voir avant son départ et l'avait suivie à Valence. Aussitôt qu'elle se fut remise des fatigues du voyage, les conférences commencèrent. Cabello ne trouva aucune bonne raison à opposer au programme que ses collègues avaient accepté; mais il se sentait étroitement lié par les serments que la municipalité-mère de Saragosse lui avait fait prêter avant son départ, et après avoir déclaré qu'il lui était impossible de souscrire au programme, il se retira, à son grand regret, du ministère. Ses amis ne lui ont pourtant pas pardonné, pour cela, d'avoir pris possession du

sans doute a peur de lui, vient de le confiner à Pampelune; le comte de Velascoain n'a voulu accepter aucun commandement; Narvaez, l'avia, le baron de Meer et les Ezpeleta vivent retirés en France. On pourrait en citer plusieurs autres, également mis ou volontairement retirés à l'écart. Il n'y a guère que Ribero qui ait conservé un commandement sous Espartero, quoique cependant, à la suite de la révolution de septembre, il ait conservé ses troupes fidèles à la cause de l'ordre.



portefeuille sans faire auparavant ses conditions, et bien moins encore d'avoir, en quelques jours d'exercice, dicté plus d'une mesure favorable à la dignité du trône.

La retraite de Cabello fut le signal d'une nouvelle débâcle. Onis, sans trop dire et sans trop savoir lui-même pourquoi, retira la parole qu'il avait donnée et envoya de nouveau sa démission, non sans y glisser, — chose véritablement inouïe, — la demande d'un petit emploi pour l'un de ses fils. Don Joseph Ferraz était demeuré malade à Barcelone, et don Valentin, supposant à son tour qu'il l'était, se retira aussi et partit pour Madrid, où il arriva fort à propos pour seconder l'insurrection par les ordres qu'il transmit, comme inspecteur-général de la cavalerie, à tous les corps de l'arme qui se trouvaient dans les environs.

Ce fut alors que la reine, après quelques jours d'essais infructueux, s'arrêta à l'idée de couper court aux difficultés de la situation par la nomination d'un ministère transitoire pris dans le sein même de la majorité, pour qu'il pût plus facilement faire passer une proposition sur la réforme de l'article de la loi municipale qui avait servi de prétexte à tous les troubles. Mais ce fut alors aussi que l'insurrection déchira le voile dont Espartero cherchait à se couvrir. Il ne fallut rien moins qu'une révolution, à l'appui des exigences prétoriennes du général en chef, pour que la reine succombât dans ce mémorable duel de trois mois qui l'a élevée si haut dans l'estime de tous les rois et dans la vénération de tous les peuples.

(r) page 85, ligne 31.

Espartero, en s'engageant à un refus de concours de la part de la force armée, dans le cas où le gouvernement voudrait user de violence contre les ayuntamientos qui auraient résisté à l'exécution de la nouvelle loi municipale, n'avait rien promis qu'il

ne fût en mesure de tenir. Dans l'exorbitante position militaire qu'on lui avait faite, son influence s'étendait sur tous les corps de l'armée, sur ceux qui servaient aux ordres d'autres généraux ou se trouvaient disséminés dans l'intérieur du royaume, comme sur ceux dont il avait lui-même le commandement. Cela se conçoit : il n'y avait pas un seul corps qui, parmi ses chefs ou officiers, ne comptât plusieurs créatures d'Espartero, en correspondance directe avec le quartier-général, et tous, quand l'insurrection de septembre survint, obéirent à une même impulsion, tout en agissant dans des voies différentes, selon la position dans laquelle chacun d'eux se rencontra. Nous allons en trouver bientôt la preuve dans un précieux document. Ainsi, là où la neutralité ne pouvait être rompue sans porter atteinte à la puissance morale du général en chef, comme en Catalogne, ou sans soulever les populations dans un sens monarchique, comme dans les provinces basques, aucun corps ne broncha. Là où une coopération révolutionnaire de la part des troupes ne compromettait que l'autorité de quelque général ennemi de la révolution, comme, par exemple, dans l'armée du centre, que commandait O'Donell et qui environnait la résidence de la reine, les troupes furent autorisées et poussées à prendre parti pour les rebelles. Là où se trouvaient réunis des corps appartenant à l'armée régulière et des corps de nouvelle levée, comme à Madrid, ces derniers reçurent seuls la permission de se mettre d'intelligence avec les municipalités (1), parce qu'il n'y avait aucun inconvénient ultérieur à relâcher les liens de la discipline dans des bataillons dont le li-

(1) Les officiers d'un de ces bataillons provisoires publièrent dans l'*Eco del comercio*, quelques jours après l'insurrection du 1<sup>er</sup> septembre, une lettre dans laquelle ils se faisaient gloire d'avoir promis leur coopération à la municipalité de Madrid, plusieurs jours avant l'insurrection,

cenciment était prochain. Au jour du triomphe, la division commença fort naturellement à s'introduire entre les corps qui avaient suivi des voies si différentes. Il appartenait à la pensée secrète qui avait dicté à chacun son rôle et qui savait que chacun avait rempli son devoir relatif, de mettre tout le monde d'accord ; il lui suffisait de se révéler enfin. C'est ce qu'elle fit dans l'incroyable ordre du jour qui, sous la date du 17 octobre, fut envoyé de Valence à tous les corps de l'armée.

« L'armée espagnole, y disait Espartero, a combattu pendant sept ans avec un courage héroïque pour consolider le trône d'Isabelle II, les droits politiques de la nation et son indépendance ; elle s'est rendue digne de l'admiration de tous les peuples par sa constance dans les fatigues de la guerre, par son courage dans les batailles et par sa discipline rigide au milieu des plus dures privations. Aguerrie et subordonnée, elle ne pouvait manquer de se rendre invincible, et je rappelle avec orgueil les nombreuses journées de gloire qu'elle a procurées à sa reine et à sa patrie, pour arriver à en finir avec le parti rebelle qui voulait usurper le trône et nous soumettre au joug de la tyrannie. L'Espagne, libre enfin des horreurs de la guerre civile, aurait pu jouir tout d'abord des bienfaits de la paix, si quelques hommes, abusant du pouvoir, n'eussent provoqué des calamités nouvelles, et donné lieu à ce que la nation en masse se prononcât pour l'intégrité des principes que l'armée avait défendus au prix de torrents de sang et des sacrifices extraordinaires consentis par les populations.

« Une révolution inspirée par des fins aussi sacrées ne pouvait être combattue, et les corps qui, en raison de leur position, se sont unis aux *prononcements* (1), ONT REMPLI LEUR DEVOIR en sou-

(1) Le mot *pronunciamiento* n'est pas plus espagnol que n'est français celui par lequel nous le traduisons. Il y a donc ici de notre part néologisme volontaire pour donner une idée de l'argot révolutionnaire de nos voisins.



tenant cela même qui avait reçu leurs serments, et en offrant l'appui que les circonstances exigeaient pour éviter les scandales que la perversité à l'habitude de provoquer dans toutes les réactions politiques.

« Ceux qui, en raison de leur position, ne se sont pas unis aux prononcements, ont AUCUN *rempli leur devoir*. Mais il ne serait pas étonnant que les ennemis de notre union et du repos public exploitassent cette différence de position pour susciter de honteuses rivalités. En conséquence, j'ordonne qu'on veille soigneusement à ce qu'aucune discussion ne vienne relâcher le moins du monde la discipline, ni mettre en jeu de mesquines passions, quand se trouveront réunis des corps que l'empire des circonstances ait placés dans des positions différentes, puisque une même pensée les a tous dirigés, comme il ne pouvait manquer d'arriver dans une armée dont tous les membres ont combattu sous le drapeau de la liberté et de l'indépendance. » ( Suivent des dispositions pénales, au nombre desquelles figure l'emprisonnement pendant un mois dans un château-fort, contre tout officier qui aurait soulevé une discussion, ou seulement *soutenu une conversation* sur la différence de conduite des divers corps de l'armée. )

Le texte d'un pareil document peut se passer de commentaires.

(s) Page 86, ligne 30.

Espartero prétend, dans l'ordre du jour cité plus haut, qu'au mois de septembre dernier la nation espagnole s'est levée EN MASSE. L'hyperbole est sans doute permise à l'ivresse d'un triomphe ; mais ici elle est par trop violente. Assurément le parti modéré, qui est assez nombreux en Espagne, puisque trois cent mille électeurs l'ont appelé au pouvoir toutes les fois que l'élection a été une vérité, n'a point pris part à l'insurrection. Assurément on

n'y a point vu figurer non plus le parti carliste, qui n'est méprisable ni par le nombre ni par l'énergie, puisqu'il a tenu tête aux armées de la reine aussi long-temps qu'il l'a voulu, n'en déplaît à l'heureux négociateur de la *transaction* de Vergara. Les juntas insurrectionnelles de Tolède, Burgos et Soria, se constituèrent les premières après celles de Madrid et Saragosse. Dira-t-on par hasard, qu'elles avaient derrière elles les populations des montagnes de Tolède, de Burgos et de Soria ? Mais on n'a trouvé qu'avec peine le personnel nécessaire à ces juntas ; mais il a fallu recourir à des gens étrangers au pays, car le pays, là comme ailleurs et plus qu'ailleurs, ne sait même pas ce que c'est que la constitution. On en croira sans peine le témoignage irrécusable du général San Miguel, aujourd'hui ministre de la guerre, et le plus ardent, le premier apôtre de la prétendue insurrection *en masse*, puisqu'il était président de la junta centrale par laquelle Espartero se fit dicter le programme qu'il alla proposer, à Valence, à la reine Christine. Eh bien ! le général San Miguel disait en 1836, dans une brochure intitulée, *De la guerre civile d'Espagne* : « La plus grande erreur du parti libéral fut de ne pas considérer que les NEUF DIXIEMES de la nation n'étaient point amis des lois nouvelles (p. 84), » et plus loin : « La constitution fut une plante exotique qui ne prit pas racine sur le sol national ; les constitutionnels n'ont jamais été QU'UNE FRACTION de la grande famille. Divisés entre eux, toujours portés à s'accuser mutuellement et à profiter les uns contre les autres de leurs fautes ou bévues respectives, ils se disputèrent un champ de bataille QUI NE LEUR APPARTENAIT PAS ; ils ne virent pas que LA MASSE de la nation était animée de sentiments autres que les leurs. » — Il disait en 1837, dans une autre brochure, intitulée *Des factieux* : « Dans le peuple, les masses n'ont aucune opinion, aucune idée, aucun sentiment en politique : c'est une vérité sur laquelle il faut insister sans cesse, parce qu'il importe de la

répandre. Il faut avoir vu de près les populations de l'intérieur, pour comprendre jusqu'à quel point elles poussent leur indifférence. Elles n'ont pas la moindre idée des événements politiques qui ont fait le plus de bruit parmi nous et jusque dans les pays étrangers les plus éloignés. Les noms de nos principaux personnages ne sont jamais parvenus à leurs oreilles. Elles ne connaissent pas même de nom le statut royal, et, quant à la constitution, si elles savent qu'il y en a une en Espagne, c'est parce qu'elles la voient, comme elles disent, sur la place publique (1); encore croient-elles le plus souvent que le mot de constitution n'est que le nom d'une personne. Que désirent ces populations? Qu'on ne les moleste pas, qu'on les laisse en paix, disposées d'ailleurs à obéir à qui commande. Leurs opinions politiques sont de n'en avoir aucune. Tels sont les caractères sous lesquels se montre LA MASSE DU PEUPLE ESPAGNOL. »

Nous recommandons ces données sur la statistique morale et politique de l'Espagne à ceux de nos journaux qui, trompés par d'apparentes analogies, se croient engagés à prendre fait et cause pour ce qu'on appelle de l'autre côté des Pyrénées le parti du progrès. Et qu'on ne s'imagine pas que San Miguel se soit exprimé ainsi que nous venons de le voir,

(1) A l'instar de l'arbre de la liberté, que nos pères plantaient au milieu de la place de chaque commune, les Espagnols exigent que chaque ville, bourg ou village, entretienne, au-dessus de la porte de la maison municipale, une pierre portant ces mots : *Place de la Constitution*. Cette pierre est en marbre dans les villes principales, elle est le plus souvent en bois, et les communes exposées aux incursions carlistes avaient fini par adopter un écriteau à double face; sur l'une se lisait : *Place de la Constitution*; sur l'autre : *Place Royale*. Selon le drapeau des troupes qui passaient, on retournait l'écriteau de l'un ou de l'autre côté.



parce qu'alors il aurait professé des opinions politiques différentes de celles qui viennent de le porter au pouvoir. Non ; San Miguel est, il faut le reconnaître, le plus conséquent de tous les hommes politiques de l'Espagne. Ce fut lui qui en 1823 jeta le gant à l'Europe, comme ministre des affaires étrangères du gouvernement constitutionnel, et qui du moins alla ensuite braver la mort à la frontière, tandis que ses amis politiques fuyaient lâchement jusqu'aux colonnes d'Hercule, sans jamais oser tourner la face à l'ennemi, et en criant toujours : *La constitution ou la mort*. Ce fut lui qui, en 1836, foulant aux pieds tout sentiment de reconnaissance envers le cabinet Isturiz, de qui il venait de recevoir le grade de maréchal-de-camp et la capitainerie-générale de l'Aragon, se mit à la tête de l'insurrection des provinces qu'il avait juré de maintenir en paix. Ce fut lui qui, en 1837, repoussa, à la tribune, par des cris de mort et d'extermination, la première insinuation de transaction qu'avait osé y porter le comte de Toreno. Eh bien ! c'est lui qui, plus intéressé que personne à se faire illusion sur les forces du parti de la réforme constitutionnelle, ose à peine les porter au dixième de la population. Retranchez de ce dixième, même en l'admettant, l'incontestable majorité qui en appartient aux modérés, et demandez à Espartero ce qui en restait pour jouer la comédie d'une levée en masse.

Il en restait cette nuée d'ambitieux de bas étage, espèce d'officiers sans troupes que toute révolution traîne à sa queue, et que l'exemple de la fortune des meneurs allèche et met en curée. Maîtres de la plupart des principales municipalités, quoique dépourvus d'intérêts et même de *domicile* (1) dans les villes dont

(1) Quels liens attachaient à Madrid l'alcade Lopez, avocat d'Alicante, sans sou ni maille, n'ayant dans la capitale qu'un misérable pied à terre en garni ? Quels liens y attachaient le procureur-syndic Corradi, que son père, Italien, a fait élever en France, et qui n'a pour tout bien que ses éternelles espérances de poète ?

ils se disaient les représentants, ils avaient commencé par vicier à leur gré l'institution de la garde nationale, pour en mieux neutraliser les éléments conservateurs, et une fois forts de la complicité du général en chef, n'ayant plus en face que le gouvernement désarmé d'une femme, ils se réunirent un beau matin, substituèrent, sans conflit, sans résistance aucune, au titre d'ayuntamiento, celui de junta provisoire de gouvernement, dressèrent procès-verbal de leur usurpation, l'envoyèrent au général en chef, destituèrent — car c'était là le fond de leur programme — les employés, dont ils se partagèrent les dépouilles, et tout fut dit. Tout fut dit, parce que les honnêtes gens, qui, en Espagne comme ailleurs, prennent rarement l'initiative de la résistance, qui, là comme ailleurs, aident toujours l'autorité publique, mais ne s'y substituent jamais, attendirent, pour se prononcer, que le général en chef donnât le dernier mot de cette étrange situation ; et comme ce dernier mot ne fut que l'écho du cri rebelle des municipalités, les honnêtes gens subirent le rôle ordinaire de vaincus, qui, en pareils cas, leur est toujours imposé..... pour un temps.

Tel fut le caractère de la fameuse insurrection de septembre. Aussi, à Guadalajara, à Murcie, à Cordoue, à Séville, à Cadix, partout où les agents du gouvernement central surent le vouloir, le mouvement fut prévenu ou réprimé sans conflits, sans efforts. C'est que nulle part, pas même à Madrid, le mouvement n'était dans les masses, qui seules font les révolutions réelles. Pour le démontrer, nous n'avons nul besoin de fouiller dans les entrailles mêmes des faits. Nous ne convaincrions d'ailleurs personne par le raisonnement, car toute appréciation est variable, de sa nature, selon le point de vue d'où les faits sont observés et discutés. Nous nous bornerons à citer un exemple qui, à lui seul et sans commentaires, confirme notre jugement et met qui que ce soit dans l'impossibilité de le contredire.

On sait que la dernière révolution de Madrid s'est comparée officiellement, — sans doute aux coups de

fusil près,—à la révolution dont Paris fut le théâtre en 1830. Cette comparaison est d'ailleurs l'idée fixe des *patriotes* espagnols. Ils ont déjà eu je ne sais combien de révolutions de juillet; ils en ont eu en août, ils en ont eu en septembre, à la Granja, à Barcelone, à Madrid; tout cela s'est dit, s'est imprimé chez eux et chez nous; ils ont tenu à nous prouver que chacune de leurs émeutes était aussi légitime dans son origine, aussi nécessaire dans ses conséquences, que le grand mouvement qui, chez nous, a emporté trois rois d'un seul coup. Chose étrange! ces puritains d'indépendance qui n'ont pas pu pardonner aux modérés d'avoir voulu nous emprunter quelques théories administratives, ne se font, eux, aucun scrupule de nous copier tous les jours dans nos barricades, dans notre logomachie de tribune, dans notre plus mauvaise polémique, dans nos anciennes folies de table rase politique et sociale. La seule différence qu'il y ait entre les uns et les autres, c'est que les *rétrogrades* nous étudient à l'état actuel, et que les hommes du *progrès* vont nous prendre aux temps de l'*Encyclopédie* et de la constituante. Mais passons là-dessus. La révolution de Madrid n'était donc autre qu'une révolution de juillet, soit; et une révolution bien formidable sans doute, à en juger par les pompeux bulletins des revues de l'armée soudainement rassemblée dans les murs de la capitale: on y parlait de 20,000 gardes nationaux, de 10 ou 12,000 hommes de troupes, de 3 ou 4,000 chevaux.

Eh bien! voici ce que cette révolution, maîtresse d'une population de 200,000 âmes et d'une armée de plus de 30,000 hommes, a été condamnée à souffrir à ses portes et sous sa main. Il y avait à Guadalaraja, petite ville de 6,000 âmes, à 50 kilomètres de la capitale, un jeune préfet (*gefefe politico*), homme de tête et de cœur. C'était D. Patricio de la Escosura, fort connu dans le monde littéraire comme poète lyrique et dramatique, dans le monde militaire comme l'un des braves et brillants aides-de-camp du général Cordova, et dans le monde politi-



que comme rédacteur en chef d'un journal qui fit une guerre courageuse aux dominateurs de la Granja. Placé peu de mois auparavant à la tête de l'administration de la province de Guadalajara, il avait su, dès la première semaine, qu'il y avait au chef-lieu un club révolutionnaire en correspondance avec le comité-directeur de Madrid. La garde nationale n'était pas organisée, et les cinquante ou soixante hommes qui étaient habillés et armés appartenaient presque tous au parti du mouvement. La députation provinciale (nous avons déjà dit que c'était un conseil-général avec des attributions administratives) dirigeait les révolutionnaires presque à visage découvert. Les municipalités de la province étaient modérées, mais timides.

La nouvelle de l'insurrection de Madrid avait exalté les esprits des frères et amis de Guadalajara. Leur club s'était réuni extraordinairement, avait décrété la destitution de toutes les autorités, en avait nommé d'autres, et avait fait serment de vaincre ou mourir. Le préfet avait, bien entendu, été voué éventuellement à la mort. En sortant de leur conciliabule, les clubistes le rencontrent à leur porte, veillant lui-même sur leurs machinations, le saluent très-humblement et se dispersent.

Quatre compagnies d'infanterie qui étaient en garnison à Guadalajara envoient une adresse de félicitation à la junte de Madrid, et demandent à se joindre au mouvement de la capitale. Rodil, général en chef de l'armée révolutionnaire, écrit au commandant militaire de la province pour lui ordonner d'expédier une feuille de route à ces quatre compagnies. La feuille de route est délivrée par l'autorité militaire, contre l'avis du préfet. Le départ des compagnies est convenu entre elles, la garde nationale et cinquante ou soixante gendarmes (*salvaguardias*) à la solde de la députation provinciale, comme signal et prétexte d'une insurrection. Le préfet se transporte sur les lieux en uniforme, et à sa vue nul n'ose prendre l'initiative, et les quatre compagnies partent en silence. La compagnie de gen-

darmerie reçoit secrètement de la députation provinciale l'ordre de désertir pour aller rejoindre la junte de Madrid. Le préfet l'apprend, monte à cheval, court après les fuyards, atteint leur arrière-garde, désarme violemment le premier qu'il rencontre, intimide les autres et en ramène dix ou douze dont il fait sa garde pendant toute la durée de la crise.

Les révolutionnaires, déconcertés par l'énergie du préfet, commencent à douter de leur sûreté personnelle, et passent tous la nuit de ce jour-là hors de leurs maisons. La députation provinciale s'assemble illégalement le lendemain avec l'espoir d'attirer le préfet, son président, dans un piège, décidée qu'elle est à l'arrêter. Le préfet se présente avec le commandant militaire de la province, dissout la députation, dissipe quelques groupes hostiles qui s'étaient formés devant l'hôtel, menace de frapper d'un châtiment exemplaire quiconque osera troubler l'ordre, désarme lui-même quelques gardes nationaux qui se présentent avec leurs fusils, et, du milieu de la place publique, somme à haute voix tous les révolutionnaires de la ville d'émigrer, s'ils le veulent, pour Madrid. L'émigration a lieu le soir même, et la ville demeure tranquille.

L'école d'application du génie avec une compagnie de sapeurs, le commandant-général et 80 hommes d'un bataillon provincial, se renferment à l'état de neutralité dans le fort qui, là comme dans tous les pays exposés aux incursions carlistes, a été provisoirement établi autour d'une caserne. Le préfet seul demeure dans la ville, sans autres ressources que les inspirations de son inflexible loyauté, sans autre force armée que les dix ou douze gendarmes arrachés par lui à la défection, et loin de s'intimider, il prend immédiatement les mesures les plus énergiques.

Il déclare rebelles la junte et toutes les autorités de la capitale; prohibe sous les peines les plus sévères toute communication avec elles, et tourne contre elles toutes les mesures de sûreté publique précédemment prises contre les invasions carlistes.

Il ordonne à toutes les municipalités de la province d'établir des vedettes qui , deux fois par jour, l'informent de tout ce qui se passe, et en est ponctuellement obéi. Il intercepte tous les courriers, saisit les correspondances des juntas rebelles, en prend connaissance et les envoie soigneusement à Valence au gouvernement de la reine. Il demande, mais en vain, des troupes à Aldama, qui s'est posté à Tarancon avec toutes celles qu'il a retirées de Madrid ou ramassées dans les environs.

La province limitrophe de Soria se soulève, celle de Saragosse l'était depuis le commencement. Le préfet de Guadalajara se trouve bloqué de tous côtés. Il résiste plus énergiquement que jamais. La junta de Saragosse écrit, furieuse, à celle de Madrid, pour lui reprocher de n'avoir point encore fait fusiller le *tyran* de Guadalajara. De toutes parts les mêmes excitations parviennent au gouvernement provisoire qui demeure sourd et n'ose prendre la mesure d'envoyer une colonne que le 12, après avoir reçu communication du refus de concours opposé le 7 par Espartero à l'ordre de marcher sur Madrid. Le préfet de Guadalajara est informé de la détermination de la junta et propose aux réfugiés du fort de s'enfermer avec eux, d'y conduire, comme gage, sa femme et ses enfants, de s'y défendre jusqu'à l'avant-dernier baril de poudre, et d'employer le dernier à faire sauter le fort plutôt que de se rendre. Les chefs militaires renfermés dans le fort refusent; le préfet part seul, au grand jour, respecté, et se rend à Tarancon; il va demander au général Aldama un bataillon avec lequel il s'engage à battre la colonne expéditionnaire; le bataillon ne peut lui être livré; il part alors pour Valence et n'en sort que lorsque la reine lui a expressément interdit toute tentative nouvelle.

Nous sommes entré dans tous ces détails, d'abord, nous l'avouons, parce que nous avons jugé digne d'être signalée à l'estime de tous les gens de cœur la noble et courageuse conduite du jeune préfet de Guadalajara, qui vit aujourd'hui parmi



nous à la tête d'une entreprise littéraire; puis, parce que ces détails nous ont paru peindre à merveille la faiblesse de la fameuse révolution de septembre. Quoi ! cette révolution si formidable a reculé pendant douze jours devant un seul homme ! Quoi ! elle a souffert que cet homme interceptât ses correspondances ! Elle a eu la lâcheté de tracer à ses courriers un itinéraire en dehors de la ville fidèle, et n'a pas osé envoyer un bataillon qui, si facilement, eût pu avoir raison d'une résistance inouïe par son audace ! Et ce que la junte n'a osé faire que lorsque le concours d'Espartero est venu la rassurer sur les sympathies des troupes dont elle s'était entourée, la garde nationale, le peuple ne l'ont pas fait ; et on dira que le peuple et la garde nationale étaient en révolution ! Singulière révolution que celle qui, surgissant au sein d'une capitale, n'y déborde pas au-delà de ses pacifiques murs d'octroi ! Concevrait-on la révolution de Juillet, ayant laissé pendant douze jours le préfet de Melun conserver et défendre le drapeau blanc ? On le voit, le seul fait de la résistance du préfet de Guadalajara en dit plus que nous ne saurions dire en un volume sur le véritable caractère de l'insurrection de septembre. Pourrait-on bien après cela parler encore d'une levée *en masse* ? Est-il clair qu'il n'y a eu d'insurrection nationale que dans l'ordre du jour, dans les projets, dans les illusions d'Espartero ? Nous en faisons juges nos lecteurs.

(t) page 88, ligne 8.

Quand, sur le rapport du capitaine-général de Madrid, qui rendait compte de l'insurrection du 1<sup>er</sup> septembre, l'ordre fut transmis à Espartero de marcher de sa personne ou d'envoyer un général de son choix contre les insurgés, la reine sentit le besoin d'éviter que le général en chef cherchât à n'envisager la grande crise dans laquelle on venait d'entrer, qu'au point de vue étroit d'une question de portefeuilles. Elle crut devoir, en ce sens, ajouter à

l'ordre officiel du ministre de la guerre, la lettre autographe dont Espartero n'a cité dans sa réponse que le passage qui pouvait profiter à ses fins occultes.

Cette lettre a été lue, dans les mains mêmes d'Espartero, par un honorable général qui nous en a rapporté les termes, et nous ne pouvons parvenir à nous expliquer comment on n'a pas conseillé dans le temps, comment encore aujourd'hui l'on ne conseille pas à la reine de rendre publique cette lettre qui ne peut que l'honorer, et qui surtout anéantit d'un seul mot toutes les calomnies dont le voyage de Barcelone a été l'objet. On sait que ce voyage fut attribué à des intentions de coup-d'état qu'Espartero aurait, ajoutait-on, vertueusement repoussées, et dernièrement encore le ministre Cortina, *collègue d'Espartero* dans la régence provisoire du royaume, osait dire en plein sénat, que si en 1840 le régime constitutionnel n'avait pas succombé comme en 1814, c'était *peut-être* parce qu'ON n'avait pas rencontré à Barcelone les dispositions qui avaient favorisé Ferdinand VII à Valence (1). Cette insinuation perfide était en quelque sorte une confirmation officielle des bruits qui avaient couru, car comment supposer que Cortina eût osé s'exprimer ainsi sans consulter Espartero? Eh bien! dans la lettre autographe de la reine, il était précisément question de ces bruits; la reine, pour prouver au général en chef que c'était à elle, au trône même et non à ses ministres, que les révolutionnaires en voulaient,

(1) Lorsque Ferdinand, rendu à l'Espagne par Napoléon, arriva à Valence, le général Elio lui présenta, *au nom de l'armée qu'il commandait* sous les murs de cette ville, une adresse contre la constitution de Cadix. Cette adresse, bien plus encore que celle des 69 députés aux cortès qui se prononcèrent dans le même sens, décida le roi à révoquer la constitution, non sans promettre que plus tard il en donnerait une autre à ses peuples.

lui envoyait l'exemplaire d'un journal de Madrid, dans lequel elle était accusée d'avoir cherché à renverser la constitution. Dans sa juste indignation, elle en appelait au témoignage, à la loyauté d'Espartero. *Tu sais bien, toi*, — lui disait-elle dans cette lettre écrite de Valence, le 5 septembre, trois mois après les prétendues tentatives de séduction contre-révolutionnaire ; dans cette lettre toute confidentielle ; dans cette lettre où la pensée se montrait sans fard, puisque rien au monde ne pouvait faire prévoir qu'Espartero aurait la coupable fantaisie de la publier, — TU SAIS BIEN, TOI, *que je suis incapable de manquer à mes serments* (BIEN SABES TU QUE SOY INCAPAZ DE FALTAR A MIS JURAMENTOS). Pourquoi donc Espartero, dans sa réponse, n'a-t-il pas cité ce passage de la lettre dont il entretenait le public ? Ainsi, il mettait le public dans la confiance d'une communication réservée, il en disait ce qui pouvait exaspérer les esprits contre sa bienfaitrice, il en taisait ce qui pouvait les éclairer et leur rendre le calme. La conscience publique qualifiera, comme elle le mérite, cette triple indignité. Mais, encore une fois, pourquoi donc ne conseille-t-on pas à la reine de livrer à la publicité cette lettre si lâchement travestie ? Nous affirmons, en attendant, que la phrase capitale que nous en avons retenue s'y trouve, et nous portons aux amis d'Espartero, nous portons au général Linage lui-même, à ce spadassin polémique attaché à la personne du régent, le défi formel d'oser nous contredire.

(u) page 88, ligne 24.

La régence de la reine Christine entraînait tellement dans le programme de l'insurrection, que la junte de Madrid, qui avait donné l'impulsion au mouvement, avait souscrit, comme on sait, une adresse à la reine pour solliciter d'elle, d'elle seule, le redressement des griefs imputés à ses conseillers. C'est encore à Espartero qu'il faut s'en prendre du silence qui,



plus tard, fut gardé sur ce point. Voici pourquoi : Le premier acte de la junte de Madrid avait été, même avant l'adresse à la reine, une dépêche envoyée par courrier extraordinaire au général en chef pour l'informer du *prononcement* de la capitale. Espartero, en accusant réception de cette dépêche, affecta de rappeler les termes du programme annoncé par la junte. « Vous m'assurez, disait-il, que vous n'avez pour but que de maintenir intacts *le trône de notre innocente reine, la régence de son auguste mère, la constitution et l'indépendance nationale*, etc. » Puis, un peu plus bas, et parlant en son propre nom, il ajoutait : *la reine, la constitution et l'indépendance nationale* sont en effet les objets à la défense desquels mon armée et moi, etc. Au lieu de quatre, le programme n'avait plus que trois points : la régence avait disparu. Cette omission ne pouvait échapper à la junte. Était-elle l'effet d'une simple distraction, d'un oubli involontaire ? La junte ne le crut pas ; elle connaissait le caractère d'Espartero, et vit là l'insinuation d'un contre-programme présenté de cette façon équivoque que tout le monde savait être dans les habitudes, dans les goûts du général en chef. Aussi, dès ce moment, ne fut-il plus question de la régence dans les actes des junte ; on n'en demandait ni le maintien, ni la modification ; on se taisait en attendant que le général se prononçât. C'est ce qu'il ne voulut faire que *verbalement* à son arrivée à Madrid. Nous avons dit dans quel sens il le fit et ce qui s'ensuivit.

(v) page 91, ligne 7.

Déjà M. Heros, l'un des meneurs de la dernière révolution, a osé dire, il y a à peine un mois, à la tribune du sénat, qu'il regardait comme un grand bonheur que Ferdinand VII n'eût laissé que des filles, par cela même que le mariage de son héritière avec un prince étranger fournirait le moyen de renouveler la dynastie. Il est clair que des gens

qui voient un avantage à s'affranchir à demi de la dynastie des Bourbons en trouveront un bien plus grand encore à s'en affranchir tout-à-fait. C'est à ces gens-là, c'est à M. Arguëlles, à l'ennemi le plus personnel, le plus acharné du père, qu'on a confié la garde de la fille, et c'est, dit-on, à ce M. Heros que le nouveau tuteur entend laisser la surintendance de la liste civile.

On arrive aisément à calculer ce qui pourra en advenir, en rapprochant de cette envie d'un changement de dynastie, que les alliés d'Espartero ne prennent même plus la peine de dissimuler, les tendances d'Espartero lui-même. Espartero, qui si souvent s'est entendu comparer à Napoléon, surtout par les officiers anglais attachés à son quartier-général, a évidemment fini par prendre au sérieux le rôle auquel ses flatteurs l'ont appelé; il poursuit pas à pas l'étude du modèle qu'on lui a fait rêver, et se croit aujourd'hui parvenu à l'époque du consulat à vie de Bonaparte. On en a vu dernièrement la preuve dans le discours d'inauguration du nouveau régent, discours en quelque façon copié à la lettre de celui que le premier consul prononça au sénat, en 1801. Le parallèle est frappant. Plusieurs journaux l'ont publié. Il ne sera pas inutile de le reproduire ici :

« ESPARTERO. — *La vie de tout citoyen appartient*

« NAPOLÉON. — La vie d'un citoyen est  
à sa patrie. Le peuple espagnol veut que  
à sa patrie. Le peuple français veut que  
je continue à lui consacrer la mienne : je me sou mets  
la mienne lui soit consacrée : j'obéis  
à sa volonté.  
à sa volonté.

*En me donnant cette nouvelle preuve*

En me donnant un nouveau gage, un gage per-  
de sa confiance, il m'impose nouvellement  
manent de sa confiance, il m'impose  
le devoir de conserver ses lois, la consti-  
le devoir d'étayer le système de ses lois, par des

*tution de l'état et le trône d'une enfant orpheline, institutions prévoyantes. de la seconde Isabelle.*

.....  
*Avec la confiance et la volonté du peuple, avec Par mes efforts, par votre concours, par le le concours des corps législatifs, avec celui d'un concours de toutes les autorités, par la confiance ministère responsable, digne de la nation, avec les et la volonté de cet immense peuple, efforts de toutes les autorités réunis aux miens, la*

*liberté, l'indépendance, l'ordre public et la liberté, l'égalité, la prospérité nationale seront à l'abri des caprices la prospérité de la France, seront à l'abri des caprices du sort et de l'incertitude de l'avenir. Le du sort et de l'incertitude de l'avenir. Le peuple espagnol sera aussi heureux qu'il mérite meilleur des peuples sera le plus heureux, comme de l'être. Et moi, content alors, il est le plus digne de l'être. Content alors*

*d'avoir été appelé, par l'ordre de celui de qui tout émane, à ramener sur la terre la justice, l'ordre et je verrai arriver la dernière heure l'égalité, j'entendrai sonner la dernière heure de ma vie, sans inquiétude sur l'opinion des sans regret, sans inquiétude sur l'opinion des générations futures.» générations futures.»*

On le voit, à l'exception du religieux hommage rendu par Napoléon à celui de qui tout émane, et qu'Espartero ne pouvait renouveler en présence d'Arguëlles et de ses amis, qui en sont encore à la philosophie d'Helvétius et du baron d'Holback, tout le reste concorde mot pour mot. Nul ne dira, certainement, que c'était été là un simple effet du hasard. Espartero a donc bien réellement trouvé quel-



que analogie entre son avènement à la régence et l'avènement de Napoléon au consulat à vie, quand il est allé fouiller dans nos archives pour en exhumer un discours depuis long-temps oublié parmi nous.

Que penser d'un homme qui se laisse égarer à ce point? Espartero et Napoléon ! Quel sacrilège rapprochement ! Quels sont donc, juste ciel ! les points de contact qu'on a découverts entre le régent espagnol et le premier consul français ? Même en supposant, avec les fous dont Espartero s'entoure, que la gloire militaire du patient compétiteur de Maroto fût aussi grande que celle de l'impétueux adversaire des Anglais, des Autrichiens et des Mamelucks, encore faudrait-il reconnaître du moins qu'elle est loin d'être aussi pure, aussi nationale. Le général Bonaparte n'avait humilié que l'étranger, et la nation tout entière pouvait s'enorgueillir de ses lauriers, tandis que chaque applaudissement qui sonne à la louange du général Espartero aigrit autant d'Espagnols qu'il en flatte. Et d'ailleurs, les succès purement militaires donnent-ils bien, de nos jours comme à un autre âge, le droit d'aspirer au gouvernement suprême ? Ce fut bien moins le vainqueur de Rivoli et des Pyramides que le négociateur de Campo-Formio, le civilisateur de l'Égypte, que nos pères appelèrent au timon de l'état. Quels sont, en politique, en administration, les titres d'Espartero ? Quand la France, fatiguée d'anarchie, sentit le pressant besoin d'ordre public qui lui fit jeter les yeux sur Bonaparte, un abîme la séparait de ses princes ; il lui fut nécessaire, il lui fut légitime d'offrir la couronne au plus digne de ses citoyens. Mais quand chacun des innombrables partis qui divisent l'Espagne voit aux portes mêmes du pays, suppose prêt à entrer, appelle de ses vœux publics ou secrets, l'un, la reine Christine ; l'autre, don Carlos ; celui-ci, don Francisco ; celui-là, un fils de don Carlos ou même don Sébastien ; sera-t-il donné à un sujet, hier inconnu, d'usurper un poste où les plus grands citoyens ne parviennent que lorsque ceux qui na-

quirent pour l'occuper ont disparu ? Et dans quel pays ose-t-on nourrir ce fol espoir ? Dans un pays où, soit orgueil, soit envie, on ne souffrit jamais que personne se distinguât impunément ; dans un pays où l'on ne vénère le roi, que parce que le roi n'est pas tenu pour un homme, mais bien pour une institution religieuse non moins que politique ; dans un pays où, au dessous du roi, personne n'arrive à persuader qu'il vaille, qu'il sache ou qu'il puisse plus qu'un autre ; dans un pays où pèse sur toutes les têtes un lourd et séculaire niveau contre lequel vinrent de tout temps se briser toutes celles qui cherchèrent à s'élever. Quiconque arrive en Espagne à exercer à tort ou à raison un grand pouvoir, ne monte que pour tomber de plus haut, comme, dans les siècles passés, don Alvaro de Luna, don Lope de Haro, le comte de Trastamara, le duc de Lerma, le comte-duc d'Olivarès, le père Nittard, Valenzuela, la princesse des Ursins et bien d'autres encore, ou comme, dans le siècle présent, le fameux prince de la Paix, monté si haut, tombé si bas, et pourtant bien plus puissant un jour que ne le fut, que ne le sera jamais Espartero, qui vient de choisir pour résidence l'ancien palais de ce prince déchû, le fatidique palais de *Buena-Vista*, comme si déjà les inévitables destins du régent commençaient à s'accomplir.

FIN.

# TABLE DES MATIÈRES.

---

Page.

- I. Début d'Espartero sur le théâtre de la guerre des provinces basques. — Singularité du moyen employé par lui pour se faire nommer maréchal-de-camp. — Profusion des grâces qu'il obtint en moins d'un an, comme simple commandant d'une division de l'armée. — Sa bravoure, ses fautes, ses revers. — Indiscipline habituelle de sa division. — Décimation d'un de ses bataillons. — Accusation capitale portée contre lui aux cortès. — Conduite généreuse du général en chef Cordova à son égard. — Intrigues pour renverser Cordova. — Premières séditions, d'un caractère politique, éclatant à leur suite dans la division d'Espartero. — Rivalité des deux généraux. — Chute de Cordova. — Arrivée d'Espartero au commandement en chef. — Circonstances notables qui l'y poussèrent. 1
- II. Conduite d'Espartero devant Bilbao, au début de son commandement en chef. — Son inaction après la levée du siège. — Evans et la légion étrangère ; déprédations et revers de celle-ci ; moyen consenti par le général en chef pour lui fournir l'occasion de rétablir l'honneur de ses armes avant l'heure prochaine de son licenciement. — Secret du plan de campagne adopté alors contre toutes les règles et malgré la probabilité de ses désas-



- treuses conséquences. — Don Carlos aux portes de Madrid. — Intrigues politiques qui, bien plus que le soin de poursuivre l'ennemi, y amènent le général en chef. — Projets d'un 18 brumaire au petit-pied. — Point de départ de la dictature exercée depuis par Espartero. . . . . 13
- III. Alliance d'Espartero avec le parti modéré. — Sa promotion au grade de capitaine-général (maréchal). — Ses querelles avec le cabinet Osalia au sujet du général Narvaez. — Les ministres soutiennent, malgré lui, Narvaez à la tête d'une armée de réserve; ils sont renversés. — Le parti exalté se réconcilie avec le général en chef. — Formation d'un cabinet de transition, sous la présidence de M. de Frias. — Les nouveaux ministres se refusent à sacrifier Narvaez, et décrètent l'augmentation de son armée; il sont renversés à leur tour. — Espartero lance un manifeste contre le parti modéré et contre Narvaez. — Narvaez se retire. — Mouvement populaire à Séville. — Narvaez et Cordova le contiennent. — Espartero les accuse de l'avoir provoqué; il fulmine contre eux un violent réquisitoire, et demande leurs têtes. — Les deux généraux se réfugient à l'étranger. — Espartero n'a plus de rivaux; il ne veut plus de contradicteurs. — Il met son lieutenant Alaix à la tête du nouveau ministère. — Tout lui est soumis; la dictature est entière. 25
- IV. Inaction d'Espartero, même au sein de sa toute-puissance. — Ses négociations secrètes avec Maroto. — Tentatives qui en avaient préparé le succès. — Levée de boucliers de Mugnagorri en faveur de la paix et des libertés locales du pays vasco-navarrais. — Intrigues ourdies par l'espion Aviraneta pour semer

- le désordre dans le camp de don Carlos. — Leur succès. — Singularité du choix d'Espartero dans la désignation de l'agent chargé par lui de nouer les premières négociations directes avec Maroto. — Quand et comment le secret de ces négociations a été divulgué. — Explication de la facilité des dernières opérations de l'armée chrétienne dans les provinces basques. — Traité de Vergara. . . . . 43
- V. Premières dispositions d'Espartero pour en finir rapidement avec Cabrera, après le départ de don Carlos. — Changement subit dans ces dispositions. — Causes de ce changement. — Chute d'Alaix. — Dissolution du congrès des députés. — Revirement dans la position politique du général en chef. — Sa nouvelle inaction. — Pamphlet de son secrétaire contre les ministres, et en vue d'arrêter la tendance monarchique des élections. — Ouverture des nouvelles chambres. — Émeute. — Etat de siège de la capitale. — Prise de Segura et Castellote. — Profusion des récompenses proposées. — Demande du grade de maréchal-de-camp pour le secrétaire du général. — Refus des ministres. — Démission de la plupart d'entre eux. — Le nouveau cabinet cherche dans les succès parlementaires la force de lutter contre Espartero. — Celui-ci redouble les bulletins de sa campagne militaire, et prend Morella. — Imminence d'un conflit. — Départ de la reine. . . . . 57
- VI Voyage de la reine. — Ses motifs. — Entrevue avec Espartero, à Lérida. — Exigences du général en chef; sa haine pour la France. — La reine résiste. — Émeute de Barcelonne. — Le ministère moléré est renversé. —

Crise de trois mois. — Espartero en profite pour concerter avec les municipalités la consommation de la révolution. — Insurrection de Madrid. — Espartero reçoit l'ordre de marcher sur la capitale. — Sa réponse tend à compromettre la reine en personne. — Il est appelé au ministère. — Il se rend à Madrid pour régler avec les insurgés le programme à imposer à la reine. — Pamphlet contre la reine. — Première demande d'une adjonction de co-régents. — La reine abdique. — Espartero hérite de sa régence et lui fait ravir la tutelle. — Tendances actuelles de son ambition. . . . . 73

### NOTES.

- (a) Détails sur la coterie des Ayacuchos. . . . . 92
- (b) Généraux qui, comme Espartero, se sont fait remarquer par leur bravoure personnelle. . . 94
- (c) Échec subi par Gomez, à Villarobledo, avant sa rencontre avec Narvaez. . . . . 95
- (d) Détails sur les moyens employés par Narvaez pour improviser l'armée de réserve. . . . . *id.*
- (e) Explications sur ce qu'on entend en Espagne par *jovellanistes*. . . . . 97
- (f) Supposition et falsification de documents mises en œuvre par Aviraneta pour diviser les carlistes. . . . . 98
- (g) Bulletins obséquieux d'Espartero à tous les anniversaires de la naissance de la reine. . . 99
- (h) Brouillerie entre le comte de Velascoain et Espartero, à cause de l'inaction de celui-ci en face des occasions d'attaquer l'ennemi. . . . . *id.*
- (i) Premier prétexte de la correspondance suivie entre Espartero et les municipalités. . . . . 109



	Pages.
(j) Légitimité du triomphe des modérés dans les élections de 1840. . . . .	100
(k) Honneurs municipaux et universitaires décernés à Espartero. . . . .	101
(l) Conduite de l'opposition parlementaire à l'occasion du voyage de la reine. . . . .	<i>id.</i>
(m) Candidats ministériels présentés à Lérida par Espartero. . . . .	102
(n) Renseignements sur le véritable caractère de la question municipale qui a servi de prétexte à la révolution. . . . .	103
(o) Singulière attitude d'Espartero dans toutes ses conférences avec la reine, pendant le voyage de Lérida à Esparraguera. . . . .	106
(p) Détails intimes et jusqu'à présent inédits sur les curieuses menées qui, de la part d'Espartero, précédèrent l'émeute de Barcelone. . . . .	108
(q) Détails de même nature sur la longue crise ministérielle qui suivit cette émeute; conférences et discussions entre la reine et les divers candidats ministériels au sujet du programme de gouvernement à adopter. . . . .	117
(r) Incroyable ordre du jour publié par Espartero pour rétablir l'union entre les corps qui avaient été divisés de conduite lors de l'insurrection de septembre. . . . .	127
(s) Données exactes sur les causes, la force et la portée de l'insurrection de septembre. . . . .	130
(t) Motifs de la lettre autographe écrite par la reine à Espartero, pour l'engager à marcher sur les insurgés; phrase notable qui met au néant toutes les calomnies dont le voyage de Barcelone a été l'objet . . . . .	139
(u) Premier signal donné par Espartero pour que les juntas insurrectionnelles eussent à effacer de leur programme la régence de la reine-mère. . . . .	141
(v) Signes auxquels on peut reconnaître les tentatives d'Espartero à la royauté. . . . .	142



- (1) Die ...
- (2) Die ...
- (3) Die ...
- (4) Die ...
- (5) Die ...
- (6) Die ...
- (7) Die ...
- (8) Die ...
- (9) Die ...
- (10) Die ...
- (11) Die ...
- (12) Die ...
- (13) Die ...
- (14) Die ...
- (15) Die ...
- (16) Die ...
- (17) Die ...
- (18) Die ...
- (19) Die ...
- (20) Die ...
- (21) Die ...
- (22) Die ...
- (23) Die ...
- (24) Die ...
- (25) Die ...
- (26) Die ...
- (27) Die ...
- (28) Die ...
- (29) Die ...
- (30) Die ...
- (31) Die ...
- (32) Die ...
- (33) Die ...
- (34) Die ...
- (35) Die ...
- (36) Die ...
- (37) Die ...
- (38) Die ...
- (39) Die ...
- (40) Die ...
- (41) Die ...
- (42) Die ...
- (43) Die ...
- (44) Die ...
- (45) Die ...
- (46) Die ...
- (47) Die ...
- (48) Die ...
- (49) Die ...
- (50) Die ...
- (51) Die ...
- (52) Die ...
- (53) Die ...
- (54) Die ...
- (55) Die ...
- (56) Die ...
- (57) Die ...
- (58) Die ...
- (59) Die ...
- (60) Die ...
- (61) Die ...
- (62) Die ...
- (63) Die ...
- (64) Die ...
- (65) Die ...
- (66) Die ...
- (67) Die ...
- (68) Die ...
- (69) Die ...
- (70) Die ...
- (71) Die ...
- (72) Die ...
- (73) Die ...
- (74) Die ...
- (75) Die ...
- (76) Die ...
- (77) Die ...
- (78) Die ...
- (79) Die ...
- (80) Die ...
- (81) Die ...
- (82) Die ...
- (83) Die ...
- (84) Die ...
- (85) Die ...
- (86) Die ...
- (87) Die ...
- (88) Die ...
- (89) Die ...
- (90) Die ...
- (91) Die ...
- (92) Die ...
- (93) Die ...
- (94) Die ...
- (95) Die ...
- (96) Die ...
- (97) Die ...
- (98) Die ...
- (99) Die ...
- (100) Die ...









PARIS. — IMPRIMERIE DE E.-B. DELANCHY,  
Faubourg Montmartre, N° 11.







